



HAL
open science

Étude sur les relations entre la Libye et les États-Unis à travers les médias américains (1980-2011)

Aboubacar Niambele

► **To cite this version:**

Aboubacar Niambele. Étude sur les relations entre la Libye et les États-Unis à travers les médias américains (1980-2011). Littératures. 2012. dumas-00933210

HAL Id: dumas-00933210

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-00933210>

Submitted on 20 Jan 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



ÉTUDE SUR LES RELATIONS ENTRE LA LIBYE ET LES ETATS-UNIS Á TRAVERS LES MÉDIAS AMERICAINS (1980-2011)

NIAMBELE Aboubacar

UFR d'Études Anglophones

Mémoire de master 2 en Civilisation Américaine

Soutenu à Grenoble sous la direction de M. Francis M. FEELEY

Année universitaire 2011-2012

REMERCIEMENTS :

Je souhaite adresser ici mes vives remerciements à mes parents Issiaka NIAMBELE et Mariam SAMAKE, ainsi qu'à mon frère et mes sœurs Ibrahim, Awa, Koumba, et Aicha pour les aides, conseils, sacrifices et soutiens qu'ils m'ont apporté tout au long de ce travail.

Merci à mon directeur de mémoire Monsieur Francis M. FEELEY pour son aide et sa disponibilité tout au long de la rédaction de ce travail qui n'aurait jamais vu le jour sans sa détermination. Je lui témoigne ainsi toute ma gratitude ainsi qu'à tous les enseignants qui m'ont suivi tout au long de ma formation.

Merci à Madame Vicki BRIAULT et à Monsieur Mohamed BENRABAH pour leurs aides et conseils dans la réalisation de ce travail.

Merci à Mamane Nassirou MAMANE et Justine KHENTHAVONG pour leurs aides précieuses.

Merci à mes amis Fatoumata SISSOKO, Boubacar SANOGO, Aboubacar KANTE, Adeline BOUVIER, Issiaka TRAORE, Moustapha Dramane GANO et Amadou TOGOLA pour m'avoir épaulé tout au long de ce travail avec conseils et soutiens.

LISTE DES ACRONYMES :

CCR : Conseil de Commandement de la Révolution

USA : Union Socialiste Arabe

CPB : Congrès Populaire de Base

CPM : Congrès Populaires Municipaux

CM : Comités Municipaux

CGP : Congrès General du Peuple

CP : Comité Populaire

CPL : Comités Populaires Locaux

CPM : Comités Populaires Municipaux

CPSM : Comités Populaires de Sections de Municipalités

CPC : Comités Populaires Catégoriels

CPGS : Comités Populaires Généraux Spécialisés

CPG : Comité Populaire General

CR : Comités Révolutionnaires

FNSL : Front National pour le Salut de la Libye

CIA : Central Intelligence Agency

ARI/IRA : Armée Républicaine Irlandaise

FP : Front Polisario

FPLP : Front Populaire pour la Libération de la Palestine

SNA/NSA : Sécurité Nationale Américaine

BND : Bundes Nachrichten Dienst

FBI/BFE: Federal Bureau of Investigation/Bureau Federal des Enquêtes

ADM : Armes de Destruction Massive

AIEA : Agence Internationale de l'Energie Atomique

ONU : Organisation des Nations Unies

CNT : Comité National de Transition

OTAN : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord

FIDL : Fédération Internationale des Droits de l'Homme

LLDL : Ligue Libyenne des Droits de l'Homme

AI: Amnesty International

NED: National Endowment for Democracy

GICL/GICL : Groupe islamique combattant libyen

TABLE DES MATIERES

Remerciements.....	2
Liste des Acronymes.....	3
Table des Matières.....	5
Introduction Générale.....	7
Chapitre I : Vue historique sur la Libye.....	11
Introduction.....	11
I.1-Présentation du pays	12
I.2-Histoire de la Libye.....	13
I.3-Les débuts du régime de Kadhafi	16
I.4-Le système de gouvernance sous Kadhafi	17
I.5-Les progrès et les contraintes sociales sous Kadhafi.....	19
I.6-L'économie de la Libye.....	20
I.7-La politique étrangère de Kadhafi	21
Conclusion.....	23
Chapitre II : Les Relations entre la Libye et les États-Unis de l'Administration Carter à l'Administration Reagan.....	25
Introduction.....	25
II.1-Le début des hostilités.....	26
II.2-Le commando Libyen	29
II.3-Le bombardement de Tripoli	32
Conclusion.....	34
Chapitre III : De l'administration Reagan à l'administration de George W. Bush.....	36
Introduction.....	36
III.1-L'affaire Lockerbie analysée du point de vue des médias de masse américains.....	37
III.2-L'affaire Lockerbie vue par les médias alternatifs	40

III.3-L'administration de George W. Bush: Bush, Kadhafi et le terrorisme.....	41
Conclusion	45
Chapitre IV : L'Administration de Barack Obama.....	46
Introduction.....	46
IV.1-Les débuts de la Guerre de Libye : les évènements de février 2011....	47
IV.2. Mars 2011 : lancement de l'opération militaire.....	53
IV.3-Les évènements d'avril à octobre 2011 : Kadhafi et la Guerre de Libye.....	56
IV.3.1-Les affiliations de certains groupes rebelles	59
IV.4-La mort de Kadhafi	62
Conclusion.....	63
Chapitre V: La Guerre Humanitaire.....	65
Introduction.....	65
V.1-Who dirigent les branches politiques et militaires du CNT ?	66
V.2-Le rôle des ONG	69
V.3-Critiques de la guerre humanitaire.....	73
V.4-L'OTAN et la Guerre de Libye	75
V.5-Analyse des raisons de la Guerre de Libye : le facteur économique....	78
V.5.1-Le facteur pétrole	83
Conclusion.....	85
Conclusion Générale.....	87
Bibliographie.....	90

Introduction Générale :

Le 11 septembre 2012 à Benghazi (Libye), l'ambassadeur américain Christopher Stevens ainsi que trois autres fonctionnaires américains furent tués lors d'une manifestation anti-américaine.¹ Au même moment en Égypte, une violente manifestation également anti-américaine avait lieu devant l'ambassade américaine au Caire.² Officiellement, ces manifestations s'élevaient contre la diffusion d'un film américain insultant l'islam et le prophète Mohamed. Cependant, derrière cette justification officielle, force est de reconnaître que ces manifestations violentes ne peuvent être dissociées de la frustration générale de ces peuples face à la politique étrangère américaine.

Depuis la fin de la Guerre Froide, la politique étrangère américaine s'est établie sur une politique agressive servant à promouvoir la violence et les instabilités régionales afin de justifier des interventions militaires. En somme, cette politique n'est pas orientée vers un règlement des conflits mais vers la création de tensions favorables à une campagne militaire. Le but de ce travail est d'expliquer cette stratégie de guerres incessantes propre à la politique étrangère américaine et de mettre en exergue les enjeux derrière cette politique datant de la Guerre Froide. Dans le cadre de notre recherche, nous nous intéresserons à l'étude des relations entre la Libye et les États-Unis à partir de l'accession au pouvoir de Mouammar Kadhafi en 1969. Ainsi, nous analyserons la récente Guerre de Libye qui débuta en février 2011 et prit fin avec la mort du dirigeant libyen le 29 octobre 2011.

Dans ce travail, nous allons démontrer que derrière les justifications d'ordre "humanitaires"³ données par Washington sur la Guerre de Libye, se cachaient des raisons économiques et géopolitiques. Autre mystification dans la politique étrangère américaine

¹ Amy Goodman, "U.S. Ambassador to Libya Killed as Anti-Islam Film Inflames "Repressed Social Forces" Post-Gaddafi," *Democracy Now!*, site internet <http://www.democracynow.org/2012/9/12/us_ambassador_to_libya_killed_as>, dernière mise à jour le 12/09/12, visité le 14/09/2012.

² *Ibid.*

³ La guerre humanitaire trouve sa légitimation dans l'ingérence humanitaire. Le terme ingérence humanitaire est rentré en vigueur durant la Guerre du Biafra (1967-1970) qui, aboutit sur une grande famine dans le pays. Cette ingérence fut fortement relayée par les médias occidentaux mais aucune action gouvernementale au niveau mondiale, ne fut entreprise à cause de la neutralité et de la non-ingérence des États. Cette situation aboutit à la mise en place d'ONG défendant l'idée que la souveraineté des États peut être remise en cause devant des situations sanitaires exceptionnelles dont souffriraient les populations. L'ingérence humanitaire est justifiée par ses défenseurs, par la morale de l'urgence : « la conscience collective ». Elle puise son fondement dans la déclaration universelle des droits de l'homme de 1948. L'ingérence est alors motivée par une violation collective des droits de l'homme. Cependant, elle prend le nom « d'intervention à but humanitaire » ou « guerre humanitaire » lorsqu'une intervention militaire sous mandat de l'ONU, est déployée dans une partie du monde.

que nous allons analyser : la justification des interventions militaires par des valeurs universelles telles que la démocratie et la liberté. Nous évaluerons l'influence qu'ont les multinationales (les entreprises) dans les choix effectués par la politique étrangère américaine au nom de tous les Américains. Nous montrerons que ces choix ne profitent, dans la majorité des cas, qu'à un groupuscule de personnes appartenant au monde de la finance (banques, multinationales). Enfin, nous évaluerons le rôle important que jouent les masses américaines dans la justification idéologique⁴ des conflits initiés par Washington.

Pour mener à bien les objectifs de cette recherche, nous allons étudier les relations entre la Libye et les États-Unis à travers les couvertures des médias de masse américains.

Noam Chomsky dit des médias de masse américains que « *They are major, very profitable, corporations. Corporations are basically tyrannies, hierarchic, controlled from above. The press is owned by wealthy people who only want certain things to reach the public* (Ce sont des sociétés très rentables. Les entreprises sont principalement tyranniques, hiérarchiques, contrôlées par le haut. La presse est possédée par des hommes riches qui veulent que seules certaines informations atteignent le public) ». ⁵ Si les médias de masse sont devenus des entreprises dirigées par une puissante hiérarchie, cela sous-entend que ces médias ne sont pas totalement libres et qu'ils sont obligés de respecter un certain objectif à l'image de toute entreprise. Dans ce cas, leurs informations peuvent être utilisées pour défendre les intérêts d'une classe sociale ou d'un groupe d'hommes bien déterminé.

C'est dans cette optique qu'on abordera la récente Guerre de Libye initiée par les États-Unis sous les couleurs des pays de l'OTAN. Ceci nous amène donc à reconsidérer et réinterpréter notre analyse de la guerre de Libye. Pour rendre compte des influences extérieures sur les médias de masse, ce travail fera une comparaison entre les informations véhiculées dans ces médias et celles véhiculées dans les médias alternatifs et les sources d'information indépendantes ; le but étant d'aboutir à une analyse qui nous permettrait de reconstituer au mieux la chronologie événementielle des relations entre la Libye et les États-Unis.

⁴ Dans notre définition de l'idéologie nous prendrons celle d'Eagleton qui stipule que : « *ideology has to do with legitimating the power of the dominant social group or class* (l'idéologie a à voir avec la légitimation du pouvoir de la classe dominante sur le reste de la société) ». (Terry Eagleton, *Ideology an Introduction* (New-York: Verso, 2007), 5)

⁵ Noam Chomsky, "What Makes Mainstream Media Mainstream," *Chomsky.info*, site internet <<http://www.chomsky.info/articles/199710--.htm>>, dernière mise à jour octobre 1997, visité le 01/07/2012.

Selon Michael Albert (essayiste, journaliste et militant politique américain), les médias alternatifs disposent d'une indépendance financière puisque ne fonctionnant pas avec les fonds provenant des publicités et autres. Pour lui, les journalistes des médias alternatifs travaillent d'une manière démocratique et égalitaire, dans le sens où les informations qu'ils diffusent viennent de concertations mutuelles et non d'une chaîne hiérarchique. Autrement dit, les prises de décision des médias alternatifs se font de manière démocratique puisque la hiérarchie n'est pas primée : ils ont, dans ce cas, une plus grande liberté d'expression. Ainsi, ils sont plus militants et rapportent généralement des faits (sujets) non traités par les médias de masse. Enfin, ils s'opposent aux discours hégémoniques présents dans les médias de masse. Les médias alternatifs, eux, sont dans ce cas des médias citoyens selon Albert.⁶

Ce travail n'assure nullement que chaque information provenant des médias de masse relève de la désinformation, de la propagande, ni que les informations fournies par les médias alternatifs sont toutes vraies. Toutefois, on part du principe que dans certains cas, les médias de masse manipulent les informations à des fins politiques. Le choix porté dans ce travail sur les médias alternatifs pour tenter de compléter les sujets et les informations omis par ceux de masse n'est pas lié au fait que les médias alternatifs sont totalement désintéressés idéologiquement lors de leurs reportages ; mais seulement par le fait qu'ils représentent l'outil approprié pour notre travail. L'approche adoptée dans cette recherche utilise les médias alternatifs comme outils de contestation, de vérification, mais non comme des sources de vérité absolue. Ce travail comprend au total cinq chapitres qui sont répartis ainsi :

Le Chapitre I débute par une étude historique de la Libye. Après une brève présentation géographique et sociale du pays, il retrace le parcours de Kadhafi à la tête du pays après son coup d'État. Ce chapitre traite donc de la politique économique, sociale et militaire de Kadhafi.

Le Chapitre II analyse ensuite les raisons du déclenchement du « froid diplomatique » entre les États-Unis et la Libye.

⁶ Michael Albert, "What Makes Alternative Media Alternative ?" *Subsol*, site internet <http://subsol.c3.hu/subsol_2/contributors3/alberttext.html>, dernière mise à jour octobre 1997, visité le 27/07/2012.

Le Chapitre III est une investigation approfondie sur les différends majeurs qui ont éclaté entre la Libye et les États-Unis dans les années 1980. Cette partie s'intéresse plus spécifiquement au statut de « terroriste international » de Kadhafi. Elle se consacre à l'analyse des relations entre la Libye et les États-Unis durant l'administration de Bush fils. Cette période est marquée d'un rétablissement des relations en ce qui concerne la coopération entre les deux pays.

Le Chapitre IV traite de la récente guerre de l'OTAN contre la Libye. Il est question ici de retracer les événements d'un point de vue chronologique, tout en portant un œil critique sur la version des informations donnée par les médias de masse.

Le Chapitre V tente d'étudier d'autres raisons ayant motivé cette guerre. Il prend en compte la récurrente contradiction qui existe entre les informations relayées dans les médias de masse américains et ceux alternatifs. Cette section remet en cause les informations généralement communiquées par les médias de masse américains.

En conclusion, nous vérifierons la véracité des différentes hypothèses qui ont constitué les bases de ce mémoire.

Chapitre I : Vue Historique Sur la Libye

Qadhafi had ruled Libya with “an iron fist” for more than four decades. Basic human rights were denied, innocent civilians were detained, beaten and killed, and Libya’s wealth was squandered. The enormous potential of the Libyan people was held back, and terror was used as a political weapon.⁷

Barack Obama, octobre 2011.

Introduction.

Cette partie nous servira de cadre pour expliquer la principale raison du froid entre Kadhafi et Washington dans les années 1980. En effet, l’une des raisons pouvant justifier cette mésentente, résidait dans le fait que le dirigeant libyen ferma son pays aux corporations américaines de pétrole en nationalisant le secteur du pétrole et en s’éloignant de l’idéal purement capitaliste de la société tant défendue par Washington et jadis appliquée par son prédécesseur. En somme, c’est la politique économique et sociale mise en place par Kadhafi et non son idéologie qui aboutit sur un désaccord entre lui et Washington.

Après une présentation géographique du pays, nous analyserons l’arrivée au pouvoir de Mouammar Kadhafi. Nous inclurons également dans notre étude une vue sur les conditions dans lesquelles il a été propulsé au devant de la scène politique libyenne.

Ce chapitre nous donnera une vue d’ensemble de la Libye sous Kadhafi. Le système de gouvernance, la politique intérieure et étrangère, la gestion économique et la société libyenne sont autant de domaines qui feront l’objet de notre analyse dans cette section. Pour finir nous ferons part de la politique d’ingérence du dirigeant libyen au Maghreb et en Afrique noire.

⁷ Barack Obama cité par Stephen Kaufman, "Obama: Qadhafi's Death Was Inevitable End of Dictatorship," *America.gov.com IPP DIGITAL*, site internet <<http://iipdigital.usembassy.gov/st/english/article/2011/10/20111020165115nehpets0.1454279.html#axzz1iankMJmR>>, dernière mise à jour le 20/10/2011, visité le 01/06/2012, [traduction de l’auteur] Kadhafi a dirigé la Libye avec "une main de fer" pendant plus de quatre décennies. Le peuple était privé des éléments fondamentaux du droit de l’homme, des civiles innocents étaient détenus, battus, tués et les richesses du pays étaient détournées. Le potentiel du peuple libyen était rendu futile et la terreur était utilisée comme une arme politique.

I.1-Présentation du pays.

La Libye est un pays d'Afrique du Nord qui se situe entre les 19^{ème}-33^{ème} parallèles nord et les 9^{ème}-25^{ème} méridiens à l'est de Greenwich.⁸ Couvrant une superficie totale d'environ 1 775 500 km²,⁹ la Libye reste l'un des pays les moins peuplés de la planète avec une faible densité de 3,3h/km².¹⁰ L'indépendance de la Libye fut proclamée le 24 septembre 1951 sous le règne du roi Idriss I^{er} qui sera renversé par Mouammar Kadhafi le 1^{er} septembre 1969.¹¹

Du point de vue géographique, la Libye se situe entre la Tunisie, l'Égypte et l'Algérie et côtoie la mer méditerranéenne. Elle est limitée au sud par le Tchad, le Niger et le Soudan¹² et ses principales villes sont Tripoli (la capitale) et Benghazi. La Libye est séparée en trois grandes zones géographiques qui sont : la Tripolitaine à l'ouest, la Cyrénaïque à l'est et le Fezzan qui se trouve au sud de la Tripolitaine. L'arabe est la langue officielle du pays avec une population de l'ordre de 6 461 454 habitants selon les estimations du Département d'État américain datant de 2012.¹³

La population de la Libye est majoritairement de confession musulmane à 97% et elle se répartit entre les Berbères (97%), les Grecs, les Italiens, les Égyptiens, les Turcs, les Indiens et les Tunisiens qui représentent environ 3%.¹⁴ Les Grecs, Italiens et Turcs (minorités) résidant en Libye, sont issus des vagues d'invasion dont le pays fut victime dans les années 1800-1900. Les populations égyptiennes et tunisiennes elles sont issues de l'immigration. Le pétrole est le plus grand pilier de l'économie du pays avec le gaz. La production journalière du pays avoisine 1, 542 millions de barils faisant de la Libye l'un des principaux pays producteurs de pétrole en Afrique. La Libye est un pays désertique qui ne dispose pas d'importants moyens agricoles. De ce fait, elle importe 75% de ses produits alimentaires.¹⁵

⁸ François Burgat et André Laronde, *La Libye* (Paris : Presses Universitaire de France, 1996), 9.

⁹ Pierre Pinta, *Libye* (Genève: Editions OLIZANE, 2007), 24.

¹⁰ Richard Desseins, *Histoire Politique du Monde Depuis 1943 : Les Grands Enjeux du XXIe siècle* (Paris : Editions Publibook, 2010), 253.

¹¹ U.S. DEPARTMENT OF STATE, "Diplomacy in Action, Background Note : Libya," *U.S. Department of State*, site internet <<http://www.state.gov/r/pa/ei/bgn/5425.htm>>, dernière mise à jour le 09/03/2012, visité le 10/09/2011

¹² *Ibid.*

¹³ *Ibid.*

¹⁴ Dominique Auzias, *Le Petit Futé Sahara* (Strasbourg : Horizons nomades, 2011), 68.

¹⁵ Moncef Ouannes, *Militaires, Elites et Modernisation dans la Libye Contemporaine* (Paris : L'Harmattan, 2009), 27.

I.2-Histoire de la Libye.

Dans les années 1800, la Libye faisait partie des pays d'Afrique du Nord qu'on appelait "barbares" à cause des pirates qui s'attaquaient aux navires marchands venant d'Europe et d'Amérique.¹⁶ Ces pirates recevaient des tributs de la part des Européens et des Américains pour qu'ils ne touchent pas à leurs navires respectifs. Cependant en 1801, Thomas Jefferson qui était président des États-Unis refusa de payer tribut au pacha (gouverneur) de Tripoli. Par la suite, ce dernier déclara la guerre aux États-Unis le 14 mai 1801.¹⁷ Pour faire face aux menaces de Tripoli, les États-Unis envoyèrent des navires de guerre dans les eaux libyennes sous le commandement de l'amiral Edward Plebe. La guerre dura cinq ans et en 1805 Tripoli tomba sous la coupe des Américains. Le pacha signa alors un traité de non-agression avec les États-Unis.¹⁸ Dès lors, ces derniers ne furent plus l'objet d'attaques de la part des pirates de Tripoli. Cette guerre fut en fait la première livrée par les États-Unis sur le plan international depuis leur indépendance.

Après la guerre avec les États-Unis, Tripoli tomba à nouveau en 1835 sous le contrôle de forces extérieures avec l'invasion du pays par les Turcs. Dirigeant le pays depuis Constantinople, la Turquie mit la Libye sous une domination militaire avec l'aide locale des Ouled Sliman, une tribu arabe. En Libye, l'administration mise en place par la Turquie ne s'impliqua pas dans les affaires du pays et se contenta seulement de la collecte d'impôts qu'elle imposa sur les populations locales.¹⁹

Cette gestion partielle des affaires libyennes par la Turquie donna lieu à la formation de la confrérie des Senoussi en 1843 par un voyageur algérien du nom de Senoussi el Medjahiri. Résidant à Benghazi et chassé dans un premier temps de la Mecque, ce dernier créa une zaouia (édifice musulman utilisé pour la pratique et l'enseignement de l'Islam) à Ain-Beida.²⁰ Il appela plusieurs fidèles à se réunir autour de lui et créa ensuite sa propre confrérie. Mais il se verra vite contraint de se retirer dans le désert du fait de son influence grandissante qui faisait peur aux administrateurs turcs.

¹⁶ Carol H. Behrman, *Thomas Jefferson* (Minneapolis: Lerner Publications Company, 2004), 87.

¹⁷ Richard B. Bernstein, *Thomas Jefferson* (New York: Oxford University Press, Inc., 2003), 20.

¹⁸ Jerry Holmes, *Thomas Jefferson: A Chronology of his Thoughts* (Rowman and Littlefield Publishers, Inc., 2002), 15.

¹⁹ Jacques Thiery, *Le Sahara Libyen dans l'Afrique du Nord Médiévale* (Leuven : Peeters Press and Department Oriental Studies, 1995), 551.

²⁰ *Ibid.*

La Libye ne tarda pas à attirer la convoitise de l'Italie. Le choix porté par cette dernière sur la Libye était alors d'ordre géopolitique. Renonçant à la conquête de Carthage à cause d'une force colonisatrice française dans cette partie d'Afrique, la Libye avait dès lors une grande importance aux yeux de l'Italie qui s'infiltra dans le pays avec la création en 1907 d'une banque : la Banco di Roma. Très vite, cette banque élargit son domaine d'influence en dehors des finances. Elle s'intéressa alors à la production de produits agricoles, à l'élevage ainsi qu'au transport.²¹

Dans un souci de garder le contrôle sur le territoire libyen, la Turquie a tenté de limiter l'influence croissante de la banque italienne. Cette nouvelle situation amena alors l'Italie à s'en prendre directement à la Turquie sur le sol libyen. Par la suite, l'Italie accusa la Turquie de ne pas protéger ses ressortissants. Par conséquent, elle s'engagea dans la guerre contre cette dernière. Cette guerre a pris fin en 1912 avec le retrait des troupes turques de la Libye et la consolidation de la force d'occupation italienne.²²

L'occupation italienne s'était retrouvée en face d'une résistance locale dirigée par les Senoussi en 1912. On notera qu'à cette même période la confrérie Senoussi n'était plus dirigée par Senoussi el Medjahri qui était déjà mort en 1859, mais elle était devenue beaucoup plus puissante depuis. Dirigés par un nouveau leader du nom d'Omar al-Mohktar, les Senoussi s'engagèrent dans une "guerre sainte" (djihad)²³ contre les occupants italiens jusqu'en 1911.²⁴

Cependant, la situation politique et militaire changea en Libye au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale qui a vu la défaite de l'Allemagne et de l'Italie. La Libye, considérée comme ancienne colonie italienne passa sous le contrôle des vainqueurs de la

²¹ Albert Abu Bohen, *Histoire Générale de l'Afrique* (Paris : Organisation des Nations Unis pour l'Education, 2010), 79.

²² Moncef Djaziri, *État et Société en Libye : Islam, Politique et Modernité* (Paris : L'Harmattan, 1996), 37. Le jihad est un mot arabe signifiant « exercer une force ». Dans le Coran et selon les principes musulmans, le mot est utilisé pour signifier « faire un effort » dans le sens de Dieu, Allah. Très généralement le terme est employé dans le sens de faire la guerre aux non musulmans.

²³ Le jihad est un mot arabe signifiant « exercer une force ». Dans le Coran et selon les principes musulmans, le mot est utilisé pour signifier « faire un effort » dans le sens de Dieu, Allah. Très généralement le terme est employé dans le sens de faire la guerre aux non musulmans.

²⁴ Omaran Mohamed Burwais, *Chronique d'une Pendaïson Mémorable : Omar al-Mokhtar* (Paris : L'Harmattan, 2007), 23.

guerre. Elle fut alors divisée en trois parties distinctes : les Britanniques contrôlaient Tripoli et la Cyrénaïque tandis que la France prenait position au Fezzan.²⁵

La Libye gagna peu à peu de l'importance aux yeux des Occidentaux grâce aux gisements de pétrole dont regorge cette région d'Afrique. C'est dans ces conditions que l'indépendance du pays fut proclamée en 1950. Le pays qui est devenu une fédération en octobre 1951, s'est vu dirigé par le roi Idriss I^{er} qui devenait chef d'une monarchie parlementaire.²⁶

Les relations entre le nouveau dirigeant libyen Idriss I^{er} (qui était issu de la confrérie Senoussi) et les pays occidentaux, en l'occurrence la France et les États-Unis, étaient fructueuses. Le pétrole libyen était alors géré par des compagnies américaines et britanniques. La monarchie libyenne orientée vers un partenariat privilégié avec les Britanniques donna à ces derniers la possibilité d'installer une base militaire sur le sol libyen. Ce projet devint possible grâce à la signature d'un traité entre les deux pays le 29 juillet 1953. En échange, les Britanniques se devaient d'assister le pays militairement et financièrement.²⁷

En 1965, la Libye devint ainsi une puissance pétrolière considérable et se plaça au premier rang des pays faisant partie des plus grands producteurs de pétrole en Afrique.²⁸ La présence occidentale en Libye ne tarda pas à recevoir les critiques et le mécontentement d'une grande fraction de la population qui voyait encore les États-Unis comme une force impérialiste. Pour beaucoup, le roi Idriss I^{er} participait à une liquidation des richesses du pays. La tension dans le pays monta et le roi faisait de plus en plus l'objet de vives critiques venant d'autres pays voisins comme l'Égypte (sous Nasser) mais aussi, au sein de la population libyenne elle-même.²⁹

La population libyenne qui était fortement influencée par l'idéologie du dirigeant égyptien Nasser³⁰ se montrait de plus en plus hostile à la gestion du pays par le roi Idriss

²⁵ Claudio G. Segrè, *Fourth Shore: The Italian Colonization of Libya* (Chicago: The University Press of Chicago, 1974), 162.

²⁶ *Ibid.*

²⁷ Hervé Beaumont, *Libye* (Paris : Edition Marcus, 2004), 17.

²⁸ Moncef Djaziri, *Op. Cit.*, p.42.

²⁹ *Ibid.*

³⁰ Nasser défendait l'indépendance et l'unité des pays arabes qui sont la base de son idéologie : le Nassérisme. Le Nassérisme est une idéologie révolutionnaire et panarabe qui est associée à un socialisme arabe. L'idéologie de Nasser se définit à travers trois cercles d'appartenance fondamentale qui sont : la nation arabe, l'Afrique et le monde musulman. Par ailleurs, cette idéologie était opposée aux visions marxistes. Le caractère révolutionnaire et panarabe de la politique de Nasser, lui a amené à défendre la cause palestinienne

I^{er}. Certaines mosquées commencèrent alors à prêcher la "guerre sainte" en Libye. La situation devenait de plus en plus insoutenable quand certains libyens ont commencé à s'en prendre aux populations juives, européennes et américaines résidant dans le pays. Pour des raisons de santé, le roi Idriss I^{er} quitta la Libye pour aller se soigner en Turquie. En son absence, l'armée, dirigée par Kadhafi procéda dans la nuit du 31 août au 1^{er} septembre à un coup d'État contre le régime en place.³¹

I.3-Les débuts du régime de Kadhafi.

Kadhafi qui se réclamait membre des officiers libres, prit alors la tête du pays en faveur d'un coup d'État qu'il a lui-même dirigé contre le roi Idriss I^{er}. Très tôt, il mit en place une instance appelée le Conseil de commandement de la révolution (C.C.R.) dont il était le chef. Cette nouvelle instance a contribué à la mise en place du nouveau régime libyen qui changea le nom du pays en la renommant République arabe libyenne. Le nouveau régime, dans une tentative de rester en symbiose avec la population qui revendiquait des valeurs islamiques, tint alors des discours de haine à l'encontre des Occidentaux (qu'il qualifia d'impérialistes) dans la sous-région.³² La vision politique de Kadhafi était similaire à celle de Nasser quant à la nécessité de former une alliance ou encore une unité arabe et musulmane. Il affirma en décembre 1970 que :

Mon plus grand rêve est de voir un jour une Palestine libre, souveraine et indépendante. Aussi longtemps que cet objectif ne sera pas atteint, la Libye avec elle toutes les nations arabes ne pourra se considérer ni souveraine, ni indépendante [...]. Notre révolution a été engendrée par la trahison de la cause arabe et palestinienne par l'ex-roi Idris. C'est vers l'orient arabe que me portent ma raison et mon cœur. En voulant créer une union maghrébine séparée, la Tunisie, l'Algérie et le Maroc risquent de retarder cette fusion et de rester encore longtemps tributaire de l'Europe.³³

Deux ans après la prise du pouvoir, Kadhafi mit en place un système de parti politique unique, comme en Egypte, avec la création de l'Union socialiste arabe (U.S.A.). Cette démarche marqua l'instauration d'une oligarchie aux allures démocratiques. Le pays

contre l'occupation israélienne du territoire palestinien. Kadhafi était beaucoup influencé par le Nassérisme. C'est de cette idéologie qu'il s'est développé une vue panarabe, musulmane et révolutionnaire. Il s'est auto déclaré héritier idéologique de Nasser après la mort de ce dernier. Kadhafi s'inspira fort du Nassérisme pour mettre en place une hostilité inconditionnelle face à Israël et son allié les États-Unis sur les questions liées à l'impérialisme américaine dans le monde arabe ainsi que l'invasion israélienne de la Palestine.

³¹ Sabine Lavorel, *Les Constitution Arabes et l'Islam : Les Enjeux du Pluralisme Juridique* (Québec : Presses de l'Université du Québec, 2005), 41.

³² André Martel, *La Libye 1835-1900, Essai de Géopolitique Historique* (Paris : Presses Universitaires de France, 1991), 192.

³³ *Ibid.*

était alors mis sous une gouvernance de la jurisprudence islamique : la "charia." Dès lors, Kadhafi ne tarda pas à fermer les bases militaires étrangères en Libye.³⁴ Après l'échec d'une politique de fusion avec d'autres pays arabes dans l'optique de former un espace géographique et politique qu'il appela la République arabe islamique, Kadhafi se retourna vers la politique intérieure en mettant en place sa "révolution verte." Cette révolution mettait en place les structures d'une société arabisée touchant l'école, les entreprises et les institutions politiques du pays. Cette situation contribua à l'enfermement de la société libyenne sur elle-même. Le contact avec le monde extérieur était donc rendu impossible avec la mise en place de mesures draconiennes rendant difficile aux populations libyennes l'accès aux pays étrangers. La Libye fut alors sous dictature.³⁵ Pour centraliser et monopoliser encore plus le pouvoir, Kadhafi procéda à la mise en place d'un nouveau système de gouvernance au nom de la Jamahiriya arabe libyenne socialiste le 3 mars 1977.³⁶ Ceci s'accompagnait de nouvelles réformes institutionnelles et sociales donnant plus de liberté aux femmes dans la société libyenne avec, par exemple, l'ouverture des portes à l'administration publique pour les femmes instruites.

I.4-Le système de gouvernance sous Kadhafi.

Le nouveau type de gouvernement instauré par Kadhafi rejetait le modèle occidental de gouvernement parlementaire et démocratique. Kadhafi procéda alors à la mise en place d'un système qui était issu de sa propre idéologie relatée dans son *Livre Vert*.³⁷ Ainsi, les élus n'accédaient plus au pouvoir par des élections mais plutôt par des nominations.³⁸

³⁴ Perrin Delphine, "Les Migrations en Libye, un Instrument de la Diplomatie Kadhafienne," *Outre-Terre*, 2009/3n°3 23, p289-303.

³⁵ *Ibid.*

³⁶ Moncef Djaziri, *Op. Cit.*, pp.165-178.

³⁷ *Le Livre Vert* qui a été publié pour la première fois en 1975, détaille la vision de la démocratie et de la politique de Kadhafi. Il est divisé en trois parties respectivement publiées en 1975, 1977 et 1979. Kadhafi y expose les fondements de sa pensée politique ainsi que sa conception du socialisme. Il dégage dans le *Livre Vert*, une doctrine politique qu'il appela la « troisième théorie universelle ». La « troisième théorie universelle » selon lui, est une alternative au capitalisme (basé sur le profit) et au communisme (qui est totalitaire). Cette doctrine devint ainsi le pilier fondamental du système de gouvernance en Libye sous Kadhafi. Dans ce livre, il préconise l'application de la démocratie directe comme système de gouvernance. Selon lui, ce système permettrait au peuple de gouverner sans intermédiaires. Dans *Le Livre Vert*, Kadhafi définit les bases de la vie sociale qui selon lui, doivent être fondées sur les principes islamiques. *Le Livre Vert*, remet en question la démocratie représentative que Kadhafi associa à la dictature. En somme, Kadhafi s'opposa à travers le ce livre, à la vision occidentale de la démocratie ainsi que de son application. Ce livre était fortement inspiré de celui de Mao Zedong : *Le Petit Livre Rouge*.

³⁸ Mouammar Kadhafi, *Le Livre Vert* (Paris : Editions Cujas, 1976), 15.

Kadhafi procéda à la création de congrès et de comités populaires. Les Congrès Populaires de Base (CPB) qui se trouvent au niveau local, n'ont aucune force législative mais fonctionnent à peu près comme des Assemblées Populaires. Ils ont des secrétaires qui, à leur tour, siègent au niveau du Congrès National. À côté des Congrès Populaires de Base, se trouvent les Congrès Populaires Municipaux (CPM) qui discutent des projets au niveau local et désignent les Comités Municipaux (CM). Les membres du CPM et les CM siègent au Congrès Général du Peuple (CGP) qui décide de la paix et de la guerre. Les dispositifs populaires sont alors secondés par un exécutif populaire appelé Comité Populaire (CP) qui a pour but de veiller à l'exécution des projets. On a ainsi des Comités Populaires Locaux (CPL), Municipaux (CPM), de Sections de Municipalités (CPSM) et ceux, Catégoriels (CPC) qui constituent les différents secteurs de la bureaucratie d'État à savoir : la justice, la santé, le transport... Les secrétaires de ces comités forment des Comités populaires généraux spécialisés (CPGS), qui sont des ministères au niveau national. Tous ces comités sont représentés au niveau national au sein du Comité Populaire Général (CPG) qui exerce l'exécutif national (le gouvernement).³⁹

Kadhafi sur un plan légal n'apparaît nulle part dans le fonctionnement de l'État mais il reste le chef suprême des armées et le chef suprême des institutions de l'État. Il se conféra lui-même ce pouvoir à travers les Comités Révolutionnaires (CR) qui ont pour but d'influencer les autres organes étatiques. Ces CR contrôlent l'armée, les services de sécurité ainsi que toutes les autres composantes du système de gouvernance. Ceci reste en contradiction avec la théorie du gouvernement dont Kadhafi faisait part dans son *Livre Vert*. Sur un plan légal et selon *Le Livre Vert*, aucune de ces structures citées plus haut ne devait avoir un moyen de pression sur les autres organes. Mais seul, Kadhafi est au dessus de son système de gouvernement avec lequel il exerce un pouvoir absolu.⁴⁰ Alexandre Najjar dans *Anatomie d'un Tyran*, faisait remarquer que :

Depuis 1997, les comités révolutionnaires exercent une véritable "terreur" sur les autres instances et sur la population. Ils assurent un "contrôle idéologique" sur le peuple, animent eux-mêmes les séances de comités populaires et, à partir de 1979, sélectionnent ouvertement les délégués. Ils noyautent aussi l'armée et le Congrès général, contrôlent la presse... Ils disposent enfin d'un appareil judiciaire propre, la

³⁹ Moncef Djaziri, *Op. Cit.*, pp.160-180.

⁴⁰ G. Abergoni, *La Libye Nouvelle : Rupture et Continuité* (Paris : Editions du Centre de le Recherche Scientifique, 1975), 102.

Cour révolutionnaire, qui fonctionne dans des conditions arbitraires. En somme, le Mouvement des comités révolutionnaires fait figure d'État dans l'État.⁴¹

En somme, ce passage nous démontre que la Libye n'avait pas un régime démocratique mais plutôt dictatorial basé sur un contrôle strict de la population.

I.5-Les progrès et les contraintes sociales sous Kadhafi.

La Libye sous Kadhafi était un pays qui reflétait une image ambivalente sur le plan social. En effet, le pays enregistra des avancées sociales considérables au niveau du cadre de vie, de l'éducation, du travail. Cependant, il resta enfermé sur lui-même à cause des pratiques de gouvernance employées par Kadhafi que d'aucuns qualifieraient de régressives.

L'arrivée de Kadhafi à la tête du pays donna lieu à une amélioration des conditions de vie. Selon Moncef Djaziri, le taux d'alphabétisation est passé de 20% en 1969 à environ 90% en 2011. L'accès à l'éducation universitaire et secondaire était gratuit, et les étudiants souhaitant poursuivre leurs études à l'étranger recevaient une somme de 1627, 11 Euro par mois. Les diplômés sans emplois recevaient le salaire moyen pour leur formation. L'électricité étant gratuite, l'essence revenait à un coût très abordable de 0,14 dollar le litre et l'eau était moins chère. Avec une espérance de vie avoisinant les 70 ans, la Libye posséderait l'un des chiffres les plus élevés du monde arabe en 2011. Les conditions de la femme se sont également nettement améliorées grâce aux nombreuses facilités et au confort qui leur avaient été offerts. On peut citer entre autres, le fait de disposer d'un logement en cas de divorce, le consentement au mariage et une facilité des procédures de divorce. Avec une dette publique de 3.3 pour cent du PIB, la Libye était considérée comme l'un des pays les moins endettés du monde en 2011.⁴²

En revanche, avec un sous-sol riche en pétrole et un pays disposant de fonds immenses pour des financements de projets, la population libyenne qui est relativement petite, se retrouva vite face à une montée en flèche de la corruption, entraînant ainsi une mauvaise gestion du pays. En 2009, *Reuters Africa* rapportait que le taux du chômage en Libye était le plus élevé du Maghreb avec 20.74 pour cent selon les statistiques du gouvernement libyen. Sur un nombre total de 886 978 familles, 16 pour cent d'entre elles n'ont pas de support financier parmi le cercle familial (c'est-à-dire que le membre qui

⁴¹ Alexandre Najjar, *Anatomie d'un Tyran : Mouammar Kadhafi* (Paris : Actes Sud, 2011), 58-59.

⁴² Moncef Djaziri, "Libye : Avancées Sociales, Régression Politique, Dissensions en Perspective," *CETRI*, site internet <<http://www.cetri.be/spip.php?article1470>>, n.a. visité le 16/02/2012.

subvient aux besoins de sa famille ne gagne pas un salaire suffisant et stable pour vivre). Seulement 26 pour cent des familles en Libye comptent à leurs seins deux membres gagnant un salaire stable. Cette réalité traduit donc un fort contraste avec l'économie fleurissante du pays. Mais la distribution des ressources selon ces informations révèle une inégalité très forte en termes d'écart entre les riches et les pauvres.⁴³ À cet effet, le *Los Angeles Times* rapportait le 21 octobre 2011 que la fortune personnelle du dirigeant libyen était supérieure à \$200 milliards qu'il garderait secrètement dans des banques étrangères.⁴⁴

Cependant, entre une société qui se modernise petit à petit et les pratiques démocratiques qui régissent le pays, un grand fossé se creuse en Libye. Pour éviter une gestion démocratique de la société, Kadhafi lança le mode jamahiriya en termes de gestion. Même si ce système voit la participation des libyens, force est de croire que cette participation restait superficielle car elle n'affectait en rien la direction que Kadhafi voulait donner au pays. Le système politique libyen dans cette conjoncture restait fermé à la société civile qui se trouvait sous le contrôle du dirigeant libyen. La liberté de la presse était ignorée. Sous peine de prison, les Libyens n'avaient nullement droit de critiquer, ni la nature du régime, ni le pouvoir de Kadhafi. Selon Kadhafi dans le *Livre Vert*, « il n'est pas démocratiquement admissible qu'une personne physique possède un moyen de diffusion ou d'information ».⁴⁵ Par conséquent, en Libye la presse libre était inexistante d'après Abergoni. Dans ces conditions, il a pu mettre en place un système dans lequel il resterait seul à la tête du pouvoir tout en s'entourant de sa famille et de ses amis pour la gestion du pays.⁴⁶

I.6-L'économie de la Libye.

Kadhafi, une fois à la tête du pays, procéda à une augmentation accrue de la production de pétrole qui passa de 567 millions de tonnes en 1989 à 710 millions de tonnes en 1990. En 2011, cette production dépassa 900 millions de tonnes. Avec quatre pour cent des réserves mondiales en pétrole, la Libye comptait dans son secteur pétrolier la participation de vingt deux compagnies de pétrole (quatorze européennes, cinq sud-

⁴³ Reuters, "Libya's Jobless Rate at 20.7 percent : Report," *Reuters Africa*, site internet <<http://af.reuters.com/article/investingNews/idAFJJOE52106820090302?pageNumber=1&virtualBrandChannel=0>>, dernière mise à jour le 02/03/2009, visité le 20/06/2012.

⁴⁴ Paul Richter, "As Libya takes stock, Moammar Kadafi's hidden riches astound," *Los Angeles Times*, site internet <<http://articles.latimes.com/2011/oct/21/world/la-fg-kadafi-money-20111022>>, dernière mise à jour le 21/10/2011, visité le 28/06/2012.

⁴⁵ Mouammar Kadhafi, *Op. Cit.*, p.18.

⁴⁶ G. Abergoni, *Op. Cit.*, pp. 90-102.

coréennes et deux canadiennes) qui travaillaient en étroite collaboration avec la compagnie de pétrole nationale : National oil company.⁴⁷

Pour obtenir le monopole de l'industrie du pétrole libyen, Kadhafi opta pour une nationalisation en masse des moyens de production. Entre mai 1973 et février 1974, la Libye nationalisa 51 pour cent des avoirs d'Amoscas, d'Esso, de Standard Libyan Oil, de la Libyan American Oil, de Shell, de Mobil Oil of Libya, de Texaco, d'Overseas et d'Asiatic Oil of California. À partir de 1975, l'État était à la tête de la production de 1,5 millions de barils par jour. Après l'acquisition de la totalité des champs pétrolifères de British Petroleum, d'Amoscas, ainsi que de 60 pour cent des exportations d'Oasis et d'Esso Syrte, la Libye contrôlait totalement sa production de pétrole.⁴⁸ La Libye est un pays qui n'est pas géographiquement favorable à l'agriculture à cause de la mauvaise répartition des sources d'eau ; en effet, elle ne laissa au pays que 10 pour cent de terres cultivables en 1969. Ces terres étaient les propriétés privées de quelques Libyens et Italiens que Kadhafi expropria au profit d'une politique de redistribution des terres entre les familles qui voulaient vivre de l'agriculture. Il entreprit alors un projet d'irrigation des zones enclavées. Pour ce faire, il construisit plusieurs barrages comme celui de Syrte avec un coût de réalisation de deux millions de dinars libyen irriguant 7 000 ha. Plusieurs unités de désalinisation de l'eau furent créées. Il procéda ensuite au creusement de 600 000 puits entre 1969 et 1980. Enfin, il lança en 1983 le projet de la "Grande rivière artificielle"⁴⁹ qui avait permis de drainer des réserves d'eau souterraines situées dans le sud et qui remonta vers le nord ; elle permit d'irriguer 185 000 ha en hiver et 100 000 ha en été.⁵⁰

I.7-La politique étrangère de Kadhafi.

A travers sa politique étrangère, Kadhafi fit preuve d'une volonté de fer afin de devenir un dirigeant influent au Maghreb et dans le monde arabe.⁵¹ Se réclamant du Nassérisme (idéologie de Nasser), Kadhafi fit plusieurs tentatives de fusion avec plusieurs pays arabes dont le Maroc, l'Égypte ou encore le Tchad.⁵² Du fait de ses divergences de

⁴⁷ *Ibid.*

⁴⁸ Luis Martinez, *The Libyan Paradox* (New York: Columbia University Press, 2007), 20-40.

⁴⁹ Ces rivières représentent 4000 km de canalisations en béton couvrant 4 mètre de diamètre qui sont enfouies sous le sable pour prévenir l'évaporation de l'eau. Ces rivières comptent à peu près le concours de 1300 puits, 500 000 sections de canalisations, 3 700 km de routes et 25 millions de mètres cubes d'excavation. Cette rivière fut réalisée en 25 ans de travaux avec un coût de réalisation avoisinant 33 milliards de dollars

⁵⁰ *Ibid.*

⁵¹ *Ibid.*

⁵² G. Albergoni, *Op. Cit.*, pp.103.

vues politiques et idéologiques, il entra en conflit direct avec l’Égypte⁵³ en 1977.⁵⁴ Il opta également pour une ingérence dans le conflit Tchadien⁵⁵ en donnant son soutien militaire (invasion de la bande d’Aozou par l’armée libyenne) au Front de libération national tchadien (FROLINAT)⁵⁶ contre le gouvernement central tchadien 1972.⁵⁷ Kadhafi prit part au processus de déstabilisation du Tchad.⁵⁸ Pour cela, il invoqua la cause musulmane pour rallier le FROLINAT (le nord du Tchad qui est habité principalement par des arabes de confession musulmane) contre le pouvoir central.

Rappelons aussi que les actions de Kadhafi vis-à-vis du Tchad et de l’Égypte trouvaient leurs origines dans la "guerre froide" qui à l’époque opposait les États-Unis à l’Union Soviétique.⁵⁹ Ce fait est constatable à travers la volonté américaine d’évincer la présence russe au Magreb qui était cautionnée par Kadhafi. Ce dernier avait de fortes relations avec l’URSS en termes de coopération militaire. Par conséquent, les États-Unis voulurent encercler ou encore contenir la Libye à partir de l’Égypte sous Sadate mais aussi, à partir du Tchad selon Peter J. Schaefer dans *El Dorado Canyon*.⁶⁰ Selon André Martel, après avoir enregistré des échecs dans ses tentatives de fusion avec d’autres pays du Maghreb, Kadhafi se lança dans une campagne d’influence dans la sous-région principalement en Afrique noire. Afin d’obtenir une place dans la gouvernance des pays d’Afrique noire (principalement d’Afrique sub-saharienne), il orienta sa politique sur des dons et sur la création d’hôpitaux, d’écoles coraniques, et de bourses d’études envers les

⁵³ Après la mort de Nasser en Égypte, le pays fut dirigé par Sadate. Ce dernier opéra une rupture avec les idées nassériennes après la guerre du Kippour. Il s’engagea dans une politique de rapprochement avec Israël et les États-Unis. Ce revirement politique égyptien n’était plus en conformité avec le principe panarabe car sous Sadate, l’Égypte arrêta progressivement de supporter la cause palestinienne. C’est ce revirement politique qui a été à la base des tensions entre Kadhafi et Sadate. Par ailleurs, Sadate prit aussi ses distances avec l’URSS. Il s’engagea dès lors, dans une coopération militaire avec les États-Unis qui étaient devenus ses alliés. Cette période coïncida avec la "guerre froide" et les États-Unis voulurent évincer tout régime hostile dans le monde arabe. C’est dans ce contexte que la guerre égypto-libyenne intervint le 21 juillet 1977 pour prendre fin le 24 juillet 1977, sous la médiation d’Houari Boumediene président de l’Algérie. L’Égypte était en ce moment soutenue et armée par les États-Unis.

⁵⁴ Brian L. Davis, *Qaddafi, Terrorism, and the Origin of US Attack on Libya* (New York: Greenwood Publishing Group, 1990), 36.

⁵⁵ Arnold Hottinger, "L’expansionnisme libyen : Machrek, Maghreb et Afrique noire," *Politique étrangère*, N°1 - 1981 - 46e année pp. 137-149.

⁵⁶ Robert Buijtenhuijs, *Le Frolinat et les guerres civiles du Tchad (1977-1984)* (Paris : Editions KARTHALA, 1987), 380-381.

⁵⁷ René Otayak, "La Libye face à la France au Tchad: Qui Perd Gagne?," *Politique-africaine*, 16, décembre 1984, pp.66-85.

⁵⁸ Ernest Nguong Moussavou, *Françafrique : Ces Monstres qui nous Gouvernent* (Paris : l’Harmattan, 2012), 57.

⁵⁹ Joseph T. Stanic, *El Dorado Canyon: Reagan’s Undeclared War with Qaddafi* (Annapolis: Naval Institute Press, 2003), 79.

⁶⁰ Peter J. Schaefer *United Foreign Policy Toward Africa: Incrementalism, Crisis and Change* (New York: Cambridge University Press, 1996), 27.

pays pauvres. Entre 1973 et 1978, la Libye à elle seule assurait 57 pour cent d'aides provenant des pays arabes vers l'Afrique noire. Le montant de ces aides s'élevait à 3 873 millions de dollars.⁶¹

Afin de mieux faire valoir son influence, il a su user de la carte de la division entre les différentes couches sociales dans certains États africains. La création de la légion étrangère⁶² (armée étrangère musulmane) rentre dans cette perspective idéologique d'influence et d'ingérence dans les affaires des autres pays d'Afrique. C'est dans cette optique que s'inscrit les rebellions Touareg au Mali, Burkina ou au Niger durant lesquelles la Libye a pu servir d'arrière base pour les rebelles touareg. Derrière ses grands investissements se cachait une politique de déstabilisation des régions fragiles de certains pays d'Afrique sub-saharienne comme le Mali où le dirigeant libyen utilisa le facteur racial pour créer une haine entre les Touaregs du nord du pays (peaux blanches) et les sudistes (peaux noires). L'arrivée de Kadhafi en Afrique sub-saharienne suit la logique d'une volonté d'influence sur le Sahara. En liguant les ethnies les unes contre les autres (comme ce fut le cas au Mali, au Niger, au Burkina...), Kadhafi avait pour but d'utiliser la différence raciale pour déstabiliser les gouvernements de ces pays respectifs ; ce qui lui conférerait une influence considérable dans cette zone d'Afrique.⁶³

Conclusion.

Sous Kadhafi, la Libye connut un changement notable en termes de politique, de progrès et de contraintes sociales à la suite du coup d'État contre le roi Idriss I^{er} le 1^{er} septembre 1969. Kadhafi a dès lors mis en place un nouveau genre de gouvernement grâce

⁶¹ André Martel, *Op. Cit.*, p.202.

⁶² Dans *Raids dans le Sahara central (Tchad, Libye 1941-1987)* (Paris:l'Harmattan, 2011) pp.225-228, Florent Séné nous donna une vue sur la légion étrangère de Khadafi. Dans sa politique d'influence sur la scène africaine, Kadhafi dans les années 1970-1980 procéda à la création au sein de son armée d'une force étrangère appelée la « légion islamique » ou encore « l'armée islamique ». Cette armée fut composée de combattants provenant des zones du Sahel comme le Mali ou encore le Niger. Elle comprenait une tres grande quantité de Touaregs venus de ces deux pays. Mais d'autre combattants furent recrutés dans d'autres pays come la Mauritanie, le Soudan, le Tchad, le Sénégal, la Tunisie, l'Égypte, l'Ouganda, le Pakistan ou encore Bangladesh. Les légionnaires jouissaient alors de la nationalité libyenne et avaient le droit de vivre comme des citoyens libyens sur le sol libyen. Cette politique d' « armée islamique » avait deux buts pour Khadafi: consolider les assises de la réalisation de son idéal d'unité panafricaine et islamique; mais surtout cela lui donnait un moyen de déstabilisation des pays du sahel. En résumé, cette « légion islamique » était en quelque sorte une arme destinée à faciliter le contrôle de la sous région. Elle servait à la fois d'arme militaire mais aussi de pression ou d'intimidation. Ce sont certains de ces légionnaires qui sont à la base des rebellions touaregs au Mali et Niger dans les années 1990.

⁶³ Laurent Gbagbo, *Côte-d'Ivoire : pour une alternative démocratique* (Paris : L'Harmattan, 1983), 141.

auquel, il pouvait garder un contrôle total. Il s'est alors dit être engagé dans une politique tournée vers le monde arabe et basée sur les principes islamiques. Cette grande ligne de sa politique fonda les bases de sa politique étrangère en ce sens qu'il voulu mettre un terme à la tutelle américaine et britannique sur le pays. Cependant, son utilisation de l'islam pour mettre en place un gouvernement au niveau local et une politique d'ingérence au niveau international a suscité beaucoup d'interrogations au sein du monde intellectuel. Beaucoup voyaient dans cette pratique une tentative de légitimation de son pouvoir dans son pays et un moyen de devenir un homme influent en Afrique.

La Libye sous Kadhafi a connu des progrès sociaux mais elle a en même temps connu une régression politique en maintenant le peuple dans la crainte de leur dirigeant. Cette ambivalence constatée dans la politique sociale libyenne se retrouve également dans le secteur économique. Un rapport du Fonds monétaire international (FMI) paru le 15 février 2011 qualifia la politique économique libyenne d' « exemplaire ». ⁶⁴ Cependant le 1^{er} décembre 2011, un rapport de Transparence internationale (TI) désignait la Libye comme l'un des pays les plus corrompus au monde (168^{ème} pays le plus corrompu au monde). ⁶⁵

L'arrivée au pouvoir de Kadhafi a fortement menacé les intérêts américains en Libye. Entre la nationalisation des champs pétrolifères, la fermeture des bases militaires américaines et britanniques, son soutien aux mouvements révolutionnaires et sa vision politique qui le rapprocha plus des positions soviétiques qu'américaines aux temps de la guerre froide, sont entre autres, quelques faits qui expliquent pourquoi Kadhafi ne fut pas toujours en bonne relation avec les États-Unis pour lesquels il constituait un danger à cause de leurs intérêts dans cette partie du monde.

⁶⁴ INTERNATIONAL MONETARY FOUND, "IMF Executive Board Concludes 2010 Article IV Consultation with the Socialist People's Libyan Arab Jamahiriya," *International Monetary Fund*, site internet <<http://www.imf.org/external/np/sec/pn/2011/pn1123.htm>>, dernière mise à jour le 15/02/2011, visité le 03/07/2012.

⁶⁵ TRANSPARANCY INTERNATIONAL, "Corruption perceptions 2011," *Transparancy International*, site internet <<http://cpi.transparency.org/cpi2011/results/>>, dernière mise à jour le 01/12/2011, visité le 03/07/2012.

Chapitre II : Les Relations Entre la Libye et les États-Unis de l'Administration Carter à l'Administration Reagan

As the 20th century draws to a close, the United States stands as the world's preeminent power. Having led the West to victory in the Cold War, America faces an opportunity and a challenge: Does the United States have the vision to build upon the achievements of past decades? Does the United States have the resolve to shape a new century favorable to American principles and interests? We need to increase defence spending significantly if we are to carry out our global responsibilities today and modernize our armed forces for the future; we need to strengthen our ties to democratic allies and to challenge regimes hostile to our interests and values.⁶⁶

Project for a New American Century.

Introduction.

Les années de présidence de Reagan connurent une escalade de tensions entre Washington et Tripoli. Selon Reagan, Kadhafi était un terroriste impliqué dans la plupart des grands attentats commis dans les années 1980. De plus, Reagan faisait part du soutien de Kadhafi aux groupes terroristes et révolutionnaires à travers le monde. Ce sont ces justifications que Reagan donna pour s'attaquer au régime de Kadhafi et à la Libye en 1986.

Ce chapitre a pour objectif de montrer que certaines des accusations de terrorisme international dont Washington accusait Kadhafi, telles que l'envoi de mercenaires pour tuer Reagan ou encore l'attentat de La Belle Disco, étaient des créations médiatiques. Ainsi, on observe une réelle contradiction entre les justifications et les motivations véritables des attaques de Washington contre la Libye. Pour déstabiliser la Libye, Washington opta pour la mise en place d'une plateforme de soutien au Front National pour le Salut de la Libye. Ce groupe armé formé de dissidents libyens, tentèrent de déposer le régime de Kadhafi à plusieurs reprises. L'objectif attendu était la création d'un climat

⁶⁶ PROJECT FOR THE NEW AMERICAN CENTURY "Project for the New American Century : Statement of Principles," site internet <http://www.newamericancentury.org/statementofprinciples.htm>, dernière mise à jour le 03/06/1997, visité le 02/05/2012, [traduction de l'auteur] Au moment où le 20^{em} siècle tend vers sa fin, les États-Unis se dressent comme la plus grande puissance au monde. Après avoir mené l'Occident à la victoire durant la Guerre Froide, l'Amérique fait face à des défis et des opportunités : Les États-Unis prendront-ils avantage des progrès réalisés lors des précédentes décennies ? Les États-Unis ont-ils la capacité de créer un centenaire favorable aux intérêts et principes américains ? Nous devons augmenter les dépenses de la défense si nous voulons d'une manière efficiente nous acquitter de nos responsabilités mondiales et moderniser notre armée pour le futur. Nous devons consolider nos liens avec les nos alliés démocratiques et faire face aux régimes hostiles à nos intérêts et à nos valeurs.

chaotique en Libye qui aurait permis d'attaquer Kadhafi sous prétexte qu'il s'en prenait féroce à son propre peuple. Pourquoi Washington dénonça-t-il le soutien de Kadhafi à certains groupes terroristes si Reagan fit de même avec le FNSL dans le but de déstabiliser le régime de Kadhafi ? Si l'utilisation du FNSL n'a pu mettre en place les structures justificatives pour lancer une opération militaire en Libye, l'attentat de la Belle Disco en 1986 parvint à créer le climat idéal. C'est ainsi que la Libye fut la cible d'une attaque militaire américaine en 1986. Cette partie tente d'exposer que l'attaque militaire américaine contre la Libye en 1986 n'avait aucune justification légitime car basée sur des assertions fabriquées dans le seul but de renverser le régime de Kadhafi.

II.1-Le début des hostilités.

Le régime instauré par Kadhafi en Libye après sa prise de fonction en tant que chef d'État, a fini par créer au sein de la société libyenne, une opposition contre le pouvoir en place. C'est dans ce contexte que le Front National pour Salut de la Libye (FNSL) fut créé le 1^{er} octobre 1981.⁶⁷ À cette période, très peu d'informations avaient filtré sur les objectifs de ce groupe armé. Dans un article publié le 22 novembre 1981 dans *The New York Times* sur le climat social libyen, Alan Cowell (journaliste pour *The New York Times*) tenta d'analyser les tensions sociales libyennes par la présence d'un nouveau groupe armé (le FNSL) qui était contre le régime. Il affirma que : « *Qaddafi's dream of an islamic empire is still a mirage* (le rêve de Kadhafi de former un empire islamique est encore un mirage) ». ⁶⁸ Selon lui, ce groupe proviendrait du mécontentement de la société civile qui voulait obtenir une voix de contestation par rapport au gouvernement de Kadhafi.⁶⁹

C'est dans une ambiance sociale tendue que le 8 mai 1984, lors d'une attaque contre Tripoli, que le FNSL intenta une attaque musclée contre l'intégrité physique de Kadhafi. Plusieurs attaques du même ordre contre le dirigeant libyen suivirent après celle de mai 1984.⁷⁰ Après quelques tentatives d'assassinat à l'encontre de Kadhafi, des informations sur l'origine du FNSL commencèrent à paraître dans les médias alternatifs.

⁶⁷ André Bourgeot, "Sahara de tous les enjeux," *Hérodote*, 2011/3 n° 142, p. 42-77.

⁶⁸ Alan Cowell, "Qaddafi's Dream of an Islamic Empire is Still a Mirage," *The New York Times*, site internet <<http://www.nytimes.com/1981/11/22/world/qaddafi-s-dream-of-islamic-empire-is-still-a-mirage.html>>, dernière mise à jour le 22/11/1981, visité le 04/07/2012.

⁶⁹ *Ibid.*

⁷⁰ Stephen Rosskamm Shallom, *Imperial Alibis: Rationalizing U.S. Interventions After the Cold War* (Boston: South End Press, 1993), 148-151.

Joël Bainerman, journaliste d'investigation américain et spécialiste du Moyen-Orient exposait dans *Inside the Covert Operations of the CIA & Israel's Mossad* que :

With the aim of overthrowing Libyan strongman Muammar Khadafy, Israel and the U.S. trained anti-Libyan rebels in a number of West and Central African countries. The Paris-based African Confidential newsletter reported on January 5th, 1989, that the US and Israel had set up a series of bases in Chad and other neighboring countries to train 2000 Libyan rebels captured by the Chad army. The group, called The National Front for the Salvation of Libya, was based in Chad.⁷¹

La même information fut reprise par le Professeur Peter Dale Scott (professeur à l'université de Californie et ancien diplomate canadien) dans un article intitulé *Who are the Libyan Freedom Fighters and Their Patrons*, paru sur *Global research*. IL affirma que:

US official records indicate that funding for the Chad-based secret war against Libya also came from Saudi Arabia, Egypt, Morocco, Israel and Iraq. The Saudis, for instance, donated \$7m to an opposition group, the National Front for the Salvation of Libya (also backed by French intelligence and the CIA).⁷²

À en croire les affirmations de Scott et Bainerman, le FNSL était un groupe armé qui avait le soutien des États-Unis et d'autres pays comme l'Arabie Saoudite.

Avant Reagan, le processus de détérioration des relations entre les États-Unis et la Libye avait déjà commencé. Une explication du Professeur Scott relie ensemble l'apparition du FNSL à d'autres tentatives d'assassinat de Kadhafi par les États-Unis sous l'administration Carter.⁷³ En effet, le 27 juin 1980, un avion italien avait été abattu par un missile sur la Méditerranée faisant quatre vingt morts.⁷⁴ Les informations sur les causes de cet incident restèrent floues durant quelques années. En 1989, Clyde Habberman (journaliste), dans un article publié dans le *New York Times*, revint sur l'incident en affirmant que:

⁷¹ Joël Bainerman, *Inside the Covert Operations of the CIA & Israel's Mossad* (New York : S.P.I. Books, 1994), 14, [traduction de l'auteur] Dans le but de renverser l'homme fort libyen Mouammar Kadhafi, l'Israël et les États-Unis ont formé des dissidents libyens dans des centres localisés en Occident ainsi qu'en Afrique. *African Confidential newsletter* qui est basé à Paris, rapportait le 5 janvier 1989 que, les États-Unis étaient impliqués dans la création de bases militaires au Tchad et d'autres pays voisins pour la formation de 200 rebelles libyens capturés par l'armée tchadienne. Ce groupe qui était appelé le Front national pour le salut de la Libye siégeait au Tchad.

⁷² Peter Dale Scott, " Who are the Libyan Freedom Fighters and Their Patrons ?," *Global research*, site internet <<http://www.globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=23947>>, dernière mise à jour le 25/03/2011, visité 04/07/2012, [traduction de l'auteur] Des informations officielles américaines, ont indiqué l'existence d'une guerre secrète, financée par l'Arabie Saoudite, l'Égypte, le Maroc, l'Israël et l'Irak contre la Libye depuis Tchad. Les Saoudiens, par exemple ont donné \$7millions à un groupe d'opposants à Kadhafi dénommé le Front national pour le salut de la Libye (qui était aussi aidé par les services secret français et la CIA).

⁷³ *Ibid.*

⁷⁴ William Blum, *Killing Hope: U.S. Military and CIA Intervention Since World War II* (London: Zed Books Ltd., 2003), 282.

One of Italy's enduring mysteries moved an important step toward a possible solution today when a team of scientific experts announced that a missile had caused an Italian civilian airliner to crash ... nine years ago, killing all 81 people aboard. The inquiry, however, left two critical points unanswered: Whose missile was it, and where did it come from? Their report raised the possibility that it had come from a fighter plane... civilian airliner was brought down by a missile, probably fired by an Italian Air Force fighter, that had gone astray during a North Atlantic Treaty Organization exercise.⁷⁵

Dans la même optique, Gayle Young (journaliste) évoqua le même incident pour le compte de *CNN* :

Italian aviation authorities have never been able to determine why the DC-9, on a domestic flight for Italia Airlines, plunged off the Italian coast...but prosecutors have publicly speculated the doomed airliner was caught in a dogfight with Libyan fighter jets or was hit by a stray missile.⁷⁶

Les informations données par les médias de masse donnent peu de précision quant à la provenance exacte du missile. Cependant, suite à une synthèse des causes de cet incident faite par Blum dans *Killing Hope*, on apprenait que l'avion abattu aurait été confondu avec un autre qui survolait au même moment la même zone. Blum affirma que:

An Italian defense ministry report revealed that it was probably a Sidewinder air-to-air missile that was used, a weapon employed by NATO. The Italian press began speculating that a plan to assassinate the Libyan leader had gone awry, and instead the Italian plane had been shot down by a NATO power. (At the time of the disaster, Qaddafi had hinted that the United States was responsible.) The US and France—Libya's chief foes—issued denials, as well as NATO itself, but the Italian military was taking great pains to conceal information about the case. Nevertheless, an air force officer admitted to destroying the radar tape for that evening, and a civilian investigation suggested that many air force personnel were persuaded to lie or "forget" about the incident.⁷⁷

⁷⁵ Clyde Habberman, "Italian Jet Crash is Laid to Missile," *The New York Times*, site internet <<http://www.nytimes.com/1989/03/18/world/italian-jet-crash-is-laid-to-missile.html>>, dernière mise à jour le 18/03/1989, visité le 04/07/2012, [traduction de l'auteur] L'énigme liée au crash de l'avion italien est en phase d'être résolue avec l'enregistrement de progrès considérables. Une équipe d'experts a annoncé qu'un missile était à l'origine de l'explosion de l'avion de ligne italien...il y a neuf ans de cela, tuant 81 personnes à bord. Cependant, l'enquête n'arrive pas à résoudre deux importantes questions : A qui appartenait ce missile, et d'où provenait-il ? Le rapport des enquêteurs stipule que le missile provenait d'un avion de chasse...l'avion aurait été abattu par un avion de chasse italien qui s'était égaré lors d'un exercice au profit de l'OTAN.

⁷⁶ Gayle Young, "Court seeks mystery plane crash answers," *CNN*, site internet <<http://edition.cnn.com/2000/WORLD/europe/italy/09/28/mystery.court/index.html?iref=allsearch>>, dernière mise à jour le 28/09/2000, visité le 18/04/2012, [traduction de l'auteur] Les autorités de l'aviation italienne, n'ont jamais été en mesure de déterminer pourquoi le DC-9, qui effectuait un vol domestique pour Itavia Airlines, s'est échoué sur la côte italienne...mais les procureurs pensent que l'avion s'est retrouvé au milieu d'un combat entre des avions de chasse libyens et qu'il aurait été touché par hasard par un missile.

⁷⁷ William Blum, *Op. Cit.*, traduction] Un rapport du ministère de la défense italienne révéla qu'il était probable que ce soit un missile air-air, une arme utilisée par l'OTAN qui soit à l'origine de l'explosion. La presse italienne spécula que, c'était un plan visant à assassiner le dirigeant libyen qui avait échoué et que cela conduisit à la destruction de l'avion italien par les forces de l'OTAN. (A l'époque de l'incident, Kadhafi accusa les Etats-Unis d'être derrière le coup.) La France et les Etats-Unis - premiers ennemis de la Libye -

Ce passage de Blum nous dévoile qu'une tentative d'assassinat du dirigeant libyen avait été menée par les États-Unis sous couvert de l'OTAN.

II.2-Le commando Libyen.

L'affaire de l'explosion de l'avion de ligne italien a rendu les relations entre les États-Unis et la Libye encore plus difficiles car Kadhafi accusa les Américains d'avoir tenté de l'assassiner en abattant cet avion. Le dirigeant libyen parlait même de provocations américaines sur son territoire. De son côté, Ronald Reagan qualifia Kadhafi de « terroriste international ».⁷⁸

C'est dans ce froid diplomatique que le 19 août 1981 intervint un autre incident entre les deux pays. Des avions de combat américains qui survolaient la "ligne de la mort" dans le Golf de Syrte abattirent deux avions de chasse libyens dans les eaux territoriales.⁷⁹

Selon Bruce Neelan (journaliste pour *Time Magazine*) dans son article *Libya: Shootout over the Med*, la position du gouvernement américain était claire. Elle soutenait le fait que ce sont les avions de combat libyens qui avaient tiré en premier un missile ; suite à quoi, les bombardiers américains avaient riposté. Selon lui, Reagan soutenait que les avions américains se trouvaient dans les eaux internationales et non celles territoriales libyennes.⁸⁰ À l'image d'un article écrit par Neelan, Smith et Stewart, paru dans *The Time Magazine*, le 31 août 1981, les médias de masse supportaient la même version que le président Reagan dans cet incident.⁸¹

Mais selon William Blum dans son livre *Killing Hope*, cette attaque sur les avions de combat libyens rentrait dans le cadre d'une politique visant à renverser le régime de Kadhafi en Libye. Considérons ce passage:

Very shortly after taking office, Reagan announced the appointment of a special group to study "the Libyan problem". The State Department

démentirent. L'OTAN en fit de même, mais l'armée italienne eut beaucoup de mal à dissimuler les informations sur l'affaire. En outre, un officier de l'air force admit avoir détruit les enregistrements radar de cette nuit là et une enquête civile suggéra que beaucoup de personnels de l'armée de l'air furent ordonnés de mentir ou d'oublier l'incident, p.282.

⁷⁸ *Ibid.*

⁷⁹ John Richard Thackrah, *The Routledge Companion to Military Conflict Since 1945* (New York: Routledge, 2009), 146.

⁸⁰ Bruce W. Neelan, William E. Smith and William Stewart, "Libya: Shootout over the Med," *TIME MAGAZINE US*, site internet < <http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,954936,00.html>>, dernière mise à jour le 31/08/1981, visité le 21/04/2012.

⁸¹ Lauren Ploch, "Africa Command: U.S. Strategic Interests and the Role of the U.S. Military in Africa," *Congressional Research Service*, publié le 22 juillet 2011, p.33.

appeared to have two schools of thought: diplomatic pressure on Qaddafi or a more confrontational view. "Nobody," one official pointed out, "advocates being nice to him." Soon a master plan had been drawn up by the CIA, which *Newsweek* exposed in August, 1981: "a large-scale, multiphase and costly scheme to overthrow the Libyan regime" and obtain what the CIA called Qaddafi's "ultimate" removal from power. The plan called for a "disinformation" program designed to embarrass Qaddafi and his government... an escalating paramilitary campaign.⁸²

Peu de temps après, de nouvelles informations circulaient dans les médias de masse américains sur les probables raisons d'une telle attaque américaine sur les positions libyennes dans les eaux territoriales en Libye. Après de nombreux reportages, cette action aurait été menée dans le but de répondre à une menace terroriste dirigée par la Libye de Kadhafi contre les États-Unis. Un article paru dans *The New York Times*, le 30 décembre 1982, affirma que: « *In August 1981, American fliers shot down two Libyan planes 60 miles off the Libyan coast. In December 1981, the Federal Bureau of Investigation reported it was hunting a 'Libyan hit squad' sent to assassinate President Reagan.* (En août 1981, des bombardiers américains abattirent deux avions libyens à soixante kilomètres des côtes libyennes. En décembre 1981, le Bureau fédéral des enquêtes rapportait qu'il était à l'affût d'un "groupe de tueur libyen" qui en voulait à la vie du président Reagan).⁸³ Le sujet d'un commando libyen envoyé pour tuer des dignitaires américains faisait alors la une des journaux américains.

Cependant, une révélation faite sur cette affaire par Jonhatan Marshall, Peter Dale Scott et Jane Hunter dans son livre *The Deeper Malady : From Terrorism to Covert Action* donna lieu à une toute autre version des faits. Leur version indiqua qu'une analyse des sources et des informations regroupées ne donnèrent nul lieu d'affirmer la présence d'un commando libyen sur le territoire américain.⁸⁴ Quelques temps après l'affaire du

⁸² William Blum, *Op. Cit.*, [traduction de l'auteur] Juste après sa prise de fonction, Reagan annonça la mise en place d'un groupe spécial pour étudier le "le problème libyen". Le Département d'Etat sembla avoir deux écoles de pensée: une opta pour la pression diplomatique sur Kadhafi et l'autre avait une vision beaucoup plus basée sur une confrontation. Un haut fonctionnaire affirma qu'"aucun" de ces deux courants de pensée "n'étaient favorable à un dénouement amical de la tension diplomatique avec lui." Juste après, la CIA mit en place un plan qui, fut décrit par *Newsweek* en août 1981 comme: «un plan à grande échelle, multiphase et couteux visant à renverser le régime libyen" et c'était ce que la CIA appelait "l'ultime" enlèvement de Kadhafi du pouvoir. Le plan favorisa la mise sur pied d'un program de "désinformation" destiné à embarrasser Kadhafi et son gouvernement... une escalade de la campagne paramilitaire, p.283.

⁸³ Samuel G. Freedman, "In Englewood Dispute Arises Over Libyans," *The New York Times*, site internet <<http://www.nytimes.com/1982/12/30/nyregion/in-englewood-dispute-arises-over-libyans.html?pagewanted=all>>, dernière mise à jour le 30/12/1982, visité le 18/04/2012,

⁸⁴ Jonhatan Marshall, Peter Dale Scott et Jane Hunter, *The Iran Contra Connection: Secret Teams and Covert Operations in the Reagan Era* (New York: Black Rose Books, 1987), 215-220.

commando libyen, Michael Collins Piper, dans son livre *Final Judgement*, revenait sur les détails de ce qu'il a appelé « un prétexte ». IL affirma que:

One of Israel's most outrageous "false flag" operations involved a wild propaganda story aimed at discrediting Libyan leader Mouammar Qaddafi, one of Israel's favorite enemies. In the early months of the administration of President Ronald Reagan, the American media began heavily promoting a story to the effect that a 'Libyan hit squad' was in the United States for the express purpose of assassinating Reagan. This inflamed public sentiment against Libya and there were repeated calls for blood. Suddenly, however, the 'hit squad' stories vanished. In fact, it was ultimately discovered that the source of the story was one Manucher Ghorbanifar, a former Iranian SAVAK (secret police) agent with close ties to the Mossad. Even The Washington Post acknowledged that the CIA itself believed that Ghorbanifar was a liar who 'had made up the hit-squad story in order to cause problems for one of Israel's enemies.'⁸⁵

Le passage ci-dessus de Piter fait allusion à une propagande dirigée contre Kadhafi qui avait pour but de le diaboliser au sein de la société américaine et aux yeux des peuples du monde. Cependant, William Blum expliqua les raisons de cette histoire qui implique la Libye dans une tentative d'assassinat sur le président Reagan. Mais dans son explication, Kadhafi passe pour une victime. Considérons ce passage:

Ronald Reagan ...committed to a massive transfer of wealth from the poor to the rich. One of the pivotal ways in which they so artfully reached this end was through huge increases in the military budget... But in order for the military-industrial-intelligence complex to sell this to the American Public, there had to be a fresh supply of wars, armed conflicts, insurgencies, counter-insurgencies ... or rumors of 'threats' of same and enemies, ideally a monster type, to be defended against.⁸⁶

⁸⁵ Michael Collins Piper, *Final Judgment: The Missing Link in the JFK Assassination Conspiracy* (6th Edition) (Pennsylvania : America First Books, 2005), 20, [traduction de l'auteur] Une déplorable mission secrète israélienne, aboutit à la mise en place d'une campagne de propagande visant à discréditer le dirigeant libyen Mouammar Kadhafi qui fut l'un des plus grands ennemis d'Israël. Les premiers mois après la prise de fonction de Reagan, les médias américains ont commencé à publier une histoire selon laquelle un "groupe de mercenaires libyens" serait sur le territoire américain pour assassiner Reagan. Cette nouvelle entraîna un sentiment de haine au sein de la population américaine contre la Libye. Il s'en suivirent des appels à riposter contre la Libye. Cependant, soudainement l'histoire du "groupe de mercenaires" s'évaporait. En effet, il était ultérieurement découvert que la source de cette histoire remontait jusqu'à Manucher Ghorbanifar, un ancien agent iranien de la SAVAK, qui avait de liens très étroits avec le Mossad. Même *The Washington Post* reconnaissait que la CIA elle-même pensait que Ghorbanifar était un menteur qui "avait préparé cette histoire de groupe de mercenaires pour créer des problèmes à un ennemi d'Israël.

⁸⁶ William Blum, *Op. Cit.*, p.284, [traduction de l'auteur] Ronald Reagan... s'était lancée dans un transfert massif des richesses des pauvres vers les riches. Une des façons de réaliser ce projet, s'opérait à travers une augmentation des fonds octroyés à l'armée. Mais pour que le complexe militaire-industriel-services secrets vendent ce projet au peuple américain, il devait y avoir de nouvelles guerres, conflits armés, insurrections, contre-insurrections...ou des rumeurs de "menaces" d'ennemis, idéalement ceux du type monstre contre lesquels le pays devait être défendu.

L'explication fournie par Blum nous démontre qu'il y avait une propagande contre Kadhafi de la part du gouvernement américain pour justifier une action militaire.

II.3-Le bombardement de Tripoli.

Après l'incident du bombardement d'avions libyens par les américains, la tension monta de plus en plus entre Tripoli et Washington. Kadhafi fut accusé de terrorisme international par Washington et Londres à cause de son soutien à l'Armée Républicaine Irlandaise (ARI ou IRA), considérée comme un groupe terroriste.⁸⁷ Sa sympathie exprimée au Front du Polisario (FP), à l'Organisation de Libération de la Palestine⁸⁸ (OLP) de Yasser Arafat et au Front Populaire pour la Libération de la Palestine (FPLP) sont, entre autres, autant de raisons qui lui ont valu les critiques de Ronald Reagan. Ce dernier n'a pas hésité à menacer Kadhafi d'une riposte militaire s'il continuait à supporter le terrorisme international.⁸⁹ Mais selon Blum, la raison de la tension entre Kadhafi et Reagan avait une autre explication. IL expliqua que:

Qaddafi's principal crime in Reagan's eyes was not that he supported terrorist groups, but that he supported the wrong terrorist groups; i.e., Qaddafi was not supporting the same terrorists that Washington was, such as the Nicaraguan Contras... The one band of terrorists the two men supported in common was the Moujahedeen in Afghanistan. Some of the belligerent American operations against Qaddafi, actual and threatened, and charges of Libyan terrorism, actual and fabricated, were timed to stir up American jingoist juices when Congress was debating the military budget or aid to Reagan's favourite terrorists.⁹⁰

C'est dans cette situation diplomatique qu'intervenait le 5 avril 1986 l'explosion d'une bombe dans une discothèque en Allemagne de l'Ouest, faisant deux morts du côté

⁸⁷ Gordon Gillespie, *The A to Z of the Northern Ireland Conflict* (Plymouth: Scarecrow Press, Inc., 2008), 88.

⁸⁸ Le soutien de Kadhafi à l'OLP de Yasser Arafat rentre dans le cadre de sa politique Nassérienne qui prônait la restitution du prestige du monde arabe et la libération complète de la Palestine de la présence israélienne. Cependant pour Kadhafi, l'OLP n'était en aucun cas un groupe terroriste mais un groupe se battant pour la libération du peuple palestinien. Cela était quelque chose de légitime et d'humain à ses yeux. Il voyait son soutien sous un angle révolutionnaire plutôt que terroriste. La même vision était aussi employée dans le cas de Mandela et de l'ANC contre le régime d'apartheid. Rappelons l'ANC aussi fut légué au rang de groupe terroriste lors de sa guerre contre le régime d'apartheid.

⁸⁹ Richard A. Marquise, *Scotbom: Evidence and the Lockerbie Investigation* (New York: Algora Publishing, 206), 166.

⁹⁰ William Blum, *Op. Cit.*, [traduction de l'auteur] Le crime principal de Kadhafi aux yeux de Reagan n'était pas qu'il soutenait des groupes terroristes mais, qu'il soutenait les mauvais groupes terroristes; c'est-à-dire, Kadhafi ne soutenait pas les mêmes terroristes que Washington comme Contras du Nicaragua... Le seul groupe que les deux supportaient était les moudjahidine afghans. Certaines opérations américaines contre Kadhafi pour son soutien au terrorisme prouvé ou fabriqué, étaient fait en sorte de coïncider avec les moments où le Congrès débattait du budget militaire ou des aides à octroyer aux terroristes favoris de Reagan, p. 283.

américain : Kenneth Ford (qui décéda lors de l'explosion) et Nermin Hannay (qui succomba à ses blessures après l'explosion). Cette explosion fit état de plus de deux cent blessés dont soixante-dix-neuf Américains.⁹¹

Quelques jours après, le 14 avril 1986, Ronald Reagan ordonna une attaque militaire ciblée sur Tripoli et Benghazi appelée *Operation El Dorado Canyon*. L'attaque fit environ une centaine de morts dont la fille adoptive du dirigeant libyen. On rapporta également que la femme, ainsi que sept des enfants de Kadhafi, furent hospitalisés après les bombardements qui ont engagé plus de 40 avions américains.⁹²

Ronald Reagan expliqua que cette attaque était une réponse à l'explosion de La Belle Disco. Il tenait Kadhafi pour responsable de cet attentat. La raison directe de cette attaque portait sur le fait qu'avant l'attaque, les services secrets britanniques et allemands avaient intercepté des messages entre Tripoli et son ambassade en Allemagne. Selon Brian L. Davis, les messages nous apprenaient alors que dans la nuit du 4 avril, l'ambassade libyenne à Berlin avait envoyé un message à Tripoli en expliquant qu'une attaque à la bombe devrait cibler des soldats américains. Après l'attentat, l'ambassade aurait rassuré Tripoli en affirmant que l'attaque avait été un succès et qu'elle ne pourrait pas être remontée jusqu'aux sources libyennes.⁹³

Les médias, de masse ont tous tenu la Libye pour responsable de cet attentat. C'est ainsi que dans un article de Steven Erlanger paru sur *The New York Times*, le journaliste affirma que : « *the bombing had been planned by the Libyan secret service and the Libyan Embassy in what was East Berlin* (l'explosion a été planifiée par le service secret et l'ambassade libyenne en Allemagne de l'Est) ». ⁹⁴

Selon Geoffrey Leslie Simons dans son livre *Libya: The Struggle for Survival*: « *the American people, approved specific air strike and the general strategy. Polls show a 77 per cent approval rating, and President Reagan's foreign policy shot up in less than a week from 51 per cent to 76 per cent* (le peuple américain approuva l'attaque et la stratégie. Les sondages donnèrent 77 pour cent d'avis favorables, et en moins d'une

⁹¹ Brigitte L. Nacos, *Mass-Mediated Terrorism: The Central Role of the Media in Terrorism and Counterterrorism* (Maryland: Rowman and Littlefield Publishers, Inc., 2002), 138.

⁹² Nicholas Hagger, *The Libyan Revolution: Its Origins and Legacy: A Memoire of Assessment* (Hampshire: O-Books, 2009), 116.

⁹³ Brian L. Davis, *Qaddafi, Terrorism, and the Origins of the U.S. Attack on Libya* (Connecticut: Greenwood Publishing Group, 1990), 115-116.

⁹⁴ Steven Erlanger, "4 Guilty in Fatal 1986 Berlin Disco Bombing Linked to Libya," *The New York Times*, site internet < <http://www.nytimes.com/2001/11/14/world/4-guilty-in-fatal-1986-berlin-disco-bombing-linked-to-libya.html>>, dernier mis à jour le 14/11/2001, visité le 18/04/2012.

semaine, la politique étrangère de Reagan passa de 51 pour cent à 76 pour cent d'avis favorables) ». ⁹⁵

Simons rapporta alors un passage sur cet incident dans *The New York Times* :

Even the most scrupulous citizen can only approve and applaud the American attacks on Libya... If there were such a thing as due process in the court of world opinion, the United States has prosecuted and punished [Gaddafi] carefully, proportionately – and justly. ⁹⁶

Cependant, William Blum resta perplexe quant à la culpabilité de la Libye sur ce point. De son analyse de la situation, on apprenait que les messages interceptés par la Sécurité Nationale Américaine (NSA ou SNA) avaient pu être décodés à l'aide du service secret allemand Bundes Nachrichten Dienst (BND). Néanmoins, la SNA et le BND n'en vinrent pas à la même conclusion. Ainsi, dans le cadre de l'enquête, la SNA s'est vue contrainte de publier sa propre version officielle en dépit des avertissements et des mises en garde du BND qui ne trouvait pas le contenu de cette version correcte. ⁹⁷

Seymour Hersh aussi, n'était pas d'accord avec la version officielle donnée par Washington et reprise par les médias de masse. Une synthèse de son explication sur les enquêtes nous révélait que les Allemands étaient sceptiques quant à la bonne foi des services secrets américains à rendre justice dans cette affaire. On apprenait également que les preuves retenues contre Kadhafi n'avaient pas fait l'objet d'intenses vérifications par les services secrets américains. ⁹⁸

Conclusion :

Dans ce chapitre, nous faisons face une analyse ambivalente des causes de la détérioration des relations entre les États-Unis et la Libye. Les raisons données par le gouvernement sont les mêmes véhiculées dans les médias de masse. Une analyse des points de vue discutés par les médias de masse nous présente Kadhafi comme un terroriste à cause de son soutien à certains mouvements considérés comme terroristes (AMR/IRA, etc.). Kadhafi apparaît dès lors comme un danger pour la stabilité du Maghreb, du Moyen Orient, et même de l'Europe. Par conséquent, les actions menées par Washington, à savoir

⁹⁵ Geoffrey Leslie Simons, *Libya : The Struggle for Survival* (New York : St. Martin's Press, 1996), 6

⁹⁶ *Ibid.*, [traduction de l'auteur] Même le citoyen le plus scrupuleux ne peut qu'approuver et apprécier l'attaque américaine contre la Libye... S'il y avait quelque chose comme la justice au le monde, on en conviendra que les États-Unis ont puni Kadhafi proportionnellement et à juste mesure.

⁹⁷ William Blum, *Op. Cit.*, 280-281.

⁹⁸ Seymour Hersh, "Target Qaddafi", *Times Magazine*, 11fevrier 1987:22.

le bombardement de Tripoli, se trouvent être justifiées car elles entrent dans le cadre d'une tentative de restauration de la stabilité et de la paix.

Cependant, la presse alternative donne une explication biaisée. L'idée véhiculée dans la presse alternative prend acte du soutien de Kadhafi à certains groupes armés révolutionnaires. Mais l'analyse qui découle de cette explication, décrit le froid diplomatique qui existe entre Washington et Tripoli, comme un moyen utilisé par l'Amérique pour discréditer et diaboliser le dirigeant libyen. Du point de vue de Blum par exemple, cette diabolisation était liée à la nature du complexe militaire américain qui, pour justifier l'énorme fond qui lui était accordé, devait trouver de nouveaux ennemis. La recherche de nouveaux ennemis sous-entend la création perpétuelle à travers le monde de foyers de tensions. Ainsi, Washington pourrait lancer des interventions militaires qui seront justifiées par les médias de masse à travers des campagnes de manipulation d'informations. L'avènement de nouveaux conflits ou de nouvelles guerres générerait du profit pour les grandes entreprises multinationales d'armements. Blum notait ainsi qu'il y avait eu une forte influence du monde des finances sur la gestion de la politique étrangère américaine de Reagan. Par conséquent, la diabolisation de Kadhafi accélérerait le processus d'entrée des États-Unis dans une nouvelle guerre.

Cette explication de Blum se trouve consolidée avec celle de Seymour Hersh. Ce dernier fait part du manque de rigueur de la part des services secrets américains (NSA) dans l'analyse des pistes et preuves inculquant Kadhafi. Pour lui, la NSA, par le fait de ne pas officialiser les résultats de l'enquête du BND, mettait déjà à mal l'idée d'une enquête juste et impartiale.

Chapitre III : De l'administration Reagan à l'administration de George W. Bush

We know that this mad dog of the Middle East has a goal of a world revolution, Moslem fundamentalist revolution, which is targeted on many of his Arab compatriots, and where we figure in that, I don't know. Maybe we're just the enemy because – it's little like climbing Mount Everest – Because we are here.⁹⁹

Ronald Reagan, 1986.

Introduction.

En 1991, la Libye fut accusée par Washington d'être à l'origine de l'attentat de Lockerbie qui s'est produit en Ecosse en 1988. Dans ce chapitre, nous verrons que la culpabilité de la Libye dans l'attentat de Lockerbie ne fut jamais établie même si cette dernière reconnût en être la responsable. En effet, la Libye dédommagea les victimes de cet attentat sous l'administration de George W. Bush. L'objectif ici est d'attester que l'acceptation de la Libye de sa propre culpabilité était motivée par la volonté de Kadhafi de lever les sanctions (embargo sur le pétrole) qui pesaient sur son pays. Ceci reste bien sûr en contradiction avec les arguments de Washington qui clamait que la levée de l'embargo sur le pétrole libyen émanait du fait que Kadhafi renonçait à ses ADM, à son soutien au terrorisme, et reconnaissait sa responsabilité dans l'attentat de Lockerbie.

En parallèle, cette partie justifiera le fait que l'affaire Lockerbie était une affaire politique visant encore une fois à chercher un prétexte pour envahir la Libye. Par ailleurs, nous verrons aussi que l'accusation à l'égard de la Libye par Washington relevait d'une volonté de faire taire les soupçons sur la culpabilité de l'Iran — ce dernier étant devenu un allié des Américains dans la lutte contre Saddam Hussein durant la guerre du golfe en 1991. Pourquoi la Libye fut soudainement accusée d'être l'auteur de l'attentat de Lockerbie par Washington alors que les sources américaines l'avaient attribué officiellement aux Iraniens et aux Palestiniens ? Les années de présidence de Bush observèrent aussi une escalation des relations entre la Libye et les États-Unis. En effet, ces derniers accusèrent Kadhafi d'être en possession d'ADM. L'argument avancé fut que la Libye était un danger pour la stabilité des États-Unis. Par conséquent il était plus que

⁹⁹ Joseph H. Campos II, *The State and Terrorism: National Security and the Mobilization of Power* (Vermont: Ashgate Publishing Company, 2007), 59, [traduction de l'auteur] Nous savons que ce "chien fou" du Moyen-Orient cherche à faire une révolution, une révolution basée sur un islam radical qui porte atteinte à beaucoup de pays arabes. En quoi cela nous implique? Je ne sais pas. Peut être que nous sommes l'ennemi par ce que – ce projet semble impossible à cause de notre présence.

nécessaire de la neutraliser. Nous verrons dans ce chapitre que les accusations de détention d'ADM que Bush proliféra contre Kadhafi rentraient dans le cadre du lancement d'une guerre générale en Moyen Orient comme ce fut le cas en Afghanistan en 2001 et en Irak en 2003

III.1-L'affaire Lockerbie analysée du point de vue des médias de masse américains.

Le 22 décembre 1988, un vol Pan Am 103 explosait au-dessus de la ville de Lockerbie, Ecosse. L'explosion fit 270 morts à bord et 11 au sol. La moitié des victimes étaient de nationalité américaine. Quelques mois après l'attentat, la CIA prétendait être en possession d'informations importantes concernant les auteurs de l'explosion du Pan Am 103. Les informations données par la CIA tenaient pour responsable un groupe terroriste palestinien : le Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP).¹⁰⁰

William Blum rapporta, dans *Killing Hope*, les débuts des enquêtes préliminaires et la couverture qui s'en est suivie dans les médias de masse en ces termes-ci:

In May 1989, the State Department stated that the CIA was "confident" of the Iran-Syria-PFLP-GC account of events. [*Washington Post*, May 11, 1989].
[...] On Sept. 20, 1989, *The Times of London* reported that "security officials from Britain, the United States and West Germany are 'totally satisfied' that it was the PFLP-GC" behind the crime [...] In December 1989, Scottish investigators announced that they had "hard evidence" of the involvement of the PFLP-GC in the bombing. [NYT, Dec. 16, 1989] [...] A National Security Agency electronic intercept disclosed that Ali Akbar Mohtashemi, Iranian interior minister, had paid Palestinian terrorists \$10 million to gain revenge for the downed Iranian airplane. The intercept appears to have occurred in July 1988, shortly after the downing of the Iranian plane. [...] Israeli intelligence also intercepted a communication between Mohtashemi and the Iranian embassy in Beirut "indicating that Iran paid for the Lockerbie bombing." [*The Times*, Sept. 20, 1989].¹⁰¹

¹⁰⁰ John Crawford, *The Lockerbie Incident: A Detective's Tale* (British Columbia: Trafford Publishing, 2002), 110-120.

¹⁰¹ William Blum, *Op. Cit.*, [traduction de l'auteur] En mai 1989, le Département d'État américain affirmait que la CIA était confiante de l'implication de l'Iran, de la Syrie et du FNLP. [*Washington Post*, May 11, 1989]. [...] Le 20 septembre 1989, *The Times of London* rapporta que "des officiers britanniques, américains et allemands étaient 'totalement convaincus de l'implication du FNLP' à l'attentat" [...] En décembre 1989, des enquêteurs écossais annoncèrent avoir de "preuves solides" de l'implication du FNLP dans l'incident [NYT, Dec. 16, 1989] [...] Un message intercepté par l'Agence nationale de la sécurité révéla qu' Akbar Mohtashemi, le ministre de l'intérieur iranien paya \$10 million à des terroristes palestiniens pour se venger du bombardement de l'avion iranien. Le message intercepté remontait à juillet 1988, quelques temps après que l'avion iranien fut abattu [...] les services secrets israéliens interceptèrent une communication entre Mohtashemi et l'ambassade iranien à Beirut "indiquant que l'Iran avait payé pour la tenue de l'attentat de Lockerbie.»" [*The Times*, Sept.20, 1989], pp. 280-287.

Le passage ci-dessus révèle la certitude du gouvernement américain quant à l'implication directe de la Syrie et du FNLP dans l'attentat de Lockerbie. Ce même constat fut évoqué dans les médias de masse américains. Dans un article paru dans *The New York Times* en 1989, on apprit que :

Evidence in the investigation of who planted the bomb that destroyed a Pan Am jumbo jet over Scotland in December increasingly points to a Palestinian terrorist group working in concert with hard-line elements within the Iranian Government, United States officials say.¹⁰²

Les soupçons sur l'implication de l'Iran dans l'explosion du Pan Am 103, commencèrent à se créer de nouveau autour d'un autre incident identique survenu entre les États-Unis et l'Iran, quelques mois avant l'attentat de Lockerbie. Selon Chomsky dans *Letters From Lexington*, l'analyse de la situation faite par la CIA évoquait l'explosion du Pan Am 103 par l'Iran comme un acte de vengeance. En effet, le 3 juillet 1988, un navire de guerre américain avait abattu un avion iranien tuant 290 personnes. L'incident avait été justifié par Washington comme étant un accident. L'avion iranien aurait, selon la version américaine, refusé de s'identifier.¹⁰³ Le retour au bercail de l'équipage qui avait abattu l'avion iranien fut vivement célébré. Dans un article de Robert Reinhold paru dans *The New York Times*, le journaliste affirma que : « *Three months and 20 days after it shot down an Iranian passenger jet by mistake, the crew of the U.S.S. Vincennes returned home today to a hero's welcome, regretful about the deaths but convinced that they had acted properly* (Trois mois et vingt jours après qu'un avion civil iranien ait été abattu par erreur, les membres de l'équipage du U.S.S. Vincennes rentrèrent chez eux en héros en étant désolés pour les morts mais persuadés d'avoir bien agis) ». ¹⁰⁴

Cependant, deux ans après l'attentat, les résultats des enquêtes commencèrent à changer. Les responsabilités palestiniennes et iraniennes étaient peu à peu écartées. Les relations entre l'Iran et les États-Unis changèrent en 1991 lorsque ces derniers, déjà en guerre contre Saddam, avaient besoin de l'appui de l'Iran pour mener à bien des attaques

¹⁰² Michael Wines, " Palestinian Group and Iran Tied to Pan Am Bomb," *The New York Times*, site internet <<http://www.nytimes.com/1989/02/08/world/palestinian-group-and-iran-tied-to-pan-am-bomb.html>>, dernière mise à jour le 08/02/1989, visité le 07/07/2012, [traduction de l'auteur] "Les preuves recueillies des enquêtes sur l'explosion du Pan Am survenue en Écosse, tendent vers une implication du groupe terroriste palestinien qui serait de concert avec le gouvernement iranien, a dit un responsable américain.

¹⁰³ Noam Chomsky, *Letters From Lexington: Reflections on Propaganda* (London: Pluto Press, 2004), 131.

¹⁰⁴ Robert Reinhold, "Crew of Cruiser That Downed Iranian Airliner Gets a Warm Homecoming," *The New York Times*, site internet <http://www.nytimes.com/1988/10/25/us/crew-of-cruiser-that-downed-iranian-airliner-gets-a-warm-homecoming.html>, dernière mise à jour le 25/10/1988, visité le 07/06/2012.

depuis ce pays contre l'Irak. L'Iran assura alors aux Américains leur soutien face à Saddam Hussein dans la guerre du Golf. L'Iran contribua même à la libération d'otages américains et britanniques détenus au Liban.¹⁰⁵ Après l'acquisition du soutien iranien, les soupçons portant sur ce dernier et le FNLP, furent écartés soudainement. Cette nouvelle donna déboucha sur la soudaine accusation de terrorisme contre la Libye. Dans un article intitulé *Trail From Lockerbie* paru dans *The New York Times* le 16 novembre 1991, on raconta que :

American and Scottish authorities have now provided a breathtaking account of their investigation of the destruction of Pan Am flight 103. [...]. Their work makes an exciting story. It's also a challenge to nations to complete the task of doing international justice. [...], detectives fanned out in a dogged search for evidence that was blown clear across Scotland to the North Sea. They ingeniously pieced it together and then followed microscopic leads to their two suspects, Libyan intelligence officers now accused by both countries of mass murder.¹⁰⁶

Parallèlement, un article d'Edward Herman paru dans *Z Magazine* contredit cette version des faits. Herman affirma que:

There were two key pieces of evidence allegedly found at the site, a part of a circuit board that was eventually traced to a possible Libyan source, and a timer of the type allegedly used by the bombers and available to Libyans. But the claims of the investigators about who found these items, and when, was not only contradictory, there were unexplained alterations of the on-the-scene records.¹⁰⁷

Sous la pression internationale et principalement celle américaine, la Libye finit par céder et livra deux de ses agents pour qu'ils soient jugés à cause de leur implication dans l'attentat de Lockerbie. C'est ainsi que Abdel Basset Al-Megrahi fut condamné à la prison

¹⁰⁵ Thomas L. Friedman, "Confrontation in the Gulf; Assad Assures Baker of Support in Gulf," *The New York Times*, site internet <<http://www.nytimes.com/1990/09/15/world/confrontation-in-the-gulf-assad-assures-baker-of-support-in-gulf.html?pagewanted=all&src=pm>>, dernière mise à jour le 15/09/1990, visité le 07/07/2012.

¹⁰⁶ The New York Times "Trail From Lockerbie," *The New York Times*, site internet <<http://www.nytimes.com/1991/11/16/opinion/the-trail-from-lockerbie.html?src=pm>>, dernière mise à jour le 16/11/1991, visité le 07/07/2012, [traduction de l'auteur] Les autorités américaines et écossaises ont donné des informations de l'enquête sur l'explosion du Pan Am 103. [...] les détectives ont mené une recherche minutieuse en Ecosse. Les pièces reconstituées, les a conduit à leur suspects. Des agents du service secret libyen sont accusés par les deux pays de meurtres en masse.

¹⁰⁷ Edward Herman, "The Lockerbie Case," *Z Magazine*, site internet <<http://www.zcommunications.org/the-new-world-order-rule-of-injustice-by-edward-herman>>, dernière mise à jour décembre 2001, visité le 07/06/2012, [traduction de l'auteur] Il y avait deux éléments de preuve qui auraient été retrouvés sur le site, le morceau d'un circuit qui était dit appartenir au service secret libyen et un type d'horloge qui serait facile d'accès sur le marché par la Libye. Mais le rapport des enquêteurs sur, qui et quand ces découvertes ont été faites n'est pas seulement contradictoire, mais fait état de manipulations de preuves sur le site du crash.

à vie pour avoir été l'auteur de l'explosion du Pan Am 103. En 2003, l'affaire prit fin avec une indemnisation des familles des victimes qui s'éleva à \$US 1,5 milliards.

III.2-L'affaire Lockerbie vue par les médias alternatifs.

L'analyse des médias de masse sur Lockerbie donna lieu à une version des faits différente de celle débattue dans les médias alternatifs. Les médias alternatifs exposèrent une série de contradictions entre la version soutenue par le gouvernement américain à travers les médias de masse et les investigations et preuves recueillies sur le terrain. Un article du Professeur Edward S. Herman paru sur *Global research* nous apprenait que :

Sixteen days before the disaster, a man rang the US embassy in Helsinki, Finland, and warned of a bomb aboard a Pan Am aircraft flying from Frankfurt to the US. The 1990 US President's Commission report on aviation security said that "thousands of US government employees saw the Helsinki threat". Not a single US worker at the Moscow embassy took flight Pan Am 103 from Frankfurt, a standard and popular route home for Christmas. But the British Department of Transport had told Pan Am in December that British intelligence dismissed the threat as "not real."¹⁰⁸

Afin d'appuyer son hypothèse concernant la probabilité que des autorités américaines aient eu connaissance de l'avènement de cet incident, Herman nous rapporta quelques éléments issus de l'enquête menée par Paul Foot et John Ashton en 1995 pour soutenir ses propos. Il disait que, selon le journal allemand *Die Zeit*, le Premier ministre sud-africain avait été averti par les services de renseignement américains de ne pas prendre le vol Pan Am 103.¹⁰⁹ Lors du procès de Megrahi, plusieurs révélations sur l'affaire firent surface. Rappelons-nous que la culpabilité de la Libye avait été établie à cause d'un minuteur qui aurait été retrouvé sur les lieux de l'incident. Selon les informations données par la CIA, ce minuteur (MST-13) appartenait à l'armée libyenne car la compagnie créatrice de ce modèle aurait affirmée n'avoir vendu ce modèle qu'à la Libye.

¹⁰⁸ Edward S. Herman, "The New York Times on the Libya-Pan Am 103 Case: A Study in Propaganda Service," *Globalresearch*, site internet <<http://www.globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=6845>>, dernière mise à jour le 22/07/2012, visité le 07/06/2012, [traduction de l'auteur] Seize jours avant l'incident, un homme s'est présenté à l'ambassade américaine à Helsinki, Finlande et avait averti de la présence d'une bombe à bord d'un avion du Pan Am en partance de Francfort pour les États-Unis. Le rapport de la commission présidentielle américaine de 1990 sur la sécurité aérienne dit que 'des milliers de travailleurs américains à Helsinki étaient conscients du danger qui planait sur Helsinki.' Aucun travailleur américain de l'ambassade de Moscou n'a pris le vol Pan Am 103 en provenance de Francfort qui était pourtant une ligne très fréquenté pour se rendre aux États-Unis pour Noël. Mais le Département britannique des transports a dit à la compagnie Pan Am en décembre que, les services secrets britanniques ne n'avaient détecté danger et qu'il 'y en avait pas.'

¹⁰⁹ *Ibid.*

Edward Herman, de son côté, rapporta que le modèle de minuteur retrouvé sur le site de l'incident était un modèle aussi utilisé par la CIA et le FNLP, mais que les tribunaux n'ont jamais fait d'investigations sur cette information. Il déplorait le fait qu'avec autant de preuves établissant l'implication du FNLP, ce fut Megrahi qui fut accusé et condamné.

Dans un article d'Alexander Cockburn paru dans *Counterpunch*, on apprenait qu'Edwin Bollier qui était à la tête de la compagnie Mebo (qui créa le minuteur) affirmait qu'à l'époque, la photographie du fragment qui lui avait été présentée par le Bureau fédéral des enquêtes (BFD/FBI) était floue. L'homme aurait reconnu que la carte marron contenue dans le circuit, correspondait à des modèles de sa compagnie. Cependant, il aurait affirmé aux enquêteurs que les minuteurs vendus à la Libye, comportaient des cartes vertes. Bollier déclara avoir ainsi été surpris que les détails qu'il avait donnés aux enquêteurs soient ignorés lors du procès. De ce fait, lors de son témoignage au procès, il affirma que le minuteur qu'on lui avait montré lors de l'enquête, n'était pas le même que celui introduit à la cour.¹¹⁰ L'affaire Lockerbie comportait, dès lors, plusieurs points de contradictions. Les preuves ne collaient donc toujours pas avec les allégations faites contre Kadhafi.

III.3-L'administration de George W. Bush: Bush, Kadhafi et le terrorisme.

Le 11 septembre 2001, les États-Unis furent l'objet d'attentats meurtriers sur les tours jumelles du World Trade Center de Manhattan à New York. Ces attaques ont fait plus de deux mille morts et des blessés. Ce drame humanitaire perpétré par les membres du réseau djihadiste islamiste Al-Qaïda, contribuera à la mise en place d'une politique de riposte de la part de Washington. Bush lança alors la guerre contre le terrorisme qui marqua aussi le début de la guerre d'Afghanistan en 2001 et celle d'Irak en 2003.¹¹¹ La guerre totale contre le terrorisme, initiée sous l'administration Bush, catégorisait ainsi un certain nombre de pays qui représenteraient des dangers pour la stabilité du monde. Ces pays, appelés "États voyous" portaient dès lors l'attribut "axe du mal." Cet "axe du mal" regroupait l'Irak, l'Iran

¹¹⁰ Alexander Cockburn, "The Frame-Up," *Counterpunch*, site internet <<http://www.counterpunch.org/2010/07/23/the-frame-up/>>, dernière mise à jour le 23/07/2010, visité le 05/06/2012.

¹¹¹ Valerie Bodden, *The 9/11 Terror Attacks: Days of Change* (Minnesota: Creative Education, 2008), 5.

et la Corée du Nord. Par la suite, cette liste sera étendue à la Libye.¹¹² Les attentats du 11 septembre vinrent alors relancer le froid diplomatique entre Washington et Tripoli.¹¹³

Le gouvernement américain affirma ainsi que la Libye tentait de s'acquérir l'arme atomique et serait même en coopération avec Cuba pour obtenir une technologie avancée en matières d'armes chimiques. Bob Kemper dans le *Chicago Tribune*, le 7 mai 2002 affirma que : «*Cuba has shared its technologies with 'other rogue states,' [...] Cuban President Fidel Castro last year had visited Iran, Syria and Libya, all of which are on the State Department's list of states that sponsor terrorism [Department on weapon proliferation] (Cuba a partagé sa technologie avec d'autres 'États voyous,' [...] Le président cubain Fidel Castro a visité au cours de l'année passée, l'Iran, la Syrie et la Libye qui sont tous présents sur la liste d'États finançant le terrorisme [le département sur la prolifération des armes])* ». ¹¹⁴

Cependant, cette nouvelle politique de guerre contre le terrorisme avait reçu quelques réserves de la part des médias alternatifs. En effet, Todd Gitlin dans un article paru dans *Mother Jones* en février 2003, qualifia la politique de Bush d'impérialiste. Il décrit cette politique en ces termes: «*A romantic justification for easy recourse to war whenever and wherever an American president chooses. (Une justification romantique pour le recours facile à la guerre quand un président américain le désire)* ». ¹¹⁵ En somme, selon Gitlin, l'accusation de la Libye par Washington rentrait dans le cadre de la préparation d'une nouvelle guerre américaine pour des raisons qui ne sont pas liées à la lutte contre le terrorisme. Mais cette lutte contre le terrorisme servirait, selon lui, de prétexte. ¹¹⁶ Cette explication rejoignit celle de Blum lors de l'affaire Lockerbie. En somme, les deux hommes placèrent les interventions américaines sous le signe de la recherche de nouveaux ennemis. Ceci était indispensable pour faire fonctionner le

¹¹² Nicholas Hagger, *The Libyan Revolution: Its Origins and Legacy: a Memoire and Assessment* (London: O Books, 2009), 110-130.

¹¹³ Les accusations américaines concernant un possible soutien de Kadhafi à Al Qaida se trouvent dépourvues de base logique car Kadhafi fut lui même dans son pays très affaibli par les attaques de ce groupe terroriste. Dans *Gaddafi Our Best Enemy*, Sir Oliver Miles (ancien ambassadeur de la Grande Bretagne en Libye) dit que le premier pays à émettre mandat d'arrêt international contre Ben Laden fut Kadhafi et cela depuis 1999.

¹¹⁴ Bob Kemper, "Cuba Devising Bioweapons, U.S. says," *Chicago Tribune*, site internet <http://articles.chicagotribune.com/2002-05-07/news/0205070258_1_biological-warfare-biological-weapons-castro-government>, dernière mise à jour le 07/05/2002, visité le 08/06/2012.

¹¹⁵ Todd Gitlin, "America's Age of Empire : The Bush Doctrine," *Mother Jones*, site internet <<http://www.motherjones.com/politics/2003/01/americas-age-empire-bush-doctrine>>, dernière mise à jour en février 2003, visité le 08/06/2012.

¹¹⁶ *Ibid.*

complexe militaire américain qui était fortement lié au monde des corporations et du profit.¹¹⁷

Kadhafi qui était accusé par Washington d'être en possession d'armes de destruction massive (ADM) rejeta ces accusations. Le dirigeant libyen assura n'avoir en sa possession aucune ADM, et soutint ne pas être disposé à s'en procurer. Au moment où la série d'accusations entre Washington et Tripoli battait son plein en 2003, l'Irak de Saddam Hussein était sous occupation militaire américaine. Rappelons que Saddam Hussein avait aussi été accusé par Washington d'être en possession d'ADM ce qui a conduit les États-Unis à s'en prendre à son régime. Il s'avéra qu'en fait, Hussein n'en possédait pas. Tout juste après cette intervention, il y eut un revirement de situation. En effet, Kadhafi changea sa position face aux Américains en déclarant être prêt à se débarrasser de tous ADM afin de prouver sa bonne foi. Il acceptait alors de coopérer avec les États-Unis pour lutter contre le terrorisme. La Libye consentait également par la même occasion à recevoir des enquêteurs issus de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).¹¹⁸

Le 20 février 2004, Peter Crail publiait sur *Armscontrol.org*, site de l'AIEA, que leurs recherches sur le terrain n'étaient pas parvenu à détecter la présence d'ADM en Libye. Le constat des enquêteurs révéla entre autres que la Libye ne disposait pas même d'infrastructures pour le développement d'ADM.¹¹⁹ Suite à l'acceptation de Kadhafi d'ouvrir son pays aux enquêteurs internationaux de l'AIEA, l'indemnisation des familles des victimes de Lockerbie et de La Belle Disco, son soutien accordé au États-Unis pour lutter contre le terrorisme et sa rupture d'avec les organisations terroristes, Washington décida de lever les sanctions économiques et diplomatiques imposées à la Libye en 2005. L'Organisation des Nations Unies (ONU) en fit de même. Washington renoua ses liens diplomatiques avec la Libye qui fut membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU.¹²⁰ Kadhafi et la Libye devenaient alors des partenaires et des alliés des États-Unis dans la lutte contre le terrorisme. Le nom de la Libye était ainsi retiré de la liste des "États voyous." James Rosen sur *McClatchy*, rapporta qu'une fuite de *Wikileaks* avait permis de diffuser des informations concernant une visite diplomatique du sénateur McCain avec d'autres personnes hauts placés de l'administration Obama en Libye. Ces derniers auraient

¹¹⁷ *Ibid.*

¹¹⁸ Eben Kaplan, "How Libya Got off the List ?," *Cfr.org*, site internet <<http://www.cfr.org/libya/libya-got-off-list/p10855>>, dernière mise à jour le 16/10/2007, visité le 08/06/2012.

¹¹⁹ Peter Crail, "Chronology of Libya's Disarmement and Relations with the United States," *Armscontrol*, site internet <<http://www.armscontrol.org/factsheets/LibyaChronology>>, dernière mise à jour en mars 2011, visité le 20/04/2012.

¹²⁰ Eben Kaplan, "How Libya Got off the List ?," *Cfr.org*, site internet <<http://www.cfr.org/libya/libya-got-off-list/p10855>>, dernière mise à jour le 16/10/2007, visité le 08/06/2012.

même rassuré Kadhafi de leur aide ; les Etats-Unis souhaitaient offrir un appui militaire à Kadhafi afin de rehausser son armée et garantir sa sécurité. Cette politique sécuritaire impliqua la formation d'officiers libyens par les États-Unis et la vente d'armements à la Libye.¹²¹

La nouvelle virée politique de Kadhafi était le fruit de la politique de Bush selon Washington et les médias de masse américains. Les médias de masse attribuaient le désarmement consenti de la Libye comme étant une action motivée par la guerre menée par les États-Unis en Irak. Cette vision est bien déclarée dans l'article d'Uri Friedman *Smart Sanctions : A Brief History*, paru dans *Foreign Policy*.¹²² Selon un article de Scott Macleod paru le 18 mai 2006, l'arrestation et l'exécution de Saddam Hussein était la principale raison qui avait poussé Kadhafi à trouver rapidement un accord avec Washington.¹²³ Cependant, Martin S. Indyk, ancien ambassadeur des États-Unis en Israël (1995-1997), ancien assistant du secrétaire d'État américain (1997-2000) et actuellement directeur du Centre Saban (spécialisé dans la politique au Moyen-Orient) relia ce revirement de Kadhafi à des raisons économiques. Indyk s'explique ici :

In fact, Libyan representatives offered to surrender WMD programmes more than four years ago, at the outset of secret negotiations with US officials. In May 1999, their offer was officially conveyed to the US government [...] Back then, Libya was facing a deepening economic crisis produced by disastrous economic policies and mismanagement of its oil revenues. United Nations and US sanctions that prevented Libya importing oilfield technology made it impossible for Mr. Gaddafi to expand oil production. The only way out was to seek rapprochement with Washington.¹²⁴

¹²¹ James Rosen, "Wikileaks Cables Show Graham as Senator-Diplomat," *McClatchy*, site internet <<http://www.mcclatchydc.com/2011/05/01/113414/wikileaks-cables-show-lindsey.html>>, dernière mise à jour le 01/05/2011, visité le 09/06/2012.

¹²² Uri Friedman, "Smart Sanctions : A Brief History," *Foreign Policy*, site internet <http://www.foreignpolicy.com/articles/2012/04/23/smart_sanctions?page=full>, dernière mise à jour en mai 2012, visité le 08/06/2012.

¹²³ Scott Macleod, "Behind Gaddafi's Diplomatic Turnaround," *Time Magazine*, site internet <<http://www.time.com/time/world/article/0,8599,1195852,00.html>>, dernière mise à jour le 18/05/2006, visité le 09/06/2012.

¹²⁴ Martin S. Indyk, "The Iraq War did not force Gaddafi's Hand," *Brookings*, site internet <http://www.brookings.edu/opinions/2004/0309middleeast_indyk.aspx>, dernière mise à jour le 09/03/2004, visité le 08/06/2012, [traduction de l'auteur] En effet, les autorités libyennes ont tenté d'abandonner leur programme d'ADM, il y'a plus de quatre ans de cela suite à des négociations secrètes avec des représentants américains. En mai 1999, leur offre était officiellement transmise au gouvernement américain [...] En ce moment la Libye faisait face à une crise économique qui était le fruit de sa désastreuse politique économique et de sa mauvaise gestion de ses revenus. Les sanctions des Nations Unies et des États-Unis empêchaient la Libye d'importer de la technologie pétrolière, il était donc impossible pour Kadhafi d'accroître sa production de pétrole. Le seul moyen possible d'atteindre ce but était de faire un rapprochement avec Washington.

Ce passage ci-dessus nous offre une autre interprétation des événements ayant conduit Kadhafi à opter pour un rapprochement avec Washington. Une explication sommaire de cette déclaration nous fait comprendre que Kadhafi aurait cherché depuis 1999 à se débarrasser de ses liens avec le terrorisme. Ce n'est donc pas à cause de la guerre contre le terrorisme lancée par Bush que le dirigeant libyen a changé d'avis ou de position. Mais, ce changement provenait des contraintes économiques auxquelles la Libye faisait face avec les embargos respectifs de l'ONU et des États-Unis. À en croire Indyk, Kadhafi aurait, depuis 1999, rompu les liens avec les réseaux terroristes qu'il soutenait et finançait. Cette affirmation d'Indyk reste en étroite contradiction avec les raisons déjà énoncées plus hauts par Washington et avec les médias de masse sur le revirement politique de Kadhafi.

Conclusion :

Dans ce chapitre, on aura vu que l'affaire Lockerbie relevait d'une manipulation de Washington pour culpabiliser la Libye d'un attentat quelle n'aurait pas commise si l'on se réfère aux preuves et aux contre preuves présentées dans cette partie. La raison de l'accusation de la Libye par Washington peut s'expliquer à partir de deux points de vue. D'une part, elle donnait à Washington de s'offrir le soutien de l'Iran dans la Guerre du Golf en 1991. D'autre part, accuser la Libye sur l'affaire Lockerbie revenait mettre en place les jalons de la justification d'une intervention militaire américaine en Libye. En somme, cette situation favorisait la politique étrangère américaine qui depuis l'arrivée de Kadhafi au pouvoir en Libye ne cessa de tenter de le déposer.

La même stratégie d'accusation controversée fut de mise lors de l'arrivée de Georges Bush à la tête des États-Unis. Ce dernier accusa Kadhafi de détenir des armes de destruction massive. En somme, Kadhafi était donc considéré comme un terroriste voulant utiliser ou armer des réseaux djihadistes contre les États-Unis. Cependant, pour des raisons d'ordre économique (levée de l'embargo sur le pays) Kadhafi opta pour une politique d'apaisement des relations avec les États-Unis. On comprendra que sa décision de s'aligner en faveur de Washington dans la lutte contre le terrorisme fit aussi de lui un allié des États-Unis. Par ailleurs, dans cette nouvelle position, Washington ne pouvait plus s'attaquer au dirigeant libyen car il n'y aurait eu aucune justification : Kadhafi n'avait pas d'ADM et aidait officiellement les États-Unis dans leur guerre contre le terrorisme. On conclura que, Bush s'est vu forcé d'adopter la carte de l'apaisement.

Chapitre IV : L'Administration de Barack Obama

I want us to live in a world where we get along with each other, with all of our differences, and where we don't have to worry about seeing scenes every night for the next 40 years of ethnic cleansing in some part of the world.¹²⁵

Président Bill Clinton, le 23 mars 1999.

Introduction.

Le but ici, est de faire part du rôle important que joua les médias de masse américains dans la justification de l'intervention de l'OTAN en Libye. L'objectif de cette partie est de montrer que le « printemps arabe »¹²⁶ en Libye fut manipulé par Washington et les pays de l'OTAN pour ainsi permettre un changement de régime dans le pays. Ce chapitre nous démontre que derrière les informations relayées par les médias de masse américains et Washington, se trouvait une forte manipulation d'information.

¹²⁵ Bill Clinton cité dans Charles Krauthammer, "The Clinton Doctrine," *CNN*, site internet <<http://edition.cnn.com/ALLPOLITICS/time/1999/03/29/doctrine.html>>, dernière mise à jour le 29/03/1999, visité le 10/06/2012, [traduction de l'auteur] Je veux qu'on vive dans un monde dans lequel on sera tous ensemble, malgré nos différences, et dans lequel nous ne risquons pas de voir chaque nuit pour les quarante prochaines années à venir des scènes de génocide.

¹²⁶ Le « printemps arabe » fut un mouvement de soulèvement des populations civiles pour revendiquer des progrès sociaux à leurs dirigeants. En effet, le 18 décembre 2010, le monde arabe fut frappé par une violente vague de soulèvement provenant de la société civile. Le mouvement qui, par la suite fut appelé : « révolutions arabes » ou « printemps arabe », commença en Tunisie, gagna l'Égypte, l'Algérie, le Bahreïn, la Syrie, le Maroc et la Libye avec une intensité variable d'un pays à l'autre. D'après Najet Belhatem dans *Une Révolution Qui les A Tous Changés*, ces soulèvements populaires émanaient de la volonté des peuples arabes d'avoir accès à la démocratie, la liberté d'expression, un partage équitable des richesses ainsi qu'une transparence au niveau de la gouvernance. Les peuples arabes aspiraient à vivre dignement (Najet Belhatem, "Une révolution qui les a tous changés," *Courrier International*, site internet <<http://www.courrierinternational.com/article/2011/02/18/une-revolution-qui-les-a-tous-change>>, dernière mise à jour le 18/02/2011, visité le 28/06/2012.) Dans *The Arab Uprisings*, James Gelvin dit, qu'en Libye, en Algérie, en Tunisie, au Maroc, en Egypte, en Syrie et au Bahreïn, les peuples furent sous la coupe de régimes oligarchiques (James L. Gelvin, *The Arab Uprisings : What Everyone Needs to Know* (New York : Oxford University Press, 2012), 10-30). En Libye, Kadhafi fit quarante deux ans de règne sans partage. Abdel Aziz Bouteflika changea la constitution algérienne pour pouvoir se présenter autant de fois qu'il voulait. En Egypte, Moubarak fit plus de trente ans à la tête du pays (Marc Saghie, "Le Peuple a fait tomber Moubarack," *Courrier International*, site internet <<http://www.courrierinternational.com/revue-de-presse/2011/02/12/le-peuple-a-fait-tomber-moubarak>>, dernière mise à jour le 12/02/2011, visité le 09/06/2012). Le Maroc eut traditionnellement un roi. Au Bahreïn et en Syrie, la situation politique n'était guère meilleure que dans les pays précédemment cités. Cependant, au même moment, lorsque l'intervention militaire prit place en Libye, le Bahreïn et le Yémen fit également face à une insurrection identique. Il y eut des morts parmi les civils suite à la répression causée par le régime en place. La réaction des États-Unis face aux mouvements de protestation au Bahreïn et au Yémen se caractérisait par un mutisme par rapport à la situation. Paradoxalement, les États-Unis augmentèrent leur assistance militaire au Yémen et au Bahreïn malgré la répression et en dépit du nombre important des morts enregistrés dans le rang des civils. Pour rappel, l'aide militaire américaine au Yémen passa de 67 millions de dollar en 2009 à 150 millions en 2010. Rappelons aussi que le Bahreïn abrite une base militaire américaine. Il se trouve donc être un lieu stratégique. De même, en Tunisie et en Egypte, les États-Unis n'ont jamais brandi de menace impliquant une intervention contre les régimes de Ben Ali et de Moubarak. Pourtant, la répression fut également violente dans ces deux pays.

Tout au long de ce chapitre, il sera question de soulever certaines contradictions concernant la Guerre de Libye. Tout d'abord, nous analyserons les affiliations des rebelles libyens qui, pour certains, se trouvent liés à Al-Qaida. Les questions qui se posent sont les suivantes : pourquoi Washington qui se trouve dans une logique de guerre contre le communisme apporta-t-il son aide militaire à un groupe armé sachant que certains de ses membres sont dits « reconnus par des services secrets américains comme étant des terroristes » ? Nous verrons dans ce chapitre que des militaires américains étaient déjà en Libye, parmi les rebelles, bien avant l'intervention de l'OTAN. Dans quel but des forces américaines se trouvaient-elles en Libye, au sein des rebelles, avant le lancement de l'opération militaire de l'OTAN, sous mandat de l'ONU ? Les allégations contre Kadhafi sur la base desquelles fut lancée l'opération militaire de l'OTAN ne furent jamais vérifiées. Alors pourquoi, sans preuve concrète et établie, la Libye fut-elle attaquée par les États-Unis et les pays de l'OTAN ?

IV.1-Les débuts de la Guerre de Libye : les évènements de février 2011.

Février 2011 symbolisa le début des révoltes libyennes qui conduisirent à la mort de Mouammar Kadhafi le 20 octobre 2011. Le 15 février 2011, Fathi Terbil, un jeune avocat qui avait voulu que la lumière soit faite sur le dossier concernant les 1200 personnes tuées dans la prison d'Abu Salim¹²⁷ le 29 juin 1996, fut arrêté. Les hostilités entre le régime de Kadhafi et une partie de la société civile commencèrent le 16 février 2011 lorsque, des familles des prisonniers tués à Abu Salim et un groupe composé d'avocats et de juges se réunirent pour protester contre l'arrestation de Fathi Terbil. Ces marches de protestations occasionnèrent un affrontement entre les populations civiles et les forces de sécurité du régime de Mouammar Kadhafi. Par la suite, Fathi Terbil fut relâché le 16

¹²⁷ Le 29 juin 1996, le régime de Kadhafi réprima une révolte de prisonniers dans la prison d'Abu Salim tuant ainsi quelques 1200. La révolte fut réprimée avec de mitrailleuses et des grenades selon Amnesty Internationale. Les corps des détenus n'ont jamais été retrouvés et le régime de Kadhafi n'a jamais pleinement reconnu ce massacre. Cependant, lors de la Guerre de Libye en 2011, les rebelles du CNT proclamèrent avoir découvert une fosse commune dans laquelle seraient enterrés les détenus. Cette information fut relayée par le *Le Figaro* le 25 septembre 2011 (Thierry Portes, "En Libye, le charnier d'Abu Salim," *Le Figaro*, site internet <<http://www.lefigaro.fr/international/2011/09/25/01003-20110925ARTFIG00174-en-libye-le-charnier-d-abou-salim.php>>, dernière mise à jour le 25/09/2011, visité le 20/07/2012). Cependant, cette information fut contestée par Jean-Paul Mari pour *Le Nouvel Observateur*. Selon lui, « les reporters sur place mettent en doute cette version : les ossements exhumés à la va-vite ressembleraient davantage à des restes d'animaux, - chameaux, chiens, moutons -, qu'à des squelettes humains ». (Jean-Paul Mari, "LIBYE. Abu Salim : un vrai-faux charnier ?," *Le Nouvel Observateur*, site internet <<http://tempsreel.nouvelobs.com/carnets-de-libye/20110927.OBS1215/libye-abou-salim-un-vrai-faux-charnier.html>>, dernière mise à jour le 27/09/2011, visité le 17/07/2012).

février. Par la même occasion, le régime libéra d'autres prisonniers pour calmer les foules.¹²⁸

Mais, les protestations continuèrent après la libération de Terbil. C'est ainsi que le 17 février, un kamikaze du nom d'Almedi Ziou jeta sa voiture remplie d'explosifs contre le portail de la caserne militaire de Benghazi. Les protestants s'armèrent de fusils et les forces de sécurité sur place se replièrent en faisant sauter des dépôts d'armes et de munitions. Quelques forces de police rejoignirent les protestataires et les foules appelèrent le jour suivant à une « journée de colère. » Selon Bernard Henry Lévy¹²⁹, cette « journée de colère » fut durement réprimée par les forces loyalistes de Kadhafi. La répression fit beaucoup de morts et de blessés.¹³⁰ Dès lors, la Libye connut véritablement une « révolte » avec des forces de l'opposition libyenne rejoignant le camp des rebelles. Ainsi le 18 février 2011, le ministre de la Justice de Kadhafi Mustapha Jalil rejoignit les rebelles. Ceci marqua officiellement le début de la crise libyenne. Mais en analysant la situation, on se rend compte qu'à partir du 17 février les manifestants n'étaient plus aussi pacifiques après l'acte Kamikaze de Ziou. Ceci contredit la thèse selon laquelle le régime de Kadhafi avait violemment réprimé les manifestants qui menaient une marche de protestation pacifique. Ce qui amena Pierre Piccinin à parler de « révoltes récupérées par les chefs de clans en Libye ». Il expliqua que :

Ainsi, s'il est vrai que, au début des événements... on a pu voir l'émergence timide cela dit, d'une société civile s'exprimant lors de manifestations hostiles au colonel Kadhafi, d'une jeunesse urbaine éduquée issue de la classe moyenne, ces mouvements sont néanmoins restés très limités et ont rapidement servi de prétexte aux soulèvements de chefs de clans, auxquels ils ont cédé la place, et lesquels ont plongé la Libye dans le chaos.¹³¹

¹²⁸ Hisham Matar, "Fathi Terbil," *Time Magazine*, site internet <http://www.time.com/time/specials/packages/article/0,28804,2066367_2066369_2066467,00.html>, dernière mise à jour le 21/04/2011, visité le 10/06/2012.

¹²⁹ Bernard Henri Lévy est un philosophe-écrivain français. Il a été la figure principale dans l'engagement de la France dans la Guerre de Libye. Lors du début des insurrections il a été en Libye de son propre chef sans aucun mandat de la France. Là-bas, il rencontra Abdeljalil le leader du CNT pour programmer un voyage du CNT libyen en France pour y rencontrer Sarkozy. Lévy a été à la base de la mise en relation des membres du CNT avec la France. Il a aussi pesé lourd dans la décision de la France de participer à une intervention militaire en Libye sous l'OTAN.

¹³⁰ Bernard Henri Lévy, "What Can We Do for the Young Libyan Revolution?," *Huffingtonpost*, site internet <http://www.huffingtonpost.com/bernardhenri-levy/what-can-we-do-for-the-yo_b_831872.html>, dernière mise à jour le 03/06/2012, visité le 10/06/2012.

¹³¹ Pierre Piccinin cité dans Lina Tayed Kennouche, "Monde arabo-musulman – Entretien avec Pierre Piccinin : à Propos du 'Printemps arabe,'" Pierre Piccinin, site internet <<http://www.pierrepiccinin.eu/article-monde-arabo-musulman-entretien-avec-pierre-piccinin-a-propos-du-printemps-arabe-78845836.html>>, dernière mise à jour le 09/07/2011, dernière mise à jour le 10/07/2012.

Une tentative d'explication de ce passage met en lumière que la révolte en Libye, après le 17 février 2011, n'était plus seulement l'œuvre de civils voulant un changement dans le pays mais elle impliquait également de chefs de clans. Rappelons que la Libye est un pays qui est basé sur un système de tribus formées de clans divers qui œuvrent tous ensemble au sein de chaque tribu à servir leurs propres intérêts.¹³²

Cependant, ces détails-ci ne furent pas mentionnés dans la couverture des médias de masse américains. Quant à la suite des événements, *The New York Times* rapportait que quelques deux cent personnes avaient été arrêtées à Benghazi après qu'une marche de protestation avait eu lieu contre l'arrestation de Fathi Terbil.¹³³ Les jours qui suivirent furent décisifs. La manifestation continua et le régime riposta avec violence aux protestations. Le 20 février 2011, un article publié dans *The New York Times*, fit état de plusieurs morts à Benghazi suite aux marches de protestations. En voici un passage:

Over the last three days his [Gaddafi] security forces have killed at least 173 people, according to a tally by the group Human Rights Watch. Several people in Benghazi hospitals, reached by telephone, said they believed that as many as 200 had been killed and more than 800 wounded there on Saturday alone, with many of the deaths from machine gun fire. And after protesters marched in a funeral procession on Sunday morning, the security forces opened fire again, killing at least 50 more.¹³⁴

Dans le même sens, Nick Meo dénonça dans un article publié dans *The Telegraph* le massacre de plus de 140 personnes par l'armée libyenne lors des marches de protestation. Il affirma que : « *Snipers shot protesters, artillery and helicopter gunships were used against crowds of demonstrators, and thugs armed with hammers and swords attacked families in their homes as the Libyan regime sought to crush the uprising* (Les snippers ont tiré sur les marcheurs, l'artillerie lourde et les hélicoptères ont été utilisés

¹³² Ibid.

¹³³ Kareem Fahim, «In the Cradle of Libya's Uprising, the Rebels Learn to Govern Themselves," *The New York Times*, site internet <<http://www.nytimes.com/2011/02/25/world/africa/25benghazi.html>>, dernière mise à jour le 24/02/2011, visité le 10/06/2012.

¹³⁴ David D. Kirpatrick et Mona El-Naggar, "Qaddafi's Son Warns of Civil War as Libyan Protest Widen," *The New York Times*, site internet <<http://www.nytimes.com/2011/02/21/world/africa/21libya.html?pagewanted=all>>, dernière mise à jour le 20/02/2011, visité le 10/06/2012, [traduction de l'auteur] Au cours des trois dernières années, ses [Kadhafi] forces de sécurité ont tué au moins 173 personnes selon les propos d'un groupe de Human Rights Watch. Beaucoup de personnes à l'hôpital de Benghazi, jointes au téléphone, disaient qu'il y avait plus de 200 personnes qui avaient été tuées, comptant ainsi plus de 800 blessés dans la seule journée du samedi ; beaucoup de ces morts avaient été causées par des tirs à l'arme automatique. Et après que des manifestants firent une marche ce dimanche matin lors d'un cortège funèbre, les forces de sécurité avaient rouvert le feu tuant ainsi au moins 50 personnes.

contre les protestants, et des gens armés de sabres ont attaqué des familles à leurs domiciles pour tenter de mettre fin à la révolte)». ¹³⁵

Les récits de la brutalité de la répression menée par Kadhafi faisaient la une des journaux comme *Sky News* qui, dans un reportage de Dominic Waghorn, témoigna que certains membres des forces loyalistes furent brûlés par leurs camarades à cause de leur refus de tirer sur les foules. ¹³⁶ Selon Bassem Mroue, dans un article publié dans *Fox News* le 26 février 2011, la répression fit plus 240 depuis le début de la révolte jusqu'au 26 février. Il disait aussi que les protestataires sur le terrain faisaient face à des tirs de snippers. Considérons ce passage: « *On Friday, pro-Gadhafi militiamen — including snipers — fired on protesters trying to mount the first significant anti-government marches in days in Tripoli.* (Ce vendredi, des milices pro-Kadhafi — comprenant des snippers — ont tiré sur les protestataires qui tentaient de mettre en place la première grande marche anti-gouvernementale à Tripoli.)» ¹³⁷ Une information similaire fut rapportée dans un article publié dans le *Washington Post*. L'article dénonça également l'utilisation d'hélicoptères militaires par les forces loyalistes contre les foules. ¹³⁸

L'opposition libyenne qui rejoignit les rangs des rebelles commença alors à médiatiser la rébellion libyenne. Quelques descriptions des rebelles libyens commencèrent à paraître dans les médias de masse à l'image de l'article d'Abigail Hauslohner paru sur *Time Magazine* le 23 février. Cet article fit part d'une tournure importante dans la guerre libyenne : l'utilisation de mercenaires noirs par Kadhafi pour lutter contre les rebelles. Hauslohner rapportait que:

At the ransacked airport of Labrak, on the road between the towns of Darna and Beida, where clashes were fierce, Gaddafi's government flew in two planes of foreign mercenaries on Wednesday night to fight the protesters, say the airport employees standing amid the wreckage. The notion that

¹³⁵ Nick Meo, "Libya Protests : 140 'massacred' as Gaddafi Sends in Snipers to Crush Dissent," *The Telegraph*, site internet <<http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/africaandindianocean/libya/8335934/Libya-protests-140-massacred-as-Gaddafi-sends-in-snipers-to-crush-dissent.html>>, dernière mise à jour le 20/02/2011, visité le 10/06/2012.

¹³⁶ Dominic Waghorn, "Libyan Soldiers 'Burned Alive' by Comrades," *Sky News*, site internet <<http://news.sky.com/home/article/15941510>>, dernière mise à jour le 27/02/2011, visité le 20/06/2012.

¹³⁷ Hadeel al-Shalchi et Bassem Mroue, "Armed pro-Gadhafi Gangs Roll in Libyan Capital," *Fox News*, site internet <<http://www.foxnews.com/world/2011/02/26/armed-pro-gadhafi-gangs-roll-libyan-capital-2037477664/>>, dernière mise à jour le 26/02/2011, visité le 10/06/2012.

¹³⁸ Sudarsan Raghavan et Leila Fadel, "Military Helicopters Reportedly Fired on Protestors in Libya," *Washington Post*, site internet <<http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2011/02/20/AR2011022004185.html>>, dernière mise à jour le 21/02/2011, visité le 20/06/2012.

Gaddafi is employing foreign mercenaries to fight his own people is an outrage, a feeling shared by al-Jalil, the former Justice Minister as well as army officers.¹³⁹

L'utilisation des mercenaires noirs par Kadhafi, devint de plus en plus présente dans les débats qui avaient eu lieu fin février. David Core à son tour, parla de cette pratique dans un article publié dans *All Voice* le 25 février 2011. Il expliqua entre autres l'utilisation de mercenaires par Kadhafi dans les ambulances. En effet, selon Core, les mercenaires tuèrent des blessés qui avaient été secourus lors des manifestations afin qu'ils ne parlent pas à la presse internationale et ne dévoilent pas ce qui se passait sur le terrain.¹⁴⁰ Cette information selon laquelle Kadhafi utiliserait des mercenaires contre son propre peuple, contribua considérablement à la globalisation du conflit en termes d'implication de la communauté internationale. Par conséquent, l'utilité d'une intervention militaire étrangère s'imposa de plus en plus. En plus de l'utilisation de mercenaires, Korva Coleman nous rapporta dans *Gaddafi Using Foreign Children as Mercenaries in Libya* que des enfants soldats venus d'Afrique noire se battirent à la solde de Kadhafi.¹⁴¹

S'inquiétant de la situation sur le terrain, le 25 février 2011, les ONG firent appel à la communauté internationale pour agir afin d'arrêter Kadhafi. L'appel lancé par la Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH) stipulait que :

Les organisations appellent l'Union Européenne et la communauté internationale dans son ensemble, à adopter deux mesures, actuellement en discussion entre les Etats membres : geler tous les biens du Colonel Kadhafi et des hauts dirigeants de l'armée et de la sécurité, imposer un embargo total sur l'exportation et le transfert d'armes, de munitions et d'équipements militaires et de sécurité vers la Libye.¹⁴²

¹³⁹ Abigail Hauslohner, "Among Libya's Prisoners : Interviews with Mercenaries," *Time Magazine*, site internet <<http://www.time.com/time/world/article/0,8599,2053490,00.html>>, dernière mise à jour le 23/02/2011, visité le 10/06/2012, [traduction de l'auteur] A l'aéroport saccagé de Labrak, sur la route entre Dama et Beida où les affrontements entre les forces loyalistes et rebelles étaient féroces, les employés de l'aéroport affirmèrent que Kadhafi avait envoyé deux avions chargés de mercenaires étrangers pour combattre les rebelles. Le fait que Kadhafi utilise des mercenaires contre son propre peuple est considéré comme un outrage. Cette idée est bien partagée par Al Jalil l'ex ministre de la justice et d'autres officiers.

¹⁴⁰ David Core, "Mercenaries in Ambulances Killing Injured," *All Voices*, site internet <<http://www.allvoices.com/contributed-news/8300956-mercenaries-in-ambulances-killing-injured-libya>>, dernière mise à jour le 25/02/2011, visité le 10/06/2012.

¹⁴¹ Korva Coleman, "Gaddafi Using Foreign Children as Mercenaries in Libya," *NPR*, site internet <<http://www.npr.org/blogs/thetwo-way/2011/03/03/134223827/gadhafi-using-foreign-children-as-mercenaries-in-libya>>, dernière mise à jour le 03/03/2011, visité le 20/06/2012.

¹⁴² FIDH, "Des ONG demandent à l'UE d'Agir de Toute Urgence pour Mettre Fin aux Violences en Libye" site internet <<http://www.fidh.org/Des-ONGs-demandent-a-l-UE-d-agir>>, dernière mise à jour le 26/03/2011, visité le 10/06/2012.

Cet appel des ONG à travers la FIDH annonça l'internationalisation du conflit libyen. Entre temps, la Ligue Libyenne des Droits de l'Homme (LLDH) avec à la tête, son leader le Dr. Sliman Bouchighir accusa Kadhafi d'avoir utilisé l'aviation contre son propre peuple, d'avoir fait appel à des mercenaires contre la population et d'avoir causé la mort de plus de 6000 personnes. Avec une pétition signée par quelques soixante-dix ONG, il saisit le Conseil de sécurité de l'ONU.¹⁴³ Cependant, dans un article publié dans *Global research*, Darius Nazemroaya dévoila l'identité des signataires à l'origine de cette pétition et leurs affiliations. Parmi eux figurait Francis Fukuyama de l'United Nations Watch, politicien américain faisant parti du « Project for the New American Century » qui regroupe des conservateurs américains comme Dick Cheney. L'homme est aussi connu pour ses propagandes contre Kadhafi au moment du froid diplomatique entre Washington et Tripoli dans les années 1980. Nazemroaya mentionna aussi l'appartenance de la LLDH à la National Endowment for Democracy (NED). D'après lui, tout ceci était une coïncidence un peu douteuse due à l'omniprésence d'acteurs politiques américains, souvent liés au monde de la propagande de Washington.¹⁴⁴

Par ailleurs, les accusations selon lesquelles Kadhafi aurait utilisé l'aviation contre son propre peuple furent démenties par l'Etat major russe. À partir de photographies satellitaires, prises le jour de l'attaque, l'armée russe montra en image les mouvements des troupes dans la zone où l'attaque aurait été menée. Sur leurs photographies ne figura aucun mouvement de forces aériennes de l'armée de Kadhafi selon *RT*. Ceci implique que la thèse de l'utilisation de l'aviation par Kadhafi contre les manifestants, n'était pas vraie. Irina Gallushko argumenta que:

According to *Al Jazeera* and *BBC*, on February 22 Libyan government inflicted airstrikes on Benghazi – the country's largest city – and on the capital Tripoli. However, the Russian military, monitoring the unrest via satellite from the very beginning, says nothing of the sort was going on the ground.¹⁴⁵

Ici, on fait très clairement face à une différence d'information entre les affirmations faites dans les médias de masse américains et la déclaration de l'armée russe. Cette même

¹⁴³ Mahdi Darius Nazemroaya, "Lybia: Human rights impostors used to spawn NATO's fraudulent war," *Global Research*, site internet <<http://www.globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=26848>>, dernière mise à jour le 29/09/2011, visité le 10/06/2012.

¹⁴⁴ *Ibid.*

¹⁴⁵ Irina Gallushko, "Airstrikes in Libya Did not Take Place," *RT.com*, site internet <<http://www.rt.com/news/airstrikes-libya-russian-military/>>, dernière mise à jour le 01/03/2011, visité le 10/06/2012, [traduction de l'auteur] Selon *Al Jazeera* et *BBC* le 22 février, le gouvernement libyen mena des attaques aériennes sur Benghazi – la plus grande ville du pays – et sur Tripoli. Cependant, l'armée russe surveillant la révolte depuis le début par satellite affirmait que ce n'était pas le cas sur le terrain.

divergence dans les informations se retrouva également au sein même de la sphère politique française. En effet, lors d'une audition orchestrée par l'ambassadeur de France en Libye, M. François Gouyette, et par l'assemblée nationale française, une autre version des faits fut dévoilée. François Gouyette argumenta que :

La couverture des événements de Libye par les chaînes satellitaires arabes, et notamment *Al-Jezira*, appelle toutefois quelques observations critiques. Nous avons certes vécu, entre le 16 et le 26 février, jour de notre départ, une dizaine de jours de fortes tensions et d'affrontements – non pas tant à Tripoli que dans les autres régions, mais leur relation a fait l'objet d'exagérations, voire de désinformation.

Ainsi, l'information, reprise par les médias occidentaux, selon laquelle l'aviation aurait bombardé Tripoli est parfaitement inexacte : aucune bombe n'est tombée sur la capitale, même si des affrontements sanglants ont eu lieu dans certains quartiers.¹⁴⁶

Dans les deux affirmations données par l'État Major russe et l'ambassadeur de France en Libye, il ressort que la couverture des médias de masse avait un rôle de propagande et de désinformation sur le terrain. C'est dans ces conditions extrêmement tendues que le 27 février 2011, les dirigeants de l'opposition libyenne, avec à leur tête l'ancien ministre de la Justice de Kadhafi, formèrent avec les rebelles le Conseil national de transition (CNT).¹⁴⁷ La création de cet organe de transition contribua à l'ouverture d'une autre étape dans le conflit libyen : la participation de la communauté internationale. De son côté, Kadhafi dénonça la présence des membres d'Al Qaida aux côtés des rebelles dans les combats. Il accusa, entre autres, ce groupe terroriste d'être à la base de la rébellion libyenne et prévint la communauté internationale d'un risque de propagation du terrorisme. Mais ces imputations de Kadhafi furent fortement démenties par Washington qui y voyait une tentative de divertissement de la part du dirigeant libyen d'après George Zomick.¹⁴⁸

IV.2. Mars 2011 : lancement de l'opération militaire.

Le mois de mars connut une recrudescence des tensions en Libye. Mais plus important encore, on pouvait remarquer une vive réaction de la communauté internationale qui commençait alors à durcir le ton contre le régime de Kadhafi. Les États-Unis

¹⁴⁶ François Gouyette, "Audition de l'Ambassadeur de France en Libye par l'Assemblée Nationale," *Voltairenet.org*, site internet <<http://www.voltairenet.org/Audition-de-l-ambassadeur-de>>, dernière mise à jour le 08/03/2011, visité le 10/07/2012.

¹⁴⁷ Mahdi Darius Nazemroaya, "Lybia: Human rights impostors used to spawn NATO's fraudulent war," *Global Research*, site internet <<http://www.globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=26848>>, dernière mise à jour le 29/09/2011, visité le 10/06/2012.

¹⁴⁸ George Zornick, "Conservatives Echo Qaddafi, Insists Al Qaeda is Behind Libyan Rebel Uprising," *Thinkprogress.org*, site internet <<http://thinkprogress.org/politics/2011/03/28/153908/qaddafi-libya-al-qaeda/?mobile=nc>>, dernière mise à jour le 28/03/2011, visité le 20/06/2012.

déployèrent alors des navires de guerre dans les eaux libyennes pour des raisons de sécurité selon Washington. C'est dans cette conjoncture que le Conseil de sécurité de l'ONU adopta la résolution 1973 du 19 mars 2011 qui mit en place une zone d'exclusion aérienne en Libye. Cette résolution ouvra aussi la voie à l' « Operation Odyssey Dawn » qui marqua le début de l'intervention militaire de l'OTAN en Libye.¹⁴⁹ Les États-Unis, avec l'OTAN, entrèrent en guerre contre Kadhafi aux côtés des rebelles. Selon Obama, dans un discours datant du 25 mars 2011, l'intervention en Libye releva d'une « responsabilité de protéger » la vie des civiles selon les principes de la « conscience collective ». Considérons ce passage:

When our interests and values are at stake, we have a responsibility to act. That is what happened in Libya over the course of these last six weeks. So while I will never minimize the costs involved in military action, I am convinced that a failure to act in Libya would have carried a far greater price for America.¹⁵⁰

D'après Washington et les médias de masse américains, aucune force américaine ne fut déployée sur le terrain en Libye avant l'intervention officielle des forces de l'OTAN. Ces clarifications furent faites suite aux critiques des pays comme le Venezuela ou la Russie. Ces pays affirmèrent que la CIA se opérait en Libye avant même que l'Operation Odyssey Dawn eut lieu. Jim Geraghty, réfuta cette accusation en soutenant la version des faits de Washington qui démentit toute tentative officieuse américaine d'intervenir en Libye. On parle ici en termes d'opérations secrètes de la CIA pour renverser Kadhafi.¹⁵¹ Cependant, une information circulant sur *Counter currents* nous apprit que les forces américaines furent sur le terrain depuis le tout début des opérations et avant même que l' « Operation Odyssey Dawn » ait débuté. Ces forces américaines seraient des éléments de la CIA qui, sous ordre d'Obama, aidèrent les rebelles en termes de logistiques et d'entraînement. L'article de Farroque Chowdhury disait que:

Obama has signed a secret order, known as presidential "finding", authorizing covert US support for anti-Gadhafi forces. An exclusive Reuters report informed

¹⁴⁹ Michael W. Doyle, "The Folly of Protection," *Foreign Affairs*, site internet <<http://www.foreignaffairs.com/articles/67666/michael-w-doyle/the-folly-of-protection>>, dernière mise à jour le 20/03/2012, visité le 21/06/2012.

¹⁵⁰ Barack Obama cité dans Dan Fastenberg, "The Libya Rational," *Time Magazine*, site internet <<http://thepage.time.com/2011/03/25/obama-to-make-libya-address>>, dernière mise à jour le 25/03/2011, visité le 20/06/2012, [traduction de l'auteur] Lorsque nos valeurs et nos intérêts sont menacés, nous avons la responsabilité d'agir. C'est ce qui est arrivé en Libye dans les six dernières semaines. Conscient du coût que peut valoir une intervention militaire, je reste convaincu que ne pas agir en Libye aurait valu un coût plus lourd pour l'Amérique.

¹⁵¹ Jim Geraghty, "Obama : No U.S. Forces on the Ground in Libya : Except for Those Guys," *Nationalreview*, site internet <<http://www.nationalreview.com/campaign-spot/262910/obama-no-us-forces-ground-libya-except-those-guys>>, dernière mise à jour le 23/03/2011, visité le 20/06/2012.

this development on the Libya front. Such “findings”, the report said, are a principal form of presidential directive used to authorize secret operations by the CIA. White House spokesman refrained from comment on the issue. The CIA declined to comment. So, the general public will have no clear idea about the step.¹⁵²

Cette information qui jeta le discrédit sur les motivations américaines à propos de l'intervention militaire en Libye, fut par la suite, confirmée par *ABC News*,¹⁵³ *The New York Times*¹⁵⁴ ou encore *Time Magazine*.¹⁵⁵ Ajouté à cela, le Qatar reconnut aussi avoir aidé les rebelles libyens avec l'envoi de quelques cinq mille forces spéciales.¹⁵⁶ L'implication directe des pays comme le Qatar ou la présence officieuse d'éléments de la CIA, attirèrent l'attention des médias alternatifs qui entrevirent un coup de main implicite provenant des pays étrangers. Selon Alew Newman dans un article publié dans *Global Research*, les médias de masse ne donnèrent pas assez d'explications sur la nature de la rébellion libyenne. Cela intervint au même moment lorsque le premier acte du CNT fut de mettre en place une nouvelle Banque Centrale et une nouvelle compagnie de pétrole. Cette banque et cette compagnie de pétrole reçurent l'accord des pays de l'OTAN pour vendre le pétrole libyen et aussi gérer l'argent du pays. Et toute cette structure fut mise en place alors que les combats « n'étaient qu'à leur apogée » selon Newman.¹⁵⁷

¹⁵² Farroque Chowdhury, "Empire's Overtly Covert Action in Libya," *Countercurrents.org*, site internet <<http://www.countercurrents.org/chowdhury010411.htm>>, dernière mise à jour le 01/04/2011, visité le 20/06/2012, [traduction de l'auteur] Obama a signé un ordre secret connu sous le nom de « *presidential finding* » autorisant un support officieux des États-Unis aux rebelles. Un rapport exclusif de *Reuters* a fait état de la signature de cet ordre. Le rapport disait qu'un tel ordre était une directive présidentielle autorisant des opérations secrètes de la CIA. Le porte-parole de la Maison Blanche s'est tenu de tout commentaire sur le sujet. La CIA ne veut pas s'exprimer sur la question. Donc l'opinion publique n'en saura rien des étapes de cette procédure.

¹⁵³ Jake Tapper, Jon Karl et Russell Goldman, "President Obama Authorizes Covert Help for Libyan Rebels," *ABC News*, site internet <<http://abcnews.go.com/International/president-obama-authorizes-covert-libyan-rebels/story?id=13259028#.T-Ch3hedD-U>>, dernière mise à jour le 30/03/2011, visité le 20/06/2012.

¹⁵⁴ Mark Mazzetti et Eric Schmitt, "C.I.A. Agents in Libya Aid Airstrikes and Meet Rebels," *The New York Times*, site internet <http://www.nytimes.com/2011/03/31/world/africa/31intel.html?_r=2&partner=rss&emc=rss>, dernière mise à jour le 30/03/2011, visité le 20/06/2012.

¹⁵⁵ Feifei Sun, "Reuters : Obama Authorized Covert Support for Libyan Rebels," *Time Magazine*, site internet <<http://thepage.time.com/2011/03/30/reuters-obama-authorized-covert-support-for-libyan-rebels>>, dernière mise à jour le 30/03/2011, visité le 20/06/2012.

¹⁵⁶ Ian Black, "Qatar Admits Sending Hundreds of Troops to Support Libya Rebels," *The Guardian*, site internet <<http://www.guardian.co.uk/world/2011/oct/26/qatar-troops-libya-rebels-support>>, dernière mise à jour le 26/09/2011, visité le 20/06/2012.

¹⁵⁷ Alex Newman "Libyan Rebels' Create Central Bank, Oil Company," *Global Research*, site internet <<http://www.globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=24308>>, visité le 14/04/2011, visité le 20/6/2012.

IV.3-Les évènements d'avril à octobre 2011 : Kadhafi et la Guerre de Libye.

Le mois d'avril témoigna d'une guerre réelle sur le terrain en Libye. Les forces rebelles sous la couverture militaire de l'OTAN furent en confrontation directe avec le régime de Kadhafi. Parallèlement, la guerre médiatique pesa considérablement sur l'évolution du conflit libyen. Louis Charbonneau sur *Reuters* rapporta que l'ambassadrice américaine à l'ONU, Susan Rice accusa les troupes de Kadhafi d'utiliser le viol des femmes comme une arme contre les populations. Selon Charbonneau, Rice avait voulu surtout faire savoir à la communauté internationale que le conflit libyen dépassait le cadre d'une simple guerre civile. Son objectif fut alors de persuader les pays réticents comme la Russie, la Chine et le Venezuela de soutenir les actions de l'OTAN en Libye.¹⁵⁸ Le procureur en chef de la Cour pénale internationale, Luis Moreno-Ocampo s'exprima à son tour. Il argumenta que: « *Now we are confirming that there was a policy to rape in Libya. The rape is a new attribute of his repression. [...] now we are more convinced. Apparently, he decided to punish, using rape* (Maintenant nous pouvons confirmer qu'il y avait une politique autorisant le viol en Libye. Le viol est un nouvel attribut de sa répression. [...] maintenant nous en sommes convaincus. Apparemment, il a décidé de punir ses adversaires en utilisant le viol)». ¹⁵⁹ *The Washington Post*, dans un article, soutenait les mêmes propos que Moreno-Ocampo, en relatant l'usage du viol par le camp Kadhafi contre les femmes.¹⁶⁰ Ces accusations survinrent après les témoignages de certaines femmes qui auraient été victimes de viol commis par les forces de Kadhafi. Un témoignage dans *The New York Times* raconta que:

During the attack they insulted people from the east. I was asking them, What did I do wrong? I didn't do anything, all I did wrong was being from the east. They told me, 'Where are the men from the east? Let them come and see what we do to their women. Let them see how we rape their women, and humiliate them.' They used weapons while having sex with me. Everything they did was bad, and they kept saying, 'We are the Qaddafis, we will stay in power.'¹⁶¹

¹⁵⁸ Louis Charbonneau, "U.S. Says Gaddafi Troops Raping, Issued Viagra, Envoys," *Reuters*, site internet <<http://www.reuters.com/article/2011/04/29/us-libya-usa-viagra-idUSTRE73R7N420110429>>, dernière mise à jour le 28/04 /2011, visité le 20/06/2012.

¹⁵⁹ Luis Moreno-Ocampo cité dans Chris Pollar, "Gaddafi Gives Troops Viagra for Mass Rape," *The Sun*, site internet <<http://www.thesun.co.uk/sol/homepage/news/3627393/Colonel-Gaddafi-gives-Libyan-troops-Viagra-for-mass-rapes.html>>, dernière mise à jour le 09/06/2011, visité le 20/06/2012.

¹⁶⁰ Elizabeth Flock, "Gaddafi Ordered Mass Rapes in Libya, ICC Prosecutor Says," *The Washington Post*, site internet <http://www.washingtonpost.com/blogs/blogpost/post/gaddafi-ordered-mass-rapes-in-libya-icc-prosecutor-says/2011/06/09/AG1D0TNH_blog.html>, dernière mise à jour le 09/06/2012, visité le 20/06/2012.

¹⁶¹ Robert Mackey, "Libyan Woman Describes Rape by Qaddafi Forces," *The New York Times*, site internet <<http://thelede.blogs.nytimes.com/2011/05/16/libyan-woman-describes-rape-by-qaddafi-forces/>>, dernière

Cependant, contrairement aux propos soutenus par Rice et Moreno-Ocampo, les troupes de Kadhafi ne furent en aucun cas les seules impliquées dans les viols d'après des informations relayées par les médias alternatifs. David Enders, dans un article publié dans *McClatchy*, rapporta des témoignages de femmes noires qui furent aussi violées par les rebelles de l'opposition dans des camps de réfugiés. Une femme noire témoigna que: « *You should be here in the evening, when they come in firing their guns and taking people. They don't use condoms, they use whatever they can find* (Il faut les voir le soir, quand ils tirent et prennent des gens. Ils n'utilisent pas de préservatifs, ils se servent de tout ce qu'ils trouvent)». ¹⁶²

Ces genres d'exactions commises par les rebelles ne figurèrent pas dans les propos de Washington ou des médias de masse. En revanche, cela permettait aux médias alternatifs de continuer d'alimenter leurs informations en se démarquant de la version gouvernementale des faits. Ces informations stipulèrent que les rebelles libyens agressèrent injustement des immigrants d'Afrique noire. La cause de ces agressions serait liée au fait que les rebelles considéraient les noirs comme des mercenaires à la solde de Kadhafi. Cependant, Amnesty International qui, au départ, soutenait les propos qui confirmaient l'utilisation du viol et de mercenaires d'Afrique noire (Afrique de l'ouest et Afrique centrale) par les troupes de Kadhafi, revint sur ses propos. Les enquêtes d'Amnesty International (AI) sous la direction de Donatella Rovera (Spécialiste d'Amnesty International pour les situations de crise qui, a passé trois mois en Libye) révélèrent qu'il n'y avait aucune preuve sur le terrain de l'utilisation de viol collectif par les troupes de Kadhafi. Elle affirma que : « *we have not found any evidence or a single victim of rape or a doctor who knew about somebody being raped (nous n'avons trouvé aucune preuve ni de viol ni de victime de viol ni même un docteur qui connaît une personne victime de viol)* ». Ces propos de Rovera furent défendus par Liesel Gertholtz (directrice de la section femme de Human Right Watch) qui raconta que « *We have not been able to find evidence (Nous n'avons trouvé aucune preuve)* ». Rovera argumenta, entre autres, que les noirs détenus, persécutés et souvent tués par les rebelles n'étaient pas des rebelles mais des

mise à jour le 16/05/2011, visité le 20/06/2012, [traduction de l'auteur] Durant l'attaque ils ont insulté les gens de l'est. Je leur ai demandé : « qu'avons-nous fait de mal ? Je n'avais rien fait de mal mon seul crime provenait du fait que je venais de l'Est. Ils m'ont dit, « Où sont vos hommes ? Qu'ils viennent voir ce qu'on fait à leurs femmes. Qu'ils viennent voir comment nous violons et humilions leurs femmes. Ils ont utilisé leurs armes pour me violer. Ce qu'ils faisaient était atroce, et ils disaient, « Nous sommes avec Kadhafi, nous allons rester au pouvoir. »

¹⁶² David Enders, "African Women Say Rebels Raped Them in Libyan Camp," *McClatchy Newspapers*, site internet < <http://www.mcclatchydc.com/2011/09/07/123403/african-women-say-rebels-raped.html>>, dernière mise à jour le 7/08/2011, visité le 20/06/2012.

« travailleurs ». Donc, pour elle, il n'y avait pas de preuves que Kadhafi utiliserait des mercenaires sur le terrain également. Rovera expliqua ainsi que l'histoire des viols provenait des dires des rebelles; de même que l'utilisation de l'aviation contre les manifestants. Selon elle, ces informations « étaient des légendes colportées par les médias » occidentaux.¹⁶³

De plus, Rovera décrivit une certaine xénophobie manifestée par les rebelles à l'encontre des noirs. D'après elle, cette situation mena à des arrestations et des meurtres des personnes de peau noire en Libye.¹⁶⁴ Rappelons qu'en Libye vivent aussi des Libyens de peau noire. Ceux-là aussi, furent l'objet d'attaques par les rebelles selon Rovera. Cela discrédite encore plus la version soutenue par Washington et les médias de masse comme *The New York Times* qui, depuis le début du conflit soutinrent la thèse selon laquelle Kadhafi utiliserait des mercenaires noirs venus d'Afrique sub-saharienne et centrale. Dans un documentaire sur la Libye, réalisé par Julien Teil et intitulé *La Guerre Humanitaire : Les Mercenaires de Kadhafi et la Division de l'Afrique*, la présidente d'AI France confirma le discours tenu par Rovera. Elle affirma que : « Aujourd'hui force est de constater qu'on n'a pas de preuve concrète d'utilisation de mercenaires par Kadhafi ».¹⁶⁵ Elle qualifiât alors ces informations de "rumeurs". Rappelons que par le passé, elle soutenait l'utilisation de mercenaires noirs par Kadhafi sur le plateau de *France 24*, le 22 février 2011.¹⁶⁶

Un article paru dans *Black Star News* expliqua qu'il y avait un génocide commis contre les noirs en Libye. Selon cet article, en Libye, les groupes rebelles avaient mis en place une brigade de traque des noirs sur le sol libyen. Cette brigade serait appelée la "Brigade de purge des esclaves" (Brigade for Purging Slaves). Cette brigade s'en prenait aux noirs arbitrairement en les emprisonnant, les exécutant sommairement, les torturant et en violant des femmes noires. Ceci aurait eu lieu principalement dans une ville reconnue pour abriter beaucoup de noirs : Tawergha. L'article rappela le mutisme de Washington sur cette question et évoqua la reconnaissance du premier ministre du CNT Jibril concernant

¹⁶³ Patrick Cocburn, "Amnesty Questions Claim that Gaddafi Ordered Rape as Weapon of War," *The Independent*, site internet <<http://www.independent.co.uk/news/world/africa/amnesty-questions-claim-that-gaddafi-ordered-rape-as-weapon-of-war-2302037.html>>, dernière mise à jour le 24/06/2011, visité le 20/06/2012.

¹⁶⁴ Richard Seymour, "Libya's Spectacular Revolution Has Been Disgraced by Racism," *The Guardian*, site internet <<http://www.guardian.co.uk/commentisfree/2011/aug/30/libya-spectacular-revolution-disgraced-racism>>, dernière mise à jour le 30/09/2011, visité le 20/06/2012.

¹⁶⁵ Julien Teil, "La Guerre Humanitaire : Les Mercenaires de Kadhafi et la Division de l'Afrique," *Global Research TV*, 2011, site internet <<http://www.laguerrehumanitaire.fr>>, dernière mise à jour le 10/09/2011, visité le 23/07/2012.

¹⁶⁶ *Ibid.*

ces actes. L'article rapporta que Jibril s'était prononcé sur le sujet en argumentant que : « *Regarding Tawergha my own viewpoint is that nobody has the right to interfere in this matter except the people of Misurata [the ones committing the atrocities]* (mon point de vue concernant Tawergha est que personne d'autre n'a le droit d'interférer dans cette affaire excepté les gens de Misurata [ceux qui commettent les atrocités sur les noirs]) ». ¹⁶⁷ Ce passage démontre que le CNT était bien au courant des attaques contre les immigrés noirs mais aussi contre les noirs libyens. Cependant, il n'était pas intervenu pour mettre fin à ces pratiques.

IV.3.1-Les affiliations de certains groupes rebelles.

Une des images véhiculées par les médias de masse lors de la Guerre de Libye fut de faire passer les rebelles du CNT pour une force d'opposition légitime (une force d'opposition seulement motivée par des ambitions de démocratie et de liberté) faisant face à la dictature de Kadhafi. En effet, les médias de masse dans leurs reportages, donnaient l'impression que Kadhafi était abandonné par son peuple. Or, cette vision peut ne pas être partagée. Si l'on tient compte de la réalité du terrain, on pourrait en venir à une conclusion tout à fait différente. Par exemple, le 1^{er} juillet, une manifestation en soutien à Kadhafi et contre l'intervention de l'OTAN avait rassemblé un million sept cent mille personnes sur la place verte à Tripoli. ¹⁶⁸ Rappelons que la Libye compte en tout six millions d'habitants. Même si cette manifestation ne fit pas le tour des médias de masse, force est de reconnaître qu'elle nous donna une tout autre vision du conflit libyen.

Quelques temps après la mise en place du CNT et l'avancée militaire des rebelles sur le terrain, des informations concernant leurs identités et leurs affiliations furent dévoilées au grand jour. L'affiliation d'une partie des rebelles à Al-Qaida et au terrorisme commença ainsi à redessiner une nouvelle image des rebelles. Un chef rebelle du nom d'Abu Sufian Ibrahim Ahmed Hamuda Bin Qumu qui dirigeait la Brigade de Darnah fut aussi membre de groupes radicaux proches d'Al-Qaida. Après avoir passé six ans de sa vie enfermé à Guantanamo, il en sortit et devint un membre influent de la révolution libyenne. Holly Watt, dans un article sur *The Guardian*, rapporta que selon un câble *Wikileaks* datant

¹⁶⁷ Milton Allimadi, "Massacre of Blacks in Libya by NATA-backed Rebels Continues As World Watches," *Black Star News*, site internet <<http://www.blackstarnews.com/news/135/ARTICLE/7623/2011-09-13.html>>, dernière mise à jour le 13/09/2011, visité le 21/06/2012.

¹⁶⁸ Réseau Voltaire, "1^{er} juillet 2011 : manifestation monstre à Tripoli," *Voltairenet.org*, site internet <<http://www.voltairenet.org/1er-juillet-2011-manifestation>>, dernière mise à jour le 02/07/2011, visité le 10/04/2012.

de 2005, Qumu fut très probablement un membre d'Al-Qaida comme en atteste ce passage :

In a newly disclosed file by WikiLeaks that was written in 2005, Abu Sufian Ibrahim Ahmed Hamuda Bin Qumu was identified as a 'probable member of Al Qaida and a member of the African Extremist Network'. The revelation will raise concerns about the range of factions fighting Gadaffi in Libya, some of whom have been associated with Al Qaeda. Qumu was previously a member of the Libyan Islamic Fighting Group, but allegedly left the proscribed group in 1998 to join the Taliban. In the report, US investigators classified Qumu as a 'medium to high' risk because he was likely to pose a threat to the US, its interests and allies'.¹⁶⁹

Dans une publication de *The Wall Street Journal* datant du 2 mai 2011, Charles Levinson revint lui aussi sur les liens entre Al Qaida et le CNT. Il dit ceci :

Two former Afghan Mujahedeen and a six-year detainee at Guantanamo Bay have stepped to the fore of this city's [Darna] military campaign, training new recruits for the front and to protect the city from infiltrators loyal to Col. Moammar Gadhafi. Abdel Hakim al-Hasady, an influential Islamic preacher and high-school teacher who spent five years at a training camp in eastern Afghanistan, oversees the recruitment, training and deployment of about 300 rebel fighters from Darna. Mr. Hasady's field commander on the front lines is Salah al-Barrani, a former fighter from the Libyan Islamic Fighting Group, or LIFG, which was formed in the 1990s by Libyan mujahedeen returning home after helping to drive the Soviets from Afghanistan and dedicated to ousting Mr. Gadhafi from power. Sufyan Ben Qumu, a Libyan army veteran who worked for Osama bin Laden's holding company in Sudan and later for an al Qaeda-linked charity in Afghanistan, is training many of the city's rebel recruits.¹⁷⁰

¹⁶⁹ Holly Watt, "WikiLeaks : Guantanamo Detainee is Now Libyan Rebel Leader," *The Telegraph*, site internet <<http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/wikileaks/8472816/WikiLeaks-Guantanamo-detainee-is-now-Libyan-rebel-leader.html>>, dernière mise à jour le 26/04/2011, visité le 20/06/12, [traduction de l'auteur] Dans un dossier rendu public par *WikiLeaks* en 2005, Abu Sufian Ibrahim Ahmed Hamuda Bin Qumu était identifié comme « un membre probable d'Al Qaida et un membre du réseau extrémiste africain. » Cette révélation éveillera des soupçons sur la nature des forces qui combattent Kadhafi en Libye étant donné que certaines d'entre elles ont été associées avec Al Qaida. Qumu était un membre du Groupe islamique de combat libyen, mais il aurait quitté ce groupe en 1998 pour rejoindre les Talibans. Dans le rapport, les enquêteurs américains ont classifié Qumu comme étant un risque « moyen voir élevé » dû au fait qu'il est considéré comme « une menace potentielle pour les États-Unis, ses intérêts et ses alliés ».

¹⁷⁰ Charles Levinson, "Ex-Mujahedeen Help Libyan Rebels," *The Wall Street Journal*, site internet <<http://online.wsj.com/article/SB10001424052748703712504576237042432212406.html>>, dernière mise à jour le 02/04/2011, visité le 17/07/2012, [traduction de l'auteur] Deux anciens moudjahidines afghans et un ancien détenu qui fut emprisonné à Guantanamo pendant 6 ans sont impliqués dans la campagne militaire. Ils sont chargés de la formation de nouvelles recrues pour les rebelles et de protéger la ville des infiltrés loyaux à col. Mouammar Kadhafi. Abdel Hakim al-Hasady, un très influent prêcheur musulman et enseignant du secondaire qui avait passé cinq ans dans les camps d'entraînements en Afghanistan, supervise le recrutement, la formation et le déploiement de 300 rebelles à partir de Darna. Le commandant de M. Hassady se nomme Salah al-Barrani, un ancien combattant du Groupe Islamique Combattant Libyen qui, fut formé dans les années 1990 par des mujahidin libyens qui revinrent au bercail après avoir aidé à chasser les soviétiques d'Afghanistan. Sufyan Ben Qumu, un vétéran de l'armée libyenne qui travailla pour la compagnie d'Ossama Ben Laden au Soudan et qui servit au sein d'une fondation de charité liée à Al Qaida en Afghanistan, s'occupe de la formation de beaucoup de nouvelles recrues du côté des rebelles.

Un autre document officiel certifiant de la présence d'al Qaida au sein des rebelles, est les Sinjar Records. Les Sinjar Records étaient des documents d'Al Qaida récupérés par les services secrets américains en 2007. Ils furent analysés par le Centre de lutte contre le terrorisme de l'Académie militaire américaine siégeant à West Point. Le rapport qui avait été fait à la suite ces analyses nota que Darnah et Benghazi abritaient respectivement 60 et 23 pour cent des terroristes d'Al Qaida venant de la Libye. Ces deux zones accueillait également le Groupe islamique combattant libyen (GICL/Libyan Islamic Fighting Group) qui, selon le rapport, était affilié à Al Qaida. Le même rapport disait que lors de la guerre d'Irak, 79 pour cent des combattants étrangers se battant pour Al Qaida vinrent de la Libye et principalement de ces deux localités.¹⁷¹ Darnah et Benghazi étaient historiquement connus pour leur hostilité envers Kadhafi. Cet espace géographique fut à l'origine de la plupart des mouvements radicaux contre le régime de Kadhafi selon Alexander Cockburn dans un article sur *The Week*.¹⁷² Mais ici, la chose plus surprenante encore fut la présence du Groupe islamique combattant libyen (qui fut désigné par les services secrets américains comme une filiale d'Al Qaida) au sein des rebelles combattant Kadhafi sous l'OTAN.

D'après John Rosenthal dans *National Review*, des éléments d'Al Qaida ont participé à tous les assauts majeurs contre Kadhafi et leur présence sur le terrain était connue de tous. IL raconta que:

Sightings of the black al-Qaeda flag flying atop the courthouse of Benghazi only days after the declared "liberation" of Libya on October 23 have raised concerns about the role being played by the Islamic terror organization in post-Qaddafi Libya. The appearance of the al-Qaeda flag over the Benghazi courthouse has been generally spun by commentators in the Western media as a sign that Islamic extremists are now rushing to fill the "vacuum" left by the fall of the ancient regime in Libya. But the Echorouk report and the accompanying photo indicate that anti-Qaddafi forces in fact fought under the "Islamic Caliphate" banner in the decisive battle of the rebellion.¹⁷³

¹⁷¹ Joseph Felter et Brian Fishman, "Al-Qaeda's Foreign Fighters in Iraq," *Combating Terrorism Center at Westpoint*, site internet <<http://tarpley.net/docs/CTCForeignFighter.19.Dec07.pdf>>, dernière mise à jour le 04/11/2011, visité le 20/04/2012.

¹⁷² Alex Cockburn, "Libya Rebels : Gaddafi Could be Right About al-Qaeda," *The Week*, site internet <<http://www.theweek.co.uk/politics/6801/libya-rebels-gaddafi-could-be-right-about-al-qaeda>>, dernière mise à jour le 24/03/2011, visité le 21/06/2012.

¹⁷³ John Rosenthal, "Anti-Qaddafi Forces Flew al-Qaeda Flag During Siege of Sirte," *National Review*, site internet <<http://www.nationalreview.com/corner/281760/anti-qaddafi-forces-flew-al-qaeda-flag-during-siege-sirte-john-rosenthal>>, dernière mise à jour le 31/09/2011, visité le 17/07/2012, [traduction de l'auteur] La présence du drapeau noir d'Al Qaida qui flottait au dessus d'un tribunal à Benghazi quelques jours après la "libération" du 23 octobre, fut l'objet de beaucoup d'interrogations sur le rôle que jouera cette organisation terroriste dans la Libye post-Kadhafi. La présence du drapeau d'Al Qaida sur le tribunal de Benghazi fut

Cette même information fut confirmée par beaucoup d'autres sources comme Alex Jones.¹⁷⁴ Si ces révélations font part de la présence effective d'Al Qaida parmi les rebelles, elles donnent aussi du crédit à la thèse de Piccinin selon laquelle, la révolte libyenne a été récupérée par des groupes opposés à Kadhafi. Sur ce, une explication de ce point de vue nous amène à croire que la révolte libyenne n'était pas principalement l'œuvre de civils, mais de combattants islamistes et autres groupes opposés au régime.

IV.4-La mort de Kadhafi :

Le mois d'octobre 2011 marqua la fin des combats sur le terrain entre les forces loyalistes et les rebelles. L'épreuve de force tourna en faveur des rebelles. C'est dans ces circonstances que le 20 octobre 2011, Barry Malone, rapporta la mort de Kadhafi dans *Reuters*. Il fit état de conditions mystérieuses dans lesquelles survint la mort du dirigeant libyen.¹⁷⁵ La mort de Kadhafi donna lieu à plusieurs interprétations contradictoires entre les médias de masse et les médias alternatifs. Les premiers parlèrent d'une mort survenue lors d'une fusillade entre loyalistes et rebelles après que ces derniers mirent la main sur Kadhafi. On peut constater cela à travers cet article paru dans *CNN* qui décrit la mort de l'ancien leader libyen comme telle:

Gadhafi was captured alive and unharmed as troops from the National Transitional Council overran his hometown of Sirte on Thursday, [...] But a gun battle erupted between transitional council fighters and Gadhafi's supporters as his captors attempted to load him into a vehicle, ... leaving Gadhafi with a wound to his right arm. More shooting erupted as the vehicle drove away, and Gadhafi -- who ruled Libya for nearly 42 years before rebel forces overthrew him in August -- was hit in the head ...Gadhafi died moments before arriving at a hospital in Misrata.¹⁷⁶

souvent interprétée par les médias occidentaux comme étant la volonté des islamistes radicaux d'occuper le vide laissé par l'ancien régime. Mais le Rapport Echorouk ainsi que les photos qu'il publia, prouvent que les rebelles se sont battus sous la bannière islamique dans la bataille décisive de la rébellion.

¹⁷⁴ Alex Jones, "Infowars Special Report : Al Qaeda Takes Libya," *Infowars*, site internet <<http://www.infowars.com/infowars-special-report-al-qaeda-takes-libya>>, dernière mise à jour le 30/08/2011, visité le 17/07/12.

¹⁷⁵ Barry Malone, "Gaddafi killed in hometown, Libya eyes future," *Reuters*, site internet <<http://www.reuters.com/article/2011/10/20/us-libya-idUSTRE79F1FK20111020>>, dernière mise à jour le 20/09/2011, visité le 21/06/2012.

¹⁷⁶ Moni Basu and Matt Smith, "Gadhafi killed in crossfire after capture, Libyan PM says," *CNN*, site internet <http://articles.cnn.com/2011-10-20/africa/world_africa_libya-war_1_libyan-people-moammar-gadhafi-gadhafi-aide?s=PM:AFRICA>, dernière mise à jour le 20/09/2011, visité le 21/06/2012, [traduction de l'auteur] Kadhafi fut capturé vivant et indemne lorsque les troupes du CNT prirent d'assaut sa ville d'origine Sirte le jeudi, [...] Mais des coups de feu furent échangés entre les troupes du CNT et les forces loyalistes de Kadhafi quand ses envahisseurs tentaient de l'embarquer dans une voiture ... Kadhafi fut blessé à la main. D'autres coups de feu s'en suivirent lorsque la voiture s'éloignait et Kadhafi, qui avait dirigé la Libye pendant près de 42 ans avant que les forces rebelles ne le renversent en août – recevait une balle dans la tête ... Kadhafi est décédé quelques instants avant son arrivée à l'hôpital de Misrata.

Par ailleurs, la mort de Kadhafi éveilla quelques soupçons auprès des médias alternatifs à l'encontre des rebelles. On parlait plus d'assassinat que de mort accidentelle. Cette tendance était visible dans la vidéo de Tracey Shelton sur les derniers instants du dirigeant libyen. Cet enregistrement ne témoigna d'aucune série d'échanges de coups de feu entre les loyalistes et les rebelles après la capture de Kadhafi. Par contre, on aperçoit le dirigeant libyen lynché par une foule de rebelles. La vidéo montra même Kadhafi en train de se faire sodomiser par un rebelle muni d'un instrument qui ressemble à un bâton de plastique. Par la suite, le dirigeant libyen fut retrouvé mort avec deux balles dans la tête tirée à bout portant d'après les dires de Shelton.¹⁷⁷ En somme, selon ces sources, Kadhafi aurait été assassiné par les rebelles.

Conclusion :

Les mouvements de soulèvements en Libye ont été utilisés comme moyen pour faire tomber le régime de Kadhafi. Les points discutés dans ce chapitre nous ont démontré que la Guerre de Libye était faite sur de fausses allégations : sa justification humanitaire ne tient pas. Cette intervention était déjà planifiée par Washington, bien avant l'émission du mandat de l'ONU faisant office de lancement des opérations militaires. Pour preuve, des agents américains se trouvaient sur le terrain pour former les rebelles libyens.

Les médias de masse américains ont été les acteurs clés dans la mise en place d'une idéologie justificative de cette guerre à travers une forte manipulation médiatique. Les interventions de Madame Rovera ou encore de M. Gouyette rendent compte de la réalité sur le terrain. Ainsi, les médias de masse ont fortement influencé l'opinion publique par la diffusion d'informations fausses et manipulatrices de l'opinion publique.

L'une des grandes incompréhensions de cette guerre résidait aussi dans la présence, au sein des rebelles, des fractions d'Al-Qaida. Ceci consolide les propos de Kadhafi qui disait, au début de la guerre, qu'Al-Qaida était aussi derrière les attaques subies par son régime. Ce fait appuie encore les arguments de Peccinin qui affirmait que la révolte civile

¹⁷⁷ Tracey Shelton, "Gaddafi sodomized: Video shows abuse frame by frame (GRAPHIC)," *Global Post*, site internet <<http://www.globalpost.com/dispatch/news/regions/middle-east/111024/gaddafi-sodomized-video-gaddafi-sodomy>>, dernière mise à jour le 24/08/2011, visité le 21/06/2012.

libyenne avait pris fin après la libération de Terbil et que ce qui s'en suivit était une instrumentalisation de ce mouvement par des forces islamistes radicales (longtemps combattu par Kadhafi) et d'autres hostiles au régime. Rappelons que la Libye est un pays fortement divisé entre clans qui recherchent chacun de leur côté plus de pouvoir et d'intérêt sur les autres.

Chapitre V: La Guerre Humanitaire

We seem to have forgotten the essential elements of the Reagan Administration's success: a military that is strong and ready to meet both present and future challenges; a foreign policy that boldly and purposefully promotes American principles abroad; and national leadership that accepts the United States' global responsibilities [...] America has a vital role in maintaining peace and security in Europe, Asia, and the Middle East. The history of the 20th century should have taught us that it is important to shape circumstances before crises emerge [...] The history of this century should have taught us to embrace the cause of American leadership.¹⁷⁸

Project for a New American Century, 1997.

Introduction.

Ce chapitre a pour principale finalité de critiquer et de démontrer les contradictions de cette guerre humanitaire de Washington via l'OTAN. On tentera de mettre en avant les réelles motivations derrière la Guerre de Libye. Cette guerre permit aux pays de l'OTAN d'avoir une mainmise sur le secteur du pétrole libyen. Par conséquent, on soutiendra que l'intervention militaire de l'OTAN était motivée par des raisons économiques, géopolitiques mais non humanitaires. Le point commun entre l'agenda militaire américain et celui de l'OTAN est que, tous deux sont dans une logique de promouvoir les intérêts des multinationales. C'est dans ce contexte qu'on peut comprendre la convergence des médias de masse américains, européens et arabes dans la mise en place d'une justification de cette intervention. N'oublions pas également que comme Chomsky l'a dit, les médias de masse sont eux aussi des entreprises servant les intérêts d'un groupe de personnes ou d'une classe sociale. En somme, ce sont les multinationales qui profitent de toutes ces guerres.

L'opération militaire de l'OTAN en Libye en 2011, suite à la révolution populaire, a mis fin au régime de Kadhafi. La direction du pays a été relayée par le CNT qui était mondialement reconnu comme étant le gouvernement légitime libyen. Cependant, la guerre a eu des conséquences dramatiques ; notamment en raison du nombre élevé de pertes en vies humaines. On compte 30 000 bombes et 60 000 morts ; soit une estimation de 200 bombes par jour pendant six mois et deux libyens tués par bombe. Tel fut le résultat de la

¹⁷⁸ PROJECT FOR THE NEW AMERICAN CENTURY "Project for the New American Century : Statement of Principles," site internet <<http://www.newamericancentury.org/statementofprinciples.htm>>, dernière mise à jour le 03/06/1997, visité le 02/05/2012,[traduction de l'auteur] Il semblerait que nous ayons oublié les éléments essentiels qui ont fait le succès de l'administration Reagan à savoir une armée forte et prête à relever tous les défis ; une politique étrangère qui défend les valeurs américaines à l'étranger; et un leadership national qui prend en compte la responsabilité des États-Unis vis-à-vis du monde [...] L'Amérique a un rôle incontournable dans le maintien de la paix et la sécurité en Europe, en Asie, et au Moyen-Orient. L'histoire du 20^{ème} siècle nous a appris qu'il est important de s'adapter avant que les crises n'émergent. [...] l'histoire de ce siècle doit nous apprendre à promouvoir le leadership américain.

« guerre humanitaire».¹⁷⁹ On constate ainsi un résultat assez déplorable que l'on pourrait très clairement qualifier de « désastre humanitaire.»

Dans une tentative de comprendre les motivations derrière cette guerre, dans ce chapitre, nous aborderons cette «intervention humanitaire » avec une vision critique de ses enjeux, de sa couverture médiatique ou encore de ses différents acteurs impliqués (une partie des rebelles et l'autre partie des américains). On se posera également quelques questions fondamentales pour comprendre la situation. Qui étaient les rebelles du CNT ? Y avait-il une aide extérieure pour soutenir les rebelles ? Comment la résolution onusienne menant à l'intervention avait-elle été décidée ? Quels rapports entretenaient les membres du CNT avec la LLDL ? Quelle évaluation pouvons-nous faire aujourd'hui de l'implication américaine dans cette guerre ? Les objectifs assignés à l'OTAN par l'ONU à travers la résolution 1973 avaient-ils été respectés? L'OTAN avait-elle d'autres objectifs autres que ceux de protéger les civils ?

Tout au long de ce chapitre, nous prendrons également soin d'évoquer les omissions auxquelles les médias ont souvent recours en transmettant les informations aux populations. Nous nous attarderons sur la manière dont l'information est livrée par les médias.

V.1- Qui dirigent les branches politiques et militaires du CNT ?

Les branches politiques et militaires du CNT sont composées d'opposants politiques et d'anciennes personnalités qui ont servi Kadhafi au sein de l'armée ou de son gouvernement. Ceci fut le cas pour Mustapha Mohammed Abud Al-Jalil, le président actuel du CNT. En effet, avant de rejoindre l'opposition au début de la révolution en février 2011, il fut le ministre de la Justice du dirigeant libyen. Puis, il se fit remarquer par ses critiques contre Kadhafi concernant le non respect de ce dernier envers les droits de l'homme. Ce fut aussi lui qui fut à l'origine des allégations accusant le régime de Kadhafi d'avoir eu recours à l'aviation contre son propre peuple et d'avoir fait usage de mercenaires contre la rébellion. Un article paru dans le *Daily Mail*, nous rapporta les propos d'Al-Jalil accusant Kadhafi d'avoir personnellement ordonné l'attentat de Lockerbie. Jalil s'exprima ainsi : « *I have proof that Gaddafi gave the order about*

¹⁷⁹ Thomas C. Mountain, "One Hell on Humanitarian Mission," *Counterpunch*, site internet <<http://www.counterpunch.org/2011/09/02/30000-bombs-over-libya>>, dernière mise à jour le 02/09/2011, visité le 21/06/2012.

Lockerbie (j'ai des preuves que Kadhafi avait ordonné l'attentat de Lockerbie) ». ¹⁸⁰ Selon le même article, Al-Jalil quitta le gouvernement de Kadhafi à cause de la violente répression du régime contre les manifestants.

Cependant, l'image du président du CNT fit à l'époque l'objet de beaucoup de réserves dans les médias alternatifs. Selon Franklin Lamb (journaliste américain) qui traita de la Guerre de Libye dans *Counterpunch*, Al-Jalil fut impliqué dans les activités dites « terroristes » de Kadhafi car il faisait toujours partie du gouvernement du chef libyen et ce, jusqu'en février 2011. Lamb rappela qu'Al-Jalil fut nommé ministre de la Justice après qu'il eut retenu la peine de mort contre un docteur palestinien du nom d'Asharaf al-Hujuj et six infirmières bulgares dont Kristiyana Valtcheva, Nasya Nenova, Valentina Siropulo, Valya Cherveniyashka, and Snezhana Dimitrova, le 19 décembre 2006. Cette condamnation intervint dans le cadre du procès des "six de Benghazi" dans lequel les personnes précédemment citées, furent accusées d'avoir administrer à des enfants libyens des injections contenant le virus du HIV. ¹⁸¹ Lamb prit ce procès comme une provocation de la part de Kadhafi à l'encontre d'Israël, et témoigna de la mise en scène du procès ainsi qu'il suit :

Jalil knew the defendants were innocent and had been regularly and severely tortured during years of incarceration and forced into making false confessions which they later recanted. He also knew that the families of the false government witnesses against the "Benghazi Six" had been threatened with death if their relative failed to testify that it was the defendants who injected 426 Libyan children with HIV at the al-Fateh hospital in Benghazi. ¹⁸²

Lamb en déduisit que la personne de Jalil n'était pas crédible quant à ses positions face à la défense des droits de l'homme. Pierre Piccinin, professeur d'histoire et de sciences politiques en Belgique, s'exprima sur la crise libyenne et rappela qu'en 2010 Al-Jalil fut poursuivi par AI pour violation des droits de l'homme. Il affirma que: « *le*

¹⁸⁰ Gerri Peev, "Gaddafi 'Personally Gave Order for Lockerbie Bombing' and I Have PROOF, Claims Dictator's Former Justice Minister," *The Daily Mail*, site internet <<http://www.dailymail.co.uk/news/article-1359910/Libyas-Gaddafi-DID-personally-order-Lockerbie-bombing-claims-Justice-minister.html>>, dernière mise à jour le 24/02/2012, visité le 22/06/2012.

¹⁸¹ Franklin Lamb, "Will the UN Insist on Fair Trials for Ex-Regime Loyalists in Libya?," *Counterpunch*, site internet <<http://www.counterpunch.org/2011/11/22/will-the-un-insist-on-fair-trials-for-ex-regime-loyalists-in-libya>>, dernière mise à jour le 22/11/2011, visité le 22/06/2012.

¹⁸² *Ibid.*, [traduction de l'auteur] Jalil savait que les accusés étaient innocents et qu'ils avaient été torturés pour qu'ils fassent de faux aveux (qu'ils ont démenti après). Il savait aussi que les familles des témoins qui appartenaient au faux gouvernement (au procès) avaient été menacées de mort sur leurs proches s'ils ne pouvaient pas prouver que c'était les accusés qui étaient coupable de l'injection de 426 enfants libyens avec le virus du HIV à l'hôpital al-Fateh de Benghazi.

président du CNT, Mustapha Mohammed Abud Al-Jalil, était l'un des plus effroyables responsables des violations des droits humains en Afrique du Nord». ¹⁸³ Alors comment quelqu'un qui a été une pièce maîtresse dans le système politique de Kadhafi avec à son actif de graves violations de droits de l'homme peut-il se présenter comme défenseur de ces mêmes droits ?

Hormis Al-Jalil, un autre membre du CNT, Khalifa Hifter était un élément important du dispositif militaire du CNT. Hifter fit son apparition dans le camp de rebelles du CNT après le début des insurrections le 14 mars 2011. Chris Adams, journaliste pour *McClatchy Newspapers*, revint sur le parcours d'Hifter dans son article *Libyan rebel leader spent much of past 20 years in suburban Virginia*. L'article déclara que le nouveau commandant de l'armée du CNT fut un ancien haut gradé de l'armée de Kadhafi qui quitta le pays dans les années 1990, pour aller vivre aux États-Unis dans une banlieue de la Virginie. Son départ pour les États-Unis fut causé par son désaccord avec Kadhafi lors de la guerre du Tchad. ¹⁸⁴ Par ailleurs, dans un article paru dans *Empire Strikes Black*, on s'étonna que les médias institutionnels ne fassent pas allusion à une connexion d'Hifter avec la CIA. L'article argumenta que:

To those who can read between the lines, this profile is a thinly disguised indication of Hifter's role as a CIA operative. How else does a high-ranking former Libyan military commander enter the United States in the early 1990s, only a few years after the Lockerbie bombing, and then settle near the US capital, except with the permission and active assistance of US intelligence agencies? Hifter actually lived in Vienna, Virginia, about five miles from CIA headquarters in Langley, for two decades. ¹⁸⁵

L'affiliation d'Hifter à la CIA fut déjà évoquée et ce, depuis 2001 par Pierre Péan dans son livre *Manipulations Africaines*. Selon Péan, les relations entre Hifter et la CIA entraient dans le cadre d'une tentative de renversement de Kadhafi par Ronald Reagan

¹⁸³ Pierre Piccinin, "Les Démons et les Ombres du 'Printemps Arabe'," *Le Soir*, site internet <http://www.lesoir.be/debats/cartes_blanches/2011-08-22/les-demons-et-les-ombres-du-printemps-arabe-857944.php>, dernière mise à jour le 22/08/2011, visité le 22/06/2012.

¹⁸⁴ Chris Adams, "Libyan rebel leader spent much of past 20 years in suburban Virginia," *McClatchy Newspapers*, site internet <<http://www.mcclatchydc.com/2011/03/26/111109/new-rebel-leader-spent-much-of.html>>, dernière mise à jour le 26/03/2012, visité le 22/06/2012.

¹⁸⁵ Patrick Martin, "A CIA Commander for the Libyan Rebels," *Empirestrikesblack*, site internet <<http://empirestrikesblack.com/2011/03/a-cia-commander-for-the-libyan-rebels>>, dernière mise à jour le 28/03/2011, visité le 22/04/2012, [traduction de l'auteur] Pour ce qui savent lire entre les lignes, ce profil est un camouflage indiquant le rôle d'Hifter en tant qu'agent de la CIA. Sinon comment expliquer qu'un ancien commandant de l'armée libyenne puisse entrer aux États-Unis dans les années 1990, quelques années seulement après l'explosion de Lockerbie et puisse s'installer près de la capitale américaine à moins qu'il ait la permission et l'autorisation des services de renseignement américains ? Hifter vivait à Vienne, Virginie, à quelques kilomètres du quartier général de la CIA à Langley pendant deux décennies.

dans les années 1980. Premier président américain à signer une "*presidential finding*" autorisant l'élimination de Kadhafi par la CIA (selon Péan), Reagan mit en place un dispositif militaire au Tchad pour tenter de renverser Kadhafi. Pour ce faire, il donna son appui à Hissène Abré (chef rebelle considéré auparavant comme terroriste par les Américains) pour renverser Goukouni Oueddei (qui était président du Tchad et favorable à Kadhafi).¹⁸⁶ Péan affirma alors que :

Tous les moyens vont effectivement être mis en œuvre pendant la décennie 80 pour tuer ou renverser le colonel Kadhafi... L'action américaine la plus dure et la plus humiliante pour Kadhafi est la formation par la CIA d'une force militaire constituée de prisonniers libyens aux mains d'Hissène Habré... Cette force de « contras » libyens (appelée force Haftar) avait pour but avoué de renverser Kadhafi... Dans leur traque, les Américains seront aidés constamment par le Maréchal Mobutu, qui ira même jusqu'à prêter une de ses bases militaires à la CIA qui y formera les Libyens de la force Haftar.¹⁸⁷

Khalifa Hifter fut l'un des officiers libyens à avoir été capturé durant la guerre du Tchad et fit donc partie de la force Haftar, qui fut dissoute après la prise du pouvoir au Tchad par Habré en juin 1982.¹⁸⁸ C'est alors que Hifter décida de partir aux États-Unis pour vivre en Virginie. En somme, selon les différents points de vue abordés plus haut, Hifter serait un agent de la CIA et sa présence à la tête de l'armée du CNT ne manqua pas de rappeler l'implication de la CIA dans les affaires libyennes.

V.2-Le rôle des ONG.

Le rôle qu'ont joué les ONG dans l'intervention militaire en Libye fut d'une ampleur considérable. Rappelons que ce sont les allégations faites par la LLDL à travers la personne de Dr. Boucheghir qui ont conduit à l'intervention de l'OTAN. A la clé, il y eut une pétition de quelques soixante-dix ONG pour les droits de l'homme qui a conduit à la résolution onusienne et débouché sur une intervention militaire sous couverture de l'OTAN.

Julien Teil, dans un entretien intitulé *Humanitarian War There is no Evidence*, revint sur les déclarations faites par le Dr. Boucheghir. Il lui demanda comment il avait réussi à recueillir ses informations sur les crimes, les viols commis par Kadhafi durant la guerre. Boucheghir répondit :

¹⁸⁶ Pierre Péan, *Manipulations Africaines : Qui sont les vrais coupables de l'attentat du vol UTA 772 ?* (Paris : Plon, 2001), 28-31.

¹⁸⁷ *Ibid.*

¹⁸⁸ *Ibid.*

The is no way [to verify those allegations]. You know the libyan government never gives information on Human Rights. [...] So an evaluation has to be done...I did not get this information from just anyone... I got it from the Libyan Prime Minister on the other side [Mahmoud Jibril], so from the National Transitional Council. [...] He is the one that stated and gave these numbers. I used them with some precaution. [...] There is no evidence. What I can tell you is that there is no... there are no documents.¹⁸⁹

Julien Teil interrogea Boucheghir sur la question concernant les membres du CNT, à savoir s'il y avait des membres du CNT qui étaient membres aussi de la LLDL. Ce dernier rétorqua que :

Yes there is Mr Zeidan. He is a member of the League but he is no longer a member of the Transitional Council. But he was a member till March. You know, the people in the government, we were part of the same group! They're members of the Human Rights League...the Media Minister, the Education Minister, the Oil and Finance Minister, there are members of our League! Until now they're members of our Human Rights League. Mr Shammam [Media Minister], Mr Tahrouni [Education Minister] is a friend, Mr Shammam is also a friend.¹⁹⁰

Une analyse de ces deux passages du Dr Boucheghir nous fait comprendre que les informations ayant conduit à l'intervention de l'OTAN venaient directement de l'opposition libyenne. Ces informations qui ne présentaient pas de preuves à l'appui furent utilisées par l'ONU sans enquête préalable. Le résultat fut donc le déclenchement de la guerre qui mit fin au régime de Kadhafi. On apprit aussi qu'il y eut une forte connexion entre les membres du CNT et de la LLDL. Certains membres du CNT étaient aussi membres de la LLDL. Ce qui amena Teil à se demander si, en face d'une telle complicité entre les membres du CNT et de la LLDL, il ne serait pas prudent de prendre ses précautions quant aux informations fournies par ces deux instances. Il s'étonna alors qu'on puisse attaquer un pays sur la base d'allégations non prouvées et sans enquête préalable. Mais qui plus est, Teil s'étonna surtout que les médias de masse n'eurent jamais rapporté

¹⁸⁹ Julien Teil, "Video : Libya : The Humanitarian War There is no Evidence, *Global Research*, site internet <<http://globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=27101>>, dernière mise à jour le 15/09/2011, visité le 22/06/2012, [traduction de l'auteur] Il n'y a aucun moyen [de vérifier ces allégations]. Tu sais le gouvernement libyen ne donne jamais d'information sur les droits de l'homme. [...] Donc, on doit faire une estimation de la situation...je n'ai pas reçu ces informations de n'importe qui ... je les ai eu du premier ministre libyen de l'autre coté [Mahmoud Jibril], donc du CNT [...] C'est lui qui a déclaré et donné ces chiffres. Moi je les ai utilisé avec précaution [...] Il n'y a pas de preuve. Ce que je peux vous dire, c' est qu'il n'y a... Il n'y a pas de documents.

¹⁹⁰ *Ibid.*, [traduction de l'auteur] Oui il y a Mr Zeidan. Il est membre de la Ligue mais pas du CNT. Mais il en était membre jusqu'en mars. Vous savez, avec les membres du gouvernement nous formons un même groupe! Ils sont membres de la Ligue des droits de l'homme... le ministre de l'Information, le ministre de l'Education, le ministre du Pétrole et des Finances sont tous membres de notre Ligue. Jusqu'à maintenant ils sont membres de la Ligue des droits de l'homme! Mr Shammam [ministre de l'Information], Mr Tahrouni [ministre de l'Education] est un ami, Mr Shammam aussi est un ami.

ces faits. Il nous apprend également que la LLDL était une branche de la FIDL financée par la National Endowment for Democracy (NED).

Rappelons que la NED fut créée au début des années 1980 sous le président Ronald Reagan. Son but est de promouvoir la démocratie dans le monde entier. Dans son article *La NED, Vitrine Légale de la CIA*, Thierry Meyssan nous retrace les origines de la NED ainsi que les conditions dans lesquelles cette ONG fut créée :

Dans son célèbre discours du 8 juin 1982 devant le Parlement britannique, le président Reagan dénonça l'Union soviétique comme « l'Empire du Mal » et proposa de venir en aide aux dissidents là-bas et ailleurs. [...] Sur cette base consensuelle de lutte contre la tyrannie, une commission de réflexion bipartisans préconisa à Washington la création de la Fondation nationale pour la démocratie (NED). Celle-ci fut instituée par le Congrès en novembre 1983 et immédiatement financée. Le discours de Ronald Reagan à Londres prend place après les scandales entourant la révélation par des commissions d'enquête parlementaires des coups tordus de la CIA. Le Congrès interdit à l'Agence d'organiser de nouveaux coups d'Etat pour conquérir des marchés. A la Maison-Blanche, le Conseil de sécurité nationale cherche donc à mettre en place d'autres outils pour contourner cet interdit. [...] La Commission de réflexion bipartisans a été constituée avant le discours de Ronald Reagan, même si elle n'a officiellement reçu de mandat de la Maison-Blanche qu'après. Elle ne répond donc pas à la grandiloquente ambition présidentielle, mais la précède. Par conséquent, le discours n'est que l'habillage rhétorique de décisions déjà arrêtées dans leurs grandes lignes et destinées à être mises en scène par la commission bipartisans¹⁹¹

Une analyse du passage ci-dessus nous montre que la NED était financée par le Congrès américain et qu'au départ elle fut créée pour donner à la CIA la possibilité d'échapper aux interdictions du Congrès américain. Meyssan nous apprend donc que quand les parlementaires américains votèrent la mise en place de cette structure le 22 septembre 1982, la NED était déjà fin prête depuis le 14 janvier sous « directive présidentielle ». À l'époque, la NED était administrée par Henry Kissinger.¹⁹² Kissinger fut secrétaire d'État américain de 1973 à 1977 et il fut constamment en contact avec les affaires liées à la défense et la sécurité d'État mais aussi il fut un membre important de la politique américaine, combattant le communisme lors de la "Guerre Froide." Meyssan mit en cause la crédibilité de la NED en tant qu'ONG parce que le principe de base des ONG

¹⁹¹ Thierry Meyssan, "La NED, Vitrine Légale de la CIA," *Voltairenet.org*, site internet <<http://www.voltairenet.org/La-NED-vitrine-legale-de-la-CIA>>, dernière mise à jour le 06/09/2010, visité le 22/06/2012.

¹⁹² *Ibid.*

résidait dans le fait qu'elles ne devaient être dirigées que par les membres de la société civile pour éviter toute interférence des gouvernements dans leurs affaires.

William Blum, dans son livre *Rogue State*, soutint lui aussi la position défendue par Meyssan. Blum expliqua que la NED ne pouvait être considérée comme une ONG du moment qu'elle était entièrement financée par le gouvernement américain. Donc, l'impartialité de ses actions était remise en cause. En résumé, Blum pensait également que la NED était une vitrine légale de la CIA. IL s'expliqua ainsi:

The National Endowment for Democracy was set up to "support democratic institutions throughout the world through private, nongovernmental efforts". Notice the "nongovernmental"—part of the image, part of the myth. In actuality, virtually every penny of its funding comes from the federal government.... [...] NED likes to refer to itself as an NGO (non-governmental organization) because this helps to maintain a certain credibility abroad that an official US government agency might not have. But NGO is the wrong category. NED is a GO. [...] The idea was that the NED would do somewhat overtly what the CIA had been doing covertly for decades, and thus, hopefully, eliminate the stigma associated with CIA covert activities.¹⁹³

En tentant alors de justifier sa position, Blum nous rappela ainsi les propos de quelques politiciens américains qui furent associés à la création de la NED :

The NED was meant to be a tool of US foreign policy from its outset. It was the brainchild of Allen Weinstein who, before creating the Endowment, was a professor at Brown and Georgetown Universities... [...] He stated in a 1991 interview that "A lot of what we do today was done covertly 25 years ago by the CIA." [...] The first director of the Endowment, Carl Gershman, outright admitted that the Endowment was a front for the CIA. In 1986 he stated: We should not have to do this kind of work covertly. It would be terrible for democratic groups around the world to be seen as subsidized by the CIA. We saw that in the '60s,... We have not had the capability of doing this, and that's why the endowment was created.¹⁹⁴

¹⁹³ William Blum, *Rogue State: A Guide to the World's Only Superpower*, 3rd ed. (Monroe, ME: Common Courage Press, 2005), 237-239, [traduction de l'auteur] La NED avait été créée pour "« supporter les institutions démocratiques dans le monde, à travers des efforts privés et non gouvernementaux. »" N'oublions pas que le label "non gouvernemental" n'est qu'une partie du mythe. En effet, dans la pratique toutes les dépenses de la NED sont financées par le gouvernement fédéral... [...] La NED aime se définir comme étant une ONG (une organisation non-gouvernementale) parce qu'elle permet de maintenir une certaine crédibilité à l'étranger alors qu'une agence officielle américaine ne peut pas faire de même. Mais la catégorie d'ONG ne lui correspond pas. La NED est une organisation gouvernementale. [...] L'idée était que la NED allait en quelque sorte faire ouvertement ce que la CIA faisait en secret pendant des années, l'objectif était donc de se débarrasser des soupçons pesant sur la CIA à cause de ses activités illégales.

¹⁹⁴ *Ibid.*, la NED depuis sa création était conçu pour servir d'outil à la politique étrangère américaine. Elle est l'œuvre d'Allen Weinstein qui, avant de créer la NED, était professeur aux universités de Brown et Georgetown... [...] Il disait dans une interview de 1991 que: «La plupart des choses que nous faisons aujourd'hui étaient secrètement exécutées par la CIA il y a 25 ans de cela.» [...] Le premier directeur de la NED, Carl Gershman, a publiquement admis que la NED était une vitrine de la CIA. En 1986 il a dit que: "Nous ne devons pas à faire ces genres de travaux en secret. Il serait terrible que les groupes démocratiques

En faisant un rappel des grandes lignes de la vision de Blum et de Meyssan, on pourrait en déduire que la NED pourrait être une sorte de « vitrine de la CIA ». Dès lors, il serait logique de penser que la LLDL, qui est financée par la NED, soit aussi indirectement sous les mêmes ordres que son ONG mère.

V.3-Critiques de la guerre humanitaire.

La "guerre humanitaire" entreprise par l'OTAN en Libye fit l'objet de beaucoup de critiques venant des médias alternatifs. Ces critiques concernent principalement le refus par les États-Unis et les pays membres de l'OTAN de ne pas avoir donné une chance au dialogue pour tenter de sortir le pays de la crise. En effet, Patrick Cockburn revint sur la Guerre de Libye en s'interrogeant premièrement sur le processus de prise de décision de l'ONU. En effet, l'ONU n'a pas consulté l'Union Africaine (UA qui est pourtant un organe représentatif des pays africains) avant de donner son aval pour une intervention militaire en Libye. Ensuite, il évoqua la tentative de dialogue proposée par l'UA en vue d'instaurer un dialogue entre le gouvernement de Kadhafi et les rebelles, en même temps qu'un cessez-le-feu. Il nous rappela alors que la tentative de dialogue fut acceptée par Kadhafi mais rejetée par les pays membres de l'OTAN et les rebelles car ils souhaitaient un changement de régime.¹⁹⁵

Dans un article paru dans *Reuters* le 3 mars 2011, on nous expliqua que le Venezuela avait proposé une plateforme de dialogue entre le CNT et le gouvernement Kadhafi. Cette plateforme qui se présentait comme une commission internationale pour le dialogue, devait se placer sous la direction de l'ex président brésilien Lula pour la médiation. Cette proposition fut aussi acceptée par Kadhafi, par les pays d'Amérique latine, par l'UA et même par la Ligue arabe, mais rejetée par l'OTAN et le CNT.¹⁹⁶ Rappelons que la Ligue arabe avait apporté tout son soutien à cette proposition au début de l'intervention en Libye mais à la fin, elle avait fini par cesser complètement de les encourager dans leur démarche.

dans le monde soient perçus comme assujettis par la CIA. Nous avons vécu cela dans les années 1960... Nous n'avions plus la capacité de réitérer ce passé et c'est pour cela que la NED a vu le jour."

¹⁹⁵ Patrick Cockburn, "African Union's Ceasefire Rejected," *Counterpunch*, site internet <<http://www.counterpunch.org/2011/04/12/african-union-s-ceasefire-rejected>>, dernière mise à jour le 12/04/2011, visité le 23/06/2012.

¹⁹⁶ Frank Jack Daniel, "Venezuela Hopes Lula Could Lead Libya Peace Talk," *Reuters*, site internet <<http://www.reuters.com/article/2011/03/03/libya-venezuela-lula-idUSN0322174420110303>>, dernière mise à jour le 03/03/2011, visité le 24/06/2012.

C'est en prenant en compte du rejet par l'OTAN et par le CNT des deux tentatives de médiation proposées successivement par l'UA et par le Venezuela que Cockburn se demanda si l'intervention militaire en Libye visait réellement à protéger des civils. Selon lui, dès le début, cette mission n'avait pas de but humanitaire mais était focalisée sur un changement de régime en Libye.

En dépit de la polémique autour du refus de l'OTAN de dialoguer avec Kadhafi pour une sortie de crise, d'autres critiques vinrent alimenter la presse autour de la situation en faisant état de la violation de la résolution 1973 (qui a permis à l'OTAN d'intervenir en Libye). En effet, cette résolution appela les États membres à se rassembler autour d'une cause commune :

à prendre toutes les mesures nécessaires [...] pour protéger les populations et les zones civiles menacées d'attaque en Jamahiriya arabe libyenne, tout en excluant le déploiement d'une force d'occupation étrangère sous quelque forme que ce soit et sur n'importe quelle partie du territoire libyen [...] et pour faire respecter l'interdiction de vol et faire en sorte que des aéronefs ne puissent être utilisés pour des attaques aériennes contre la population civile.¹⁹⁷

Pierre Peccinin, dans un article publié dans *Le Grand Soir* le 30 août 2011, nous rappela que nulle part dans la résolution, il ne fut question d'une quelconque autorisation de l'ONU donnant droit à l'OTAN d'offrir son aviation aux rebelles libyens. En outre, il n'a jamais été question dans la résolution de faire la guerre contre Kadhafi. Mais l'objectif assigné suggérait seulement de porter secours aux civils en les protégeant de l'armée loyaliste. Il argumenta aussi : « *En outre, des instructeurs états-uniens et français et des éléments de régiments de commandos britanniques ont été déployés sur le sol libyen, en totale violation de la résolution 1973* ». ¹⁹⁸ Pour lui, l'OTAN lui-même aurait violé la résolution 1973 car l'aide militaire, en termes d'armes et de formateurs octroyée aux rebelles, ne rentrait pas dans le cadre de la protection des civils. ¹⁹⁹

¹⁹⁷ ORGANISATION DES NATIONS UNIES, "Libye : Le Conseil de Sécurité Décide d'instaurer un Régime d'Exclusion Aérienne Afin de Protéger les Civils Contre les Attaques Systématiques et Généralisées," Un.org, site internet <<http://www.un.org/News/fr-press/docs/2011/CS10200.doc.htm>>, dernière mise à jour le 26/02/2011, visité le 28/06/2012.

¹⁹⁸ Pierre Peccinin, "L'OTAN aurait-il Oublié l'Objet de sa Mission en Libye," *Le Grand Soir*, site internet <<http://www.legrandsoir.info/l-otan-aurait-il-oublie-l-objet-de-sa-mission-en-libye.html>>, le 30/08/2011, visité le 28/06/2012.

¹⁹⁹ Pierre Piccinin, "Libye-D'Une Ingérence décomplexée aux dérives néocolonialistes," *Le Grand Soir*, site internet <<http://www.legrandsoir.info/Libye-D-une-ingerence-decomplexee-aux-derives-neocolonialistes.html>>, dernière mise à jour le 30/08/2011, visité le 28/06/2012.

V.4-L'OTAN et la Guerre de Libye :

L'une des contradictions qui suscita le plus de critiques sur l'intervention de l'OTAN en Libye, fut la différence entre les objectifs assignés (guerre humanitaire, protection des civiles) et le coût humain que cette guerre avait engendré. Les opposants à l'intervention militaire en Libye comme Poutine, le président russe, n'ont pas hésité à parler d' « une tentative d'assassinat contre le dirigeant libyen. » Poutine affirma le 26 avril 2011: « *They said they didn't want to kill Gaddafi. Now some officials say: 'Yes, we are trying to kill Gaddafi'. Who permitted this, was there any trial? Who took on the right to execute this man...?* (Ils ont dit qu'ils ne voulaient pas tuer Kadhafi. Maintenant certains officiels disent 'Oui, on tente de tuer Kadhafi'. Qui a permis cela, y avait-il un quelconque procès ? Qui s'est octroyé le droit d'exécuter cet homme...) ». ²⁰⁰

En analysant la question de la tentative d'assassinat de Kadhafi par l'OTAN, Poutine mit en garde contre une violation des droits de l'homme. Ces allégations faites par Poutine furent rejetées par Robert Gates le secrétaire à la Défense américaine. Mais après la mort de Kadhafi, les propos de Poutine ont trouvé leurs justifications à travers l'aveu d'un officier de l'U.S. Army. En effet, l'amiral Samuel J. Locklear qui a pris part à l'opération de l'OTAN en Libye avait mentionné:

I believed that we were [targeting Qaddafi] but that confirmed it [Qaddafi's death]...I believe the scope that NATO is pursuing is beyond what is contemplated in civil protection, so they're exceeding the mission. [...] They're not being straightforward with Congress...It's outrageous... ²⁰¹

Cette affirmation de Locklear remet en question la version de l'intervention de Washington qui dit ne pas vouloir tuer Kadhafi. Cependant, la version officielle donnée par Washington et les journaux de grand public dément (nie) toujours la position de Locklear. C'est alors que surgit un autre problème qui traite des crimes de l'OTAN en Libye. En

²⁰⁰ Vladimir Poutine cité dans Ewen MacAskill et Richard Norton-Taylor, "Libya: US rejects Putin's claim that coalition wants to assassinate Gaddafi," *The New York Times*, site internet <<http://www.guardian.co.uk/world/2011/apr/26/libya-us-british-putin-gaddafi>>, dernière mise à jour le 26/04/2011, visité le 24/06/2012.

²⁰¹ Samuel J. Locklear, "Exclusive: Top U.S. admiral admits we are trying to kill Qaddafi," *Foreign Policy*, site internet <http://thecable.foreignpolicy.com/posts/2011/06/24/exclusive_top_us_admiral_admits_we_are_trying_to_kill_qaddafi>, dernière mise à jour le 24/06/2011, visité le 25/06/2012, [traduction de l'auteur] Je savais que nous [ciblions Kadhafi] mais cela [la mort de Kadhafi]... Je pense que l'objectif que l'OTAN recherche est au delà de la protection des civiles, donc ils vont au delà de leur mission. [...] Ils n'ont pas été francs avec le Congrès... Ceci est un outrage.

effet, Cynthia McKinney²⁰² qui fit le voyage en Libye lors de la guerre, affirma que les bombardements de l'OTAN ciblerent également des infrastructures civiles. Elle argumenta en disant que:

NATO is preventing shipments of fuel, food and medicine to come in. There have been efforts to get medicine into the country that have been denied by NATO. It is impossible to go on any street and miss the huge queues – sometimes three or four deep – that go on and on, as they queue up to get gasoline from the service station. [...] I don't know why NATO is choosing these targets, but these are civilian targets. Whenever you target a civilian population, you're committing a crime.²⁰³

Ce passage de McKinney nous fait voir un autre aspect de la guerre de l'OTAN en Libye qui va au-delà de la protection de civils. Ces propos tenus par McKinney sont aussi relayés par Darius Nazemroaya, un journaliste indépendant en collaboration avec *Global research* se trouvant sur le terrain lors de la guerre. Celui-ci affirma:

Civilians in Tripoli and many other cities in Libya were bombed indiscriminately by NATO. A large number of casualties occurred in the city of Zliten, in the district of Misurata. In Zliten, 85 people were killed including 33 children, 32 women, and 20 men as a result of NATO's deliberate targeting of residential areas and civilian infrastructure. Many of the injured civilian victims are in critical condition and near death. [...] The only members of the international press that reported the damage of the bombings in detail were Russia Today (RT), teleSUR, Chinese Central Television (CCTV), and independent journalists. CNN was present taking footage, but essentially released nothing and distorted the facts²⁰⁴

²⁰² Cynthia McKinney est une politicienne américaine. Elle fut candidate à l'élection présidentielle américaine en 2008 pour le compte du parti écologiste américain : Green Party. De 1993 à 2003 et de 2005 à 2007, elle fut élue à la Chambre des représentants des États-Unis sous les couleurs du Parti démocrate. McKinney est une grande défenseur des droits de l'homme et une opposante aux pratiques agressives de la politique étrangère américaine. En 2009, elle fut incarcérée dans une prison israélienne à Ramla pour avoir tenté d'approvisionner des populations palestiniennes en aide médicale ainsi qu'en matériaux de reconstruction. Elle effectua en 2011 trois voyages en Libye pour aller s'enquérir de la situation sur le terrain. Ses conclusions et observations lui firent dire que l'attaque de l'OTAN en Libye est en elle-même un crime contre l'humanité. Elle y dénonça aussi le caractère impérialiste de cette entreprise.

²⁰³ Cynthia McKinney, "NATO bombs civilians!": Report from Tripoli," *RT*, site internet <<http://tv.globalresearch.ca/2011/06/nato-bombs-civilians-report-tripoli>>, dernière mise à jour le 15/06/2011, visité le 25/06/2012, [traduction de l'auteur] L'OTAN empêche l'acheminement de l'essence, de la nourriture et des médicaments. Il y avait des tentatives d'envoyer des médicaments en Libye qui ont été niées par l'OTAN. Il est impossible d'aller dans une rue quelconque sans rencontrer les longues files d'attentes pour l'approvisionnement en essence dans les stations services. [...] Je ne sais pas pourquoi l'OTAN vise ces cibles, mais ces cibles sont civiles. Quand on attaque la population civile, on commet un crime.

²⁰⁴ Mahdi Darius Nazemroaya, "BREAKING NEWS: NATO Massacres of Civilians Aimed at "Cleansing" the Libyan People's Resistance," *Global Research*, site internet <<http://globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=25966>>, dernière mise à jour le 10/08/2011, visité le 25/06/2012, [traduction de l'auteur] Les civiles à Tripoli, ainsi que dans beaucoup d'autres villes en Libye étaient bombardés par l'OTAN. Un très grand nombre de blessés pouvait être aperçu à Zliten, dans le district de Misurata. A Zliten, 85 personnes étaient tuées comprenant ainsi 33 enfants, 32 femmes et 20 hommes,

A en croire Nazemroaya, les bombardements de l'OTAN visèrent des sites civils. Mais il parle aussi et surtout de la couverture des médias du grand public qui ne font pas, selon lui, des reportages fidèles conformes à la réalité sur le terrain. Les propos de Nazemroaya rejoignirent ceux de McKinney quant aux crimes de l'OTAN en Libye. Toutefois, ces allégations furent toujours démenties par Washington et l'OTAN.

Une des révélations les plus inquiétantes survenues lors de cette guerre fut les critiques contre les médias de masse. En effet, Thierry Meyssan président fondateur du groupe *Voltaire*, dans une interview depuis la Libye, dénonça les pratiques des médias de masse sur le terrain. Après avoir affirmé que les journalistes aidaient l'OTAN à effectuer des bombardements, il ajoutera que ces derniers avaient contribué à la mise en place d'un vaste réseau de désinformation en vue de justifier la guerre.²⁰⁵ Parmi les chaînes de télé accusées par Meyssan figuraient *Fox News* ou encore *CNN*. Ces informations furent démenties dans l'immédiat par les autorités de l'OTAN.

Cependant, après la défaite de Kadhafi, le lieutenant-général, Charles Bouchard qui était le commandant des opérations de l'OTAN lors de la guerre, fit un aveu important. En effet, dans une interview accordée à Radio Canada dans laquelle il revint sur la guerre, le général fit part de la complicité entre l'OTAN et les médias de masse en Libye. Bouchard révéla que pour coordonner les attaques aériennes avec les troupes de combat de la rébellion au sol, l'OTAN mit sur pied une cellule de communication qui fut alimentée par beaucoup de sources dont les médias. Ces sources donnaient aussi à l'OTAN les positions ennemies sur le terrain. Il affirma que : « Les renseignements venaient de beaucoup de sources, dont les médias qui étaient au sol et nous donnaient beaucoup d'informations sur les intentions et où étaient les forces terrestres ».²⁰⁶ Ce passage donne du crédit aux accusations qui ont été faites jadis par Meyssan. Par la même occasion, on a la preuve irréfutable de la participation des médias dans la propagande de guerre contre Kadhafi. Plus encore, ils ont participé à l'effort de guerre sur le terrain. La participation des médias

suite à l'attaque délibérée de l'OTAN visant les quartiers résidentiels et les infrastructures civiles. Beaucoup de civils blessés sont dans des conditions critiques, ils agonisent. [...] Les seuls membres de la presse internationale à avoir rapporté sur les dégâts causés par les bombes dans les détails étaient *Russia Today* (RT), *teleSUR*, la *Central Television chinoise* (CCTV) et les journalistes indépendants. *CNN* était sur les lieux mais la chaîne n'a jamais rien publié de conséquent sur le sujet et s'est contenté de déformer les faits.

²⁰⁵ Thierry Meyssan, "Thierry Meyssan décrypte les mécanismes du « journalisme de guerre," *Mecanopolis*, site internet < <http://www.egaliteetreconciliation.fr/Thierry-Meyssan-decrypte-les-mecanismes-du-journalisme-de-guerre-7681.html> >, dernière mise à jour le 09/09/2011, visité le 14/07/2012.

²⁰⁶ Michel Désautels, "Libye, Mission Accomplie," *Radio Canada*, site internet <<http://www.radio-canada.ca/emissions/desautels/2011-2012/chronique.asp?idChronique=182728>>, dernière mise à jour le 31/10 /2011, visité le 14/07/2012.

alla donc au delà de la simple information de l'opinion publique puisque les médias apportèrent leur aide, de manière plus ou moins cachée, pour la mise en place d'actions militaires sur le terrain.

V.5-Analyse des raisons de la Guerre de Libye : le facteur économique.

La Guerre de Libye fut présentée par Washington, l'OTAN et les médias de masse comme étant une « guerre humanitaire » visant à protéger des vies civiles. Mais face à cette explication, se dressa une autre réalité: celle qui dit que la Guerre de Libye était planifiée depuis longtemps et qu'elle n'avait jamais eu pour but de protéger des vies civiles.

Dans une interview du General Wesley Clark (ancien commandant des troupes de l'OTAN dans la guerre de Kosovo) datant du 2 mars 2007 sur *Democracy Now!*, l'ex-officier de l'armée américaine fit une révélation inquiétante concernant l'agenda de la politique étrangère américaine en termes d'interventions militaires. Il revint alors sur les événements du 11 septembre, jour des attentats de New York. Clark affirma que:

I had been through the Pentagon right after 9/11. About ten days after 9/11... [...] one of the generals called me in. He said, "Sir, you've got to come in and talk to me a second." I said, "Well, you're too busy." He said, "No, no." He says, "We've made the decision we're going to war with Iraq." This was on or about the 20th of September... [...] So I came back to see him a few weeks later, and by that time we were bombing in Afghanistan. I said, "Are we still going to war with Iraq?" And he said, "Oh, it's worse than that." He reached over on his desk. He picked up a piece of paper. And he said, "I just got this down from upstairs" — meaning the Secretary of Defense's office — "today." And he said, "This is a memo that describes how we're going to take out seven countries in five years, starting with Iraq, and then Syria, Lebanon, Libya, Somalia, Sudan and, finishing off, Iran."²⁰⁷

²⁰⁷ Wesley Clark cité dans Amy Goodman, "Gen. Wesley Clark Weighs Presidential Bid: 'I Think About It Everyday'," *Democracy Now!*, site internet <http://www.democracynow.org/2007/3/2/gen_wesley_clark_weighs_presidential_bid>, dernière mise à jour le 02/03/2007, visité le 24/06/2012, [traduction de l'auteur] Je me suis rendu au Pentagon juste après le 11 septembre. Dix jours après le 11 septembre... [...] un des généraux m'a invité dans son bureau. Il m'a dit « Monsieur, venez, on va parler un moment. » J'ai dit, « Bien, vous êtes très occupé. » Il a répondu " « Non, Non. »" Il a dit, « Nous avons pris la décision d'aller en guerre contre l'Irak. »" Cette conversation datait du 20 septembre... [...] Je suis revenu le voir de nouveau quelques semaines après et à ce moment là, on bombardait déjà l'Afghanistan. Je lui ai demandé, " « Allons-nous toujours aller en guerre contre l'Irak? »" Et il m'a répondu, " « Oh c'est pire que ça. »" Sur son bureau, il s'est muni d'une feuille de papier. Et il a dit, " « Je viens juste de recevoir ça de l'étage d'en bas »"— ce qui voulait dire du bureau du Secrétaire à la Défense — " « aujourd'hui. »" Et il a dit, " « Ceci est un memo décrivant comment nous allons prendre sept pays en cinq ans, en commençant par l'Irak, et après la Syrie, le Liban, la Libye, la Somalie, le Soudan et pour finir, l'Iran.

On conviendra que cette interview qui date de 2007 est toujours d'actualité si l'on considère les événements récents. En Irak en 2003, Saddam Hussein fut déposé, le Liban a fait l'objet d'attaque militaire de la part d'Israël (allié américain), le Soudan a été divisé en deux États en 2010, la Syrie et le Liban sont sur le point d'être attaqués et en ce qui concerne la Libye, elle a été prise d'assaut en 2011. A en croire les propos du général Clark, l'invasion de la Libye était programmée depuis fort longtemps et rentre dans le cadre de la continuation de la guerre contre le terrorisme.

Ces pays, en plus d'être réputés pour leurs régimes dictatoriaux ou encore pour leurs liens avec des groupes terroristes, ont en commun des économies qui ne sont pas totalement ouvertes au monde capitaliste dans le cadre de la «globalisation économique.» En effet, aucun de ces pays ne figure dans la liste de la Banque des Règlements Internationaux (BRI).²⁰⁸ La BRI, de nos jours, est la plus ancienne institution financière au monde. Comme ces pays précédemment cités sont hors de la BRI, ils se trouvent donc également hors du champ de contrôle des autres grandes institutions financières. En un mot, ils ne font pas partie intégrante de l'« économie globale »" parce qu'ils ne sont que partiellement (ou pas du tout pour certains d'entre eux) ouverts au système du « libre marché » (free market system).

Dans un article paru dans *Asia Times* le 14 mai 2002, Henry C K Liu nous donna un aperçu sur le fonctionnement de la BRI. IL raconta que:

BIS regulations serve only the single purpose of strengthening the international private banking system, even at the peril of national economies. The BIS does to national banking systems what the IMF has done to national monetary regimes. National economies under financial globalization no longer serve national interests. . . . FDI [foreign direct investment] denominated in foreign currencies, mostly dollars, has condemned many national economies into unbalanced development toward export, merely to make dollar-denominated interest payments to FDI, with little net benefit to the domestic economies. Applying the State Theory of Money, any government can fund with its own currency all its domestic developmental needs to maintain full employment without inflation.²⁰⁹

²⁰⁸ BANK FOR INTERNATIONAL SETTLEMENT, "Organisation and Gouvernance," BIS, site internet <<http://www.bis.org/about/orggov.htm>>, dernière mise à jour le 19/12/2011, visité le 24/06/2012.

²⁰⁹ Henry C K Liu, " The BIS vs national banks," *Asia Times*, site internet <<http://www.atimes.com/global-econ/de14dj01.html>>, dernière mise à jour le 14/05/2002, visité le 24/06/2012, [traduction de l'auteur] Les régulations de la BRI rentrent seulement dans le cadre du maintien du monopole des banques privées, même si c'est au péril des économies nationales. La BRI fait aux systèmes bancaires nationaux ce que la FMI a fait aux pays régimes ayant une souveraineté monétaire.... Les IDE [les investissements directs à l'étranger] qui régissent les monnaies des autres pays (principalement dans le cas du dollar) ont empêché beaucoup d'économies nationales de créer un environnement favorable à l'exportation à cause du simple fait qu'elles devaient payer les IDE en dollar ce qui n'a presque pas de bénéfice pour les économies locales. Quand c'est

Cette explication nous est un peu plus éclaircie par Ellen Brown, journaliste d'*Opinion Maker*. Elle affirma que:

The presumption of the rule against borrowing from the government's own central bank is that this will be inflationary, while borrowing existing money from foreign banks or the IMF will not. But all banks actually create the money they lend on their books, whether publicly-owned or privately-owned. Most new money today comes from bank loans. Borrowing it from the government's own central bank has the advantage that the loan is effectively interest-free. Eliminating interest has been shown to reduce the cost of public projects by an average of 50%.²¹⁰

En faisant une comparaison entre ce passage et un autre publié sur *Market Oracle* le 20 mars 2011, on se rend compte que la Libye possédait en fait une banque totalement gérée de l'intérieur :

One seldom mentioned fact by western politicians and media pundits: the Central Bank of Libya is 100% State Owned. . . . Currently, the Libyan government creates its own money, the Libyan Dinar, through the facilities of its own central bank. Few can argue that Libya is a sovereign nation with its own great resources, able to sustain its own economic destiny. One major problem for globalist banking cartels is that in order to do business with Libya, they must go through the Libyan Central Bank and its national currency, a place where they have absolutely zero dominion or power-broking ability. Hence, taking down the Central Bank of Libya (CBL) may not appear in the speeches of Obama, Cameron and Sarkozy but this is certainly at the top of the globalist agenda for absorbing Libya into its hive of compliant nations.²¹¹

En prenant en compte les réflexions développées par Liu et Henningsen, Ellen Brown tente d'expliquer pourquoi les rebelles libyens, avant même d'être en position de

le pays qui contrôle sa monnaie, tout gouvernement peut financer, avec sa propre monnaie, ses besoins de développement domestique pour maintenir un fort taux d'embauches sans risque d'inflation.

²¹⁰Ellen Brown, "Libya All About Oil," *Opinion Maker*, site internet <<http://www.opinion-maker.org/2011/04/libya-all-about-oil>>, dernière mise à jour le 13/04/2011, visité le 24/06/2012, [traduction de l'auteur] la présomption de la règle interdisant d'emprunter de l'argent à la banque centrale d'un gouvernement est que cette pratique aura un effet inflationniste, en empruntant l'argent aux banques étrangères ou au FMI on a pas le même résultat. En effet, toutes les banques créent leur propre argent qu'elles prêtent à leurs partenaires du ou secteur public ou privé. Dans la plupart des cas, l'argent nouvellement créé provient des prêts bancaires. Emprunter à la banque centrale du gouvernement a l'avantage que le prêt est sans intérêt. La suppression de l'intérêt a pour but de réduire le coût des projets publics par une moyenne de 50%.

²¹¹Patrick Henningsen, "Globalists Target 100% State Owned Central Bank of Libya," *Market Oracle*, site internet <<http://www.marketoracle.co.uk/Article27208.html>>, dernière mise à jour le 20/03/2011, visité le 24/06/2012, [traduction de l'auteur] Un fait rarement mentionné par les experts politiques et médiatiques occidentaux est que : la Banque Centrale libyenne appartient à 100% à l'Etat....Actuellement, le gouvernement libyen crée sa propre monnaie, le Dinar libyen à travers sa propre banque. La Libye est un pays souverain avec de grandes ressources qui lui permettent de diriger son avenir économique. Un problème que rencontrent les banques privées internationales est que pour faire des affaires avec la Libye, elles doivent impérativement passer par la Banque centrale libyenne et sa monnaie nationale Ceci est un environnement dans lequel elles n'ont aucun contrôle. Cependant, prendre le contrôle de la banque centrale libyenne peut ne pas être mentionné dans les propos d'Obama, Cameron ou Sarkozy mais c'est certainement leur priorité que de faire de la Libye un des pays dominés.

force contre Kadhafi au début des hostilités, ont en premier lieu mis en place une nouvelle Banque Centrale libyenne qui, elle, ne sera pas possédée à cent pour cent par l'État contrairement à celle sous Kadhafi. Elle argumenta alors que cette nouvelle banque sera cette fois ouverte aux institutions financières internationales qui, elles, lui dicteront la politique à suivre. A en croire les points discutés par ces trois spécialistes, la conclusion qu'on peut tirer est que la Guerre de Libye aura servi d'ouverture pour les richesses du pays vers des multinationales occidentales. Ellen Brown finit par rappeler que c'est cela même l'unique but d'une économie globale.

Dans cette même perspective, Jean-Paul Pougala, écrivain d'origine camerounaise, professeur à l'Université de la Diplomatie de Genève et directeur de l'Institut d'Etudes Géostratégiques, associa la Guerre de Libye à des motifs économiques. Pougala affirma que cette intervention avait pour but de mettre fin aux projets de Kadhafi qui visaient à mettre en place une autonomie économique pour les pays africains. Ce projet devait être effectif avec la mise en place d'instances de gestion monétaire africaines. Considérons ce passage :

Les 30 milliards de dollars saisis... appartiennent à la Banque Centrale Libyenne et prévu pour la contribution libyenne à la finalisation de la fédération africaine à travers 3 projets phare : la Banque Africaine d'Investissement à Syrte en Libye, la création dès ce 2011 du Fonds Monétaire Africain avec un capital de 42 milliards de dollars avec Yaoundé pour siège, la Banque Centrale Africaine avec le siège à Abuja au Nigeria dont la première émission de la monnaie africaine signera la fin du Franc CFA grâce auquel Paris a la main mise sur certains pays africains depuis 50 ans. Le Fonds Monétaire Africain doit remplacer en tout et pour tout les activités sur le sol africain du Fonds Monétaire International qui avec seulement 25 milliards de dollars de capital a pu mettre à genoux tout un continent avec des privatisations discutables, comme le fait d'obliger les pays africains à passer d'un monopole publique vers un monopole privé. Ce sont les mêmes pays occidentaux qui ont frappé à la porte pour être eux aussi membres du Fonds Monétaire africain et c'est à l'unanimité que le 16-17décembre 2010 à Yaoundé les Africains ont repoussé cette convoitise, instituant que seuls les pays africains seront membres de ce FMA.²¹²

Cette analyse faite par Pougala décrit la Guerre de Libye comme étant une intervention motivée par le facteur économique à savoir : la tentative de freiner un projet d'autonomie africaine. La mise en place de ces structures aurait créé l'instauration d'un climat d'égalité

²¹² Jean-Paul Pougala, "Les mensonges de la guerre de l'Occident contre la Libye," *Cameroon Voice*, site internet <<http://www.cameroonvoice.com/news/news.rcv?id=3373>>, dernière mise à jour le 28/03/2011, visité le 14/07/2012.

entre Africains et Occidentaux car les africains ne seront plus sous la coupe de l'hégémonie monétaire de ces derniers.

La motivation économique comme raison de la guerre de l'OTAN en Libye trouve encore du crédit avec une révélation faite dans *Russia Today* (RT) et avec l'affirmation que Kadhafi allait mettre au point une monnaie commune africaine qui serait appelée le dinar d'or. D'après *RT*, ce dinar d'or aurait servi aux pays africains pour faire leurs échanges internationaux avec cette devise. Le pétrole libyen ou africain serait alors vendu pour du dinar d'or. Ceci impliquerait que le dollar américain ne serait plus utilisé comme monnaie de référence par les pays africains. À ce propos, le Dr James Thring, fondateur du Ministry of Peace ajouta que :

It's one of these things that you have to plan almost in secret, because as soon as you say you're going to change over from the dollar to something else, you're going to be targeted, there were two conferences on this, in 1986 and 2000, organized by Gaddafi. Everybody was interested, most countries in Africa were keen.²¹³

Ce passage traduit le désir de Kadhafi de mettre en place, comme l'a dit Pougala, une économie africaine œuvrant pour les intérêts africains. Selon Thring, c'est cette volonté d'autonomie qui fut à l'origine de cette guerre qui, pour lui, fut purement lancée pour des raisons économiques.

Anthony Wile, fondateur de *Daily Bell*, nous livre ici son point de vue :

If Gaddafi had an intent to try to re-price his oil or whatever else the country was selling on the global market and accept something else as a currency or maybe launch a gold dinar currency, any move such as that would certainly not be welcomed by the power elite today, who are responsible for controlling the world's central banks. So yes, that would certainly be something that would cause his immediate dismissal and the need for other reasons to be brought forward from moving him from power²¹⁴

L'analyse de Bell nous fait comprendre ici que toute tentative pour changer la monnaie de référence, le dollar américain serait perçue comme une offense par les grandes

²¹³ Russia Today, "Saving the world economy from Gaddafi," *RT*, site internet <<http://www.rt.com/news/economy-oil-gold-libya>>, dernière mise à jour le 05/05/2011, visité le 14/07/2012, [traduction de l'auteur] ceci est l'une des choses qu'on tient secret car du moment qu'on proclame son envie de changer le dollar avec une autre devise, on sera forcément ciblé. Il y avait deux conférences sur cette question, une en 1986, l'autre en 2000, tous organisées par Kadhafi. Tout le monde était intéressé ; principalement les pays africains.

²¹⁴ *Ibid.*, [traduction de l'auteur], Si Kadhafi avait eu l'intention de réévaluer son pétrole ou n'importe quel autre produit que son pays vend sur le marché mondial et qu'il eut accepté une autre devise ou en lançant son dinar or, cela aurait été mal perçu par l'élite du pouvoir qui contrôle les banques centrales du monde. Donc oui, ceci aurait pu être une raison pour se débarrasser de lui.

multinationales américaines. En effet, il faut rappeler que l'hégémonie économique (ou du moins le contrôle de l'économie mondiale par les USA) est assurée en grande partie par leur monnaie. Un changement dans ce statu quo pourrait engendrer un bouleversement dans les économies occidentales, voir même celles mondiales. Et la crise financière installée depuis quelques années pourrait très rapidement s'aggraver. Mais ce qui est surtout important à mentionner comme conséquence, c'est que l'Afrique ne serait plus sous diktat des instances bancaires internationales comme le FMI ou la Banque mondiale qui sont des structures contrôlées majoritairement par les USA. Bell conclut alors qu'un tel projet peut bel et bien expliquer la Guerre de Libye.

V.5.1-Le facteur pétrole.

Le pétrole fut très souvent évoqué comme l'une des causes, sinon la principale raison, de la Guerre de Libye à cause des réserves que possède le pays. Noam Chomsky, dans une interview datant du 19 septembre 2011 sur *Democracy Now!* affirma que: « *What's important in Libya is, first of all, it has a good deal of oil. A lot of the country is unexplored; there may be a lot more.* (Ce qui est important concernant la Libye est tout d'abord que le pays a de grosses réserves de pétrole. Une grande partie du pays reste inexplorée ; il se peut qu'il y en ait beaucoup plus.) ».²¹⁵

Dans un article paru dans *Global research*, cette allégation selon laquelle la Guerre de Libye aurait comme motivation principale le pétrole du pays revint encore sur le devant de la scène. En soutenant la position de Chomsky, l'article expliqua :

The Washington-led decision by NATO to bomb Gaddafi's Libya into submission over recent months, at an estimated cost to US taxpayers of at least \$1 billion, has little if anything to do with what the Obama Administration claims was a mission to "protect innocent civilians." In reality it is part of a larger strategic assault by NATO and by the Pentagon in particular to entirely control China's economic achilles heel, namely China's strategic dependence on large volumes of imported crude oil and gas. Today China is the world's second largest importer of oil after the United States and the gap is rapidly closing.²¹⁶

²¹⁵ Noam Chomsky cité dans Amy Goodman, "Noam Chomsky on the Legality of NATO's Bombing of Libya and the Scramble for Oil," *Democracy Now!*, site internet <http://www.democracynow.org/2011/9/19/noam_chomsky_on_the_legality_of>, dernière mise à jour le 19/09/2011, visité le 24/06/2012.

²¹⁶ F. William Engdahl, "NATO's War on Libya is Directed against China: AFRICOM and the Threat to China's National Energy Security," *Global Research*, site internet <<http://www.globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=26763>>, dernière mise à jour le 25/09/2011, visité le 24/06/2012, [traduction de l'auteur] La décision de l'OTAN de bombarder la Libye, soutenue par Washington, qui a coûté au moins \$1 milliard, n'avait rien d'une mission qui visait à « protéger des vies

Selon cet article, l'intervention militaire en Libye avait des objectifs allant au-delà des frontières libyennes et entrainait directement dans une perspective de contrôle et d'influence stratégique au Moyen-Orient entre Washington et Pékin. Plus encore, ce passage nous apprend aussi qu'AFRICOM (African Command) était mis en place à cet effet. L'article nous rapporte ici les propos de Dr Peter Pham (ancien vice président du Comité national sur la politique étrangère) devant le Congrès Américain pour défendre la mise en place d'AFRICOM en 2007 :

This natural wealth makes Africa an inviting target for the attentions of the People's Republic of China, whose dynamic economy...has an almost insatiable thirst for oil as well as a need for other natural resources to sustain it...China is currently importing approximately 2.6 million barrels of crude per day, about half of its consumption; more than 765,000 of those barrels— roughly a third of its imports—come from African sources, especially Sudan, Angola, and Congo (Brazzaville). Is it any wonder, then, that...perhaps no other foreign region rivals Africa as the object of Beijing's sustained strategic interest in recent years.²¹⁷

À en croire le Dr Peter Pham, AFRICOM a pour objectif principal de contrer l'avancée chinoise en Afrique. C'est donc une question de géopolitique qui se pose ici. Ainsi, la Guerre de Libye a permis de mettre en place la première intervention d'AFRICOM. Elle a aussi permis, à cette structure, de s'implanter en Afrique. Rappelons que depuis des années, AFRICOM a fait face à un refus de la part des pays africains de la voir s'installer sur le continent noir ; exception faite de Djibouti et l'Éthiopie. C'étaient les compagnies russes, italiennes et chinoises qui détenaient la plus grande part des activités dans le domaine du pétrole en Libye. Mais ce monopole fut perdu après la guerre de la Libye. L'après Kadhafi avait sonné comme la fin de cette époque et le début d'une nouvelle ère qui serait favorable aux pays de l'OTAN. Les propos d'Abdel Jalil Mayouf, représentant en relation publique de la nouvelle firme pétrolière mise en place par les rebelles, témoignent de ce fait. Jalil Mayouf disait que: « *We don't have a problem with Western countries. But we may have some political issues with Russia, China and Brazil.* »" (Nous n'avons aucun problème avec les pays occidentaux. Mais nous

civiles. » En réalité, elle fait partie d'une stratégie beaucoup plus élargie visant à restreindre l'influence de l'économie chinoise ; notamment l'importation du pétrole et du gaz par la Chine. De nos jours, la Chine est le second pays importateur de pétrole au monde après les États-Unis et l'écart entre les deux se réduit considérablement.

²¹⁷ *Ibid.*, [traduction de l'auteur] Cette richesse naturelle fait de l'Afrique une cible pour la République Populaire de Chine, dont l'économie... a une envie insatiable d'avoir la main sur le pétrole et les matières premières pour se maintenir... La Chine importe approximativement 2,6 millions de barils de pétrole brut par jour ; pratiquement la moitié de sa consommation; plus de 765, 000 de ces barils – ce qui représente un tiers de ses importations – cela provient de l'Afrique, spécialement le Soudan, l'Angola, et le Congo (Brazzaville). Ce n'est pas étonnant que... probablement aucun autre pays étranger ne rivalise avec l'Afrique sinon Beijing et ses intérêts stratégiques.

rencontrons à l'occasion quelques problèmes d'ordre politique avec la Russie, la Chine et le Brésil.) ».²¹⁸ Une analyse de ce passage rend compte de l'hostilité des rebelles envers les Russes, Brésiliens et Chinois. En revanche, elle met en évidence la place qu'ont les autres pays de l'OTAN ; à savoir la France, l'Italie, l'Angleterre ou encore les États-Unis dans le secteur du pétrole libyen. De même, un article de Vittorio De Fillipis paru dans *Libération* le 1^{er} septembre 2011 publia une lettre attestant d'un accord entre le CNT et la France sur le partage du pétrole libyen. De Fillipis raconta :

Ce 3 avril, le CNT signe donc une lettre (reproduite ci-dessus) dans laquelle il est précisé : "[...] S'agissant de l'accord sur le pétrole passé avec la France en échange de la reconnaissance de notre Conseil, lors du sommet de Londres, comme représentant légitime de la Libye, nous avons délégué le frère Mahmoud [Shammam, ministre en charge des médias au CNT, ndlr] pour signer cet accord attribuant 35% du total du pétrole brut aux Français en échange du soutien total et permanent à notre Conseil." A qui s'adresse cette missive ? Au cabinet de l'émir du Qatar. Et pour cause, ce pays sert depuis le début du soulèvement d'intermédiaire entre la France et le CNT. Avec copie au secrétaire général de la Ligue arabe, Amr Moussa.²¹⁹

Cette lettre, acquise par l'équipe de *Libération*, selon Fillipis, confirme le fait que l'une des raisons de cette guerre contre la Libye était liée au monopole du pétrole dans cette partie du monde.

Conclusion.

Les véritables raisons derrière l'intervention militaire en Libye n'étaient pas d'ordre humanitaire mais s'inscrivaient plutôt dans la perspective d'un changement de régime dans le pays. Il y avait dans cette guerre, une véritable volonté de plonger la Libye dans le monde capitaliste conformément aux idéaux de la globalisation économique. Pour cela, il fut créé une nouvelle Banque Centrale libyenne et une nouvelle compagnie pétrolière. En outre, la Guerre de Libye favorisa aussi l'implantation d'AFRICOM, prétendument créée pour protéger l'Afrique. En effet, AFRICOM se trouve être un outil important pour sécuriser les intérêts des multinationales en Libye et en Afrique sur une plus grande échelle.

Les informations données par Péan sur Hifter renforcent d'avantage la vision soutenue par les opposants à cette guerre : la CIA a pris avantage de la situation et a

²¹⁸ *Ibid.*

²¹⁹ Vittorio De Fillipis, "Pétrole : l'accord secret entre le CNT et la France," *Libération*, site internet <<http://www.liberation.fr/monde/01012357324-petrole-l-accord-secret-entre-le-cnt-et-la-france>>, dernière mise à jour le 01/09/2011, visité le 28/06/2012.

dépêché un de ses agents à la tête de l'armée libyenne. De la même manière, les aveux de Dr Boucheghir font état d'une manipulation de l'opinion publique mondiale en général sur le déroulement du conflit en Libye. On se rend compte là aussi que la résolution onusienne a été prise en violation de certaines dispositions régissant les règles en matière d'intervention militaire. On explique cela par les accusations retenues contre Kadhafi qui venaient de l'opposition et qui n'ont pas fait l'objet d'enquêtes préalables. William Blum, quant à lui, fait état de l'utilisation de la NED comme vitrine de la CIA. Cette situation, elle aussi, porte un coup dur quant à la crédibilité de la LLDL qui, lui, est rattachée à la NED. En prenant en compte toutes ces informations qui n'ont pas été discutées par les médias de grand public américains, il est logique de croire, selon Péan, que la CIA était activement présente en Libye et que l'intervention humanitaire sur le sol libyen avait peut être été motivée par d'autres raisons.

Les raisons données par les médias de grand public américains pour justifier la guerre sont conformes à celles de Washington et de l'OTAN mais différentes de celles données par les médias alternatifs. L'évocation du facteur pétrole par Chomsky, la présence d'AFRICOM, le coût de la guerre en termes de vies humaines, les conditions dans lesquelles Kadhafi est mort, l'affaire des mercenaires, la traque des noirs en Libye ou encore le système bancaire libyen sont autant d'éléments explicatifs de cette intervention de l'OTAN en Libye.

Un autre fait remettant en cause la Guerre de Libye se trouve être les révélations faites par Mckinney sur la destruction d'édifices civils par les forces de l'OTAN. On a aussi le problème d'acheminement de vivres et de médicaments à cause des forces de l'OTAN. Tous ces faits ont été démentis par le duo Washington-OTAN et pour la plupart, ils n'ont guère été discutés par les médias institutionnels américains.

Conclusion Générale.

En effet, depuis la fin de la Guerre Froide, la politique étrangère américaine a contribué à la création délibérée de zones de tensions à travers le monde, en vue d'y déployer des interventions militaires. Selon l'historien et le journaliste américain, Nick Turse, en 2011, les États-Unis possédaient 1 077 bases militaires hors de son territoire.²²⁰ Par conséquent le budget prévisionnel de la défense américaine s'éleva en 2011 à \$708.2 milliards.²²¹ Ce chiffre est plus élevé que le budget de la défense lors de la Guerre de Corée de 13 pour cent ; soit 33 pour cent de plus que lors de la Guerre du Vietnam et 23 pour cent de plus que le budget lors de la Guerre Froide.²²² On constate, dans ces chiffres, une augmentation graduelle qui est très représentative de l'activité militaire des États-Unis. En effet, l'augmentation, en flèche, du budget de la défense et la multiplication de bases militaires s'accompagna d'un nombre important d'interventions militaires à travers le monde. Parmi ces interventions, figure celle de la Libye, en 2011, qui fut au centre de notre recherche. La Guerre de Libye sur laquelle porta notre étude nous apprit que les interventions américaines étaient fortement liées aux intérêts et enjeux économiques. Dans le cas de la Libye, on a pu voir que depuis l'accession au pouvoir de Kadhafi en 1969, un froid s'installa entre la Libye et les États-Unis. Ce froid tira son origine dans la politique étrangère, économique et sociale mise en place par Kadhafi qui nationalisa toutes les industries du pays. Par la même occasion, il menaça les intérêts américains dans son pays en termes d'exploitation du pétrole libyen. Rappelons que le prédécesseur de Kadhafi, Idriss I^{er} était favorable à la politique capitaliste et à la vision américaine du monde qui est : la mise en place d'une société qui serait en accord avec les principes du marché capitaliste américain. Par conséquent, la chute d'Idriss I^{er} porta un coup dur contre aux intérêts américains en Libye.

Dans le but de reconquérir la Libye et afin d'y avoir la mainmise économique dessus, Washington, dans les années 1980, procéda à la mise en place d'une campagne de déstabilisation contre Kadhafi. Cette campagne de déstabilisation passa par la mise sur pied de justifications idéologiques qui furent vivement relayées par les médias de masse américains. Ces derniers entrèrent ainsi dans une campagne de propagande destinée à

²²⁰ Nick Turse, "An empire of US military bases," *RT*, site internet <<http://rt.com/usa/news/usa-empire-military-bases>>, dernière mise à jour le 14/02/2011, visité le 14/09/2012.

²²¹ Fred Kaplan, "Too Big to Fail ?," *Slate*, site internet <http://www.slate.com/articles/news_and_politics/war_stories/2010/02/too_big_to_fail.html>, dernière mise à jour le 01/02/2010, visité le 14/09/2012.

²²² *Ibid.*

diaboliser Kadhafi et justifier une intervention militaire américaine. C'est dans ce contexte qu'intervint la guerre entre l'Égypte et la Libye dans laquelle Washington tenta de contenir Kadhafi à travers l'Égypte. La même formule fut utilisée lors de la Guerre du Tchad dans laquelle Washington attaqua Kadhafi via ses bases militaires au Soudan.

Cependant, nul ne peut ignorer le type de régime qui régit la Libye sous Kadhafi : une dictature qui consistait à avoir un contrôle total sur le pays. Rappelons aussi le soutien de Kadhafi envers les groupes révolutionnaires à travers le monde. N'oublions pas également de mentionner l'ingérence de Kadhafi dans les affaires internes dans d'autres pays africains comme le Mali, le Niger, le Burkina ou encore le Tchad. Ces différents faits parvinrent à créer, aux yeux de Washington, une image de terroriste qu'il attribua à Kadhafi et dont il se servit pour attaquer ce dernier. Cependant, le soutien de Kadhafi aux groupes révolutionnaires se trouva être parfois justifié si l'on considère son aide à Mandela lors de sa lutte contre le régime d'apartheid en Afrique du Sud. Rappelons que l'ANC de Nelson Mandela fut aussi traité par Washington de groupe terroriste et ce jusqu'en 2008. Cependant, force est de constater que l'image de terroriste international qu'incarne Kadhafi fut vivement surexploitée et considérablement aggravée par Washington. En effet, à travers les attentats de la Belle Disco et de Lockerbie, la Libye de Kadhafi fut accusée d'office de terrorisme sans pour autant donner une preuve tangible de sa culpabilité aux yeux du monde, ni de son implication dans ces différents incidents. Par ailleurs, à côté de la campagne médiatique menée contre lui, Kadhafi lui-même fut singulièrement visée lors de l'attaque militaire américaine à Tripoli en 1986. A cela, s'ajoute les tentatives d'assassinat du groupe Hiftar soutenu par les États-Unis. En somme, dans les années 1980, Washington tenta en vain de mettre en place les conditions requises pour une intervention militaire américaine en Libye. Une telle intervention, rappelons le, aurait permis d'imposer, sur ce pays, une politique visant exclusivement la promotion des intérêts économiques américains. Les années de présidence de George W. Bush débutèrent aussi par la même politique qui est de créer des guerres incessantes pour arriver à leurs fins. En effet, la Guerre d'Afghanistan et celle d'Irak reposèrent, elles aussi, sur les bases d'une politique militaire agressive servant à justifier les interventions. Rappelons que l'Irak de Saddam Hussein fut attaqué sur les bases de recherche d'ADM qui ne furent jamais retrouvées en Irak.

Bush tenta d'appliquer la même politique agressive contre à Kadhafi mais ce dernier échappa à une intervention militaire par manque de justification solide. C'est ainsi

que dans les années 2003-2006, les deux pays optèrent pour un apaisement des relations. Cependant, cet apaisement, bien qu'il ait permis de mettre en place les bases d'une coopération bilatérale entre les deux pays, n'était nullement une solution pour complètement reconquérir la Libye dont le contrôle et la gestion resta entre les mains de Kadhafi. Ce dernier resta, tout au long des années, un danger pour les intérêts américains en Libye et dans la sous-région. En effet, son désir et sa politique de planter les bases d'une entité africaine qui convergerait vers une autonomie monétaire vis-à-vis des Occidentaux restait un danger de taille. Ajouté à cela, le système bancaire libyen resta fermé à l'emprise des institutions internationales. Par conséquent, un changement de régime en Libye aurait pallié à ce problème. C'est dans cette dynamique que le « printemps arabe » en Libye connut une forte instrumentalisation, suivi d'une intervention militaire, contrairement en Egypte, en Tunisie, au Bahreïn ou au Yémen où les régimes en place étaient favorables à Washington.

La Guerre de Libye observa la mise en place d'une grande campagne médiatique destinée à justifier l'intervention de l'OTAN dans le pays. C'est dans cette dynamique qu'on fit face à la légitimation des rebelles du CNT, à l'affirmation de l'utilisation par Kadhafi de l'aviation militaire contre son propre peuple, à l'allégation attestant de l'utilisation de mercenaires noirs ou à l'utilisation systématique du viol comme arme par les troupes de Kadhafi sur des femmes civiles. Si les preuves de ces accusations n'ont nullement été établies, nous sommes forcés de croire que nous sommes confrontés là à une forte manipulation que nous pouvons attribuer aux sources américaines. En effet, la présence de militaires américains en Libye, au sein des rebelles ; la présence d'éléments rebelles au sein du CNT et de la LLDL pour la diffusion d'informations concernant les exactions de Kadhafi et l'appui des médias de masse aux troupes de l'OTAN lors de la guerre sont autant d'éléments attestant de la présence d'une volonté américaine de changer le régime de Kadhafi en Libye. En effet, la présence de militaires américains en Libye, au sein des rebelles, de celle d'éléments rebelles au sein du CNT et de la LLDL pour la diffusion d'informations concernant les exactions de Kadhafi et l'appui des médias de masse aux troupes de l'OTAN lors de la guerre sont autant de signes qui montre la volonté de fer que font preuve les américains pour changer le régime de Kadhafi en Libye. A cela, s'ajoute la création d'une nouvelle Banque Centrale libyenne et d'une nouvelle compagnie de pétrole. Tous ces points rassemblés convergent vers notre hypothèse de départ : la guerre de la Libye fut une guerre motivée par des enjeux économiques et non humanitaires.

Ceci constitue la base de la politique étrangère américaine ; à savoir la justification idéologique de guerres motivées par des enjeux économique.

Cependant, force est de reconnaître que dans ce travail, nous avons fait face à une forte campagne de désinformation provenant des médias de masse américains. Dans ce contexte, le concours et l'utilisation des médias alternatifs nous donnèrent une occasion de vérifier de la véracité de plusieurs faits qui furent injustement reprochés à Kadhafi via par Washington via les médias de masse américains.

BIBLIOGRAPHIE :

I. Sources Primaires :

A. Livres :

Abergoni, G. La Libye Nouvelle : Rupture et Continuité. Paris : Editions du Centre de le Recherche Scientifique, 1975.

Bainerman, Joël. Inside the Covert Operations of the CIA & Israel's Mossad. New York : S.P.I. Books, 1994.

Beaumont, Hervé. Libye. Paris : Edition Marcus, 2004.

Blum, William. Rogue State: A Guide to the World's Only Superpower, 3rd ed. Monroe, ME: Common Courage Press, 2005.

Blum, William. Killing Hope: U.S. Military and CIA Intervention Since World War II London: Zed Books Ltd., 2003.

Bodden, Valerie. The 9/11 Terror Attacks: Days of Change. Minnesota: Creative Education, 2008.

Buijtenhuijs, Robert. Le Frolinat et les guerres civiles du Tchad (1977-1984). Paris : Editions KARTHALA, 1987.

Burgat, François et André Laronde. La Libye. Paris : Presses Universitaire de France, 1996.

Burwais, Omaran Mohamed. Chronique d'une Pendaion Mémorable : Omar al-Mokhtar. Paris : L'Harmattan, 2007.

Campos II, Joseph H. The State and Terrorism: National Security and the Mobilization of Power. Vermont: Ashgate Publishing Company, 2007.

Crawford, John. The Lockerbie Incident: A Detective's Tale. British Columbia: Trafford Publishing, 2002.

Chomsky, Noam. Letters From Lexington: Reflections on Propaganda. London: Pluto Press, 2004.

Davis, Brian L. Qaddafi, Terrorism, and the Origin of US Attack on Libya. New York: Greenwood Publishing Group, 1990.

Djaziri, Moncef. État et Société en Libye : Islam, Politique et Modernité. Paris : L'Harmattan, 1996).

Gelvin, James L. The Arab Uprisings : What Everyone Needs to Know. New York : Oxford University Press, 2012.

Hagger, Nicholas. The Libyan Revolution: Its Origins and Legacy: A Memoire of Assessment. Hampshire: O-Books, 2009.

Herman, Edward S., and Noam Chomsky. Manufacturing Consent: The Political Economy of the Media. New York: Pantheon Books, 1988.

Kadhafi, Mouammar. Le Livre Vert. Paris : Editions Cujas, 1976.

Nacos, Brigitte L. Mass-Mediated Terrorism: The Central Role of the Media in Terrorism and Counterterrorism. Maryland: Rowman and Littlefield Publishers, Inc., 2002.

Najjar, Alexandre. Anatomie d'un Tyran : Mouammar Kadhafi. Paris : Actes Sud, 2011.

Marshall, Jonhatan, and Peter Dale Scott and Jane Hunter. The Iran Contra Connection: Secret Teams and Covert Operations in the Reagan Era. New York: Black Rose Books, 1987.

Martel, André. La Libye 1835-1900, Essai de Géopolitique Historique. Paris : Presses Universitaires de France, 1991.

Martinez, Luis. *The Libyan Paradox*. New York: Columbia University Press, 2007.

Marquise, Richard A. Scotbom: Evidence and the Lockerbie Investigation. New York: Algora Publishing, 2006.

Ouannes, Moncef. Militaires, Elites et Modernisation dans la Libye Contemporaine. Paris : L'Harmattan, 2009.

Péan, Pierre. Manipulations Africaines : Qui sont les vrais coupables de l'attentat du vol UTA 772 ? Paris : Plon, 2001.

Pinta, Pierre. Libye. Genève: Editions OLIZANE, 2007.

Segrè, Claudio G. Fourth Shore: The Italian Colonization of Libya. Chicago: The University Press of Chicago, 1974.

Shallom, Stephen Roskamm. Imperial Alibis: Rationalizing U.S. Interventions After the Cold War. Boston: South End Press, 1993.

Simons, Geoffrey Leslie. Libya : The Struggle for Survival. New York : St. Martin's Press, 1996.

Stanic, Joseph T. El Dorado Canyon: Reagan's Undeclared War with Qaddafi. Annapolis: Naval Institute Press, 2003.

Thiery, Jacques. Le Sahara Libyen dans l'Afrique du Nord Médiévale. Leuven : Peeters Press and Department Oriental Studies, 1995.

B. Articles:

Adams, Chris. "Libyan rebel leader spent much of past 20 years in suburban Virginia." McClatchy Newspapers, site internet <<http://www.mcclatchydc.com/2011/03/26/111109/new-rebel-leader-spent-much-of.html>>, dernière mise à jour le 26/03/2012, visité le 22/06/2012.

Allimadi, Milton. "Massacre of Blacks in Libya by NATA-backed Rebels Continues As World Watches." Black Star News, site internet <<http://www.blackstarnews.com/news/135/ARTICLE/7623/2011-09-13.html>>, dernière mise à jour le 13/09/2011, visité le 21/06/2012.

Al-Shalchi, Hadeel, and Bassem Mroue. "Armed pro-Gadhafi Gangs Roll in Libyan Capital." Fox News, site internet <<http://www.foxnews.com/world/2011/02/26/armed-pro-gadhafi-gangs-roll-libyan-capital-2037477664/>>, dernière mise à jour le 26/02/2011, visité le 10/06/2012.

Basu, Moni, and Matt Smith. "Gadhafi killed in crossfire after capture, Libyan PM says." CNN, site internet <http://articles.cnn.com/2011-10-20/africa/world_africa_libya-war_1_libyan-people-moammar-gadhafi-gadhafi-aide?_s=PM:AFRICA>, dernière mise à jour le 20/09/2011, visité le 21/06/2012.

Bignel, Paul. "Secret memos expose link between oil firms and invasion of Iraq." The Independent, site internet <<http://www.independent.co.uk/news/uk/politics/secret-memos-expose-link-between-oil-firms-and-invasion-of-iraq-2269610.html>>, dernière mise à jour le 19/04/2011, visité le 11/07/2012.

Bourgeot, André. "Sahara de tous les enjeux." Hérodote, 2011/3 n° 142, p. 42-77. DOI : 10.3917/her.142.0042.

Black, Ian. "Qatar Admits Sending Hundreds of Troops to Support Libya Rebels." The Guardian, site internet <<http://www.guardian.co.uk/world/2011/oct/26/qatar-troops-libya-rebels-support>>, dernière mise à jour le 26/09/2011, visité le 20/06/2012.

Brauman, Rony. "En Libye, la responsabilité de protéger à l'épreuve des faits." Humanitaire, site internet <<http://humanitaire.blogs.liberation.fr/msf/2012/02/en-libye-la-responsabilit%C3%A9-de-prot%C3%A9ger-%C3%A0-l%C3%A9preuve-des-faits.html>>, dernière mise à jour le 03/02/2012, visité le 10/07/2012.

Brown, Ellen. "Libya All About Oil." Opinion Maker, site internet <<http://www.opinion-maker.org/2011/04/libya-all-about-oil>>, dernière mise à jour le 13/04/2011, visité le 20/07/2012.

Charbonneau, Louis. "U.S. Says Gaddafi Troops Raping, Issued Viagra, Envoys." Reuters, site internet <<http://www.reuters.com/article/2011/04/29/us-libya-usa-viagra-idUSTRE73R7N420110429>>, dernière mise à jour le 28/04 /2011, visité le 20/06/2012.

Chomsky, Noam. "What Makes Mainstream Media Mainstream." Chomsky.info, site internet <<http://www.chomsky.info/articles/199710--.htm>>, dernière mise à jour octobre 1997, visité le 01/07/2012.

Chowdhury, Farroque. "Empire's Overtly Covert Action in Libya." Countercurrents.org, site internet <<http://www.countercurrents.org/chowdhury010411.htm>>, dernière mise à jour le 01/04/2011, visité le 20/06/2012.

Cockburn, Alexander. "The Frame-Up." Counterpunch, site internet <<http://www.counterpunch.org/2010/07/23/the-frame-up/>>, dernière mise à jour le 23/07/2010, visité le 05/06/2012.

Cockburn, Alex. "Libya Rebels : Gaddafi Could be Right About al-Qaeda." The Week, site internet <<http://www.theweek.co.uk/politics/6801/libya-rebels-gaddafi-could-be-right-about-al-qaeda>>, dernière mise à jour le 24/03/2011, visité le 21/06/2012.

Cockburn, Patrick. "Amnesty Questions Claim that Gaddafi Ordered Rape as Weapon of War." The Independent, site internet <<http://www.independent.co.uk/news/world/africa/amnesty-questions-claim-that-gaddafi-ordered-rape-as-weapon-of-war-2302037.html>>, dernière mise à jour le 24/06/2011, visité le 20/06/2012.

Cockburn, Patrick. "African Union's Ceasefire Rejected." Counterpunch, site internet <<http://www.counterpunch.org/2011/04/12/african-union-s-ceasefire-rejected>>, dernière mise à jour le 12/04/2011, visité le 23/06/2012.

Coleman, Korva. "Gaddafi Using Foreign Children as Mercenaries in Libya." NPR, site internet <<http://www.npr.org/blogs/thetwo-way/2011/03/03/134223827/gadhafi-using-foreign-children-as-mercenaries-in-libya>>, dernière mise à jour le 03/03/2011, visité le 20/06/2012.

Collon, Michel. "Comprendre la Guerre en Libye." Investig'Action, site internet <<http://www.michelcollon.info/Comprendre-la-guerre-en-Libye-3-3.html>> dernière mise à jour le 08/04/2011, visité le 29/06/12.

Core, David. "Mercenaries in Ambulances Killing Injured." All Voices, site internet <<http://www.allvoices.com/contributed-news/8300956-mercenaries-in-ambulances-killing-injured-libya>>, dernière mise à jour le 25/02/2011, visité le 10/06/2012.

Corcoran, Michael, and Stephen Maher. "The myth of U.S. humanitarian intervention in Libya." International Socialist Review, site internet <<http://isreview.org/issues/77/feat-libya&media.shtml>>, dernière mise à jour juin 2011, visité le 10/07/2012.

Crail, Peter. "Chronology of Libya's Disarmament and Relations with the United States." Armscontrol, site internet <<http://www.armscontrol.org/factsheets/LibyaChronology>>, dernière mise à jour en mars 2011, visité le 20/04/2012.

Daniel, Frank Jack. "Venezuela Hopes Lula Could Lead Libya Peace Talk." Reuters, site internet <<http://www.reuters.com/article/2011/03/03/libya-venezuela-lula-idUSN0322174420110303>>, dernière mise à jour le 03/03/2011, visité le 24/06/2012.

De Fellipis, Vittorio. "Pétrole : l'accord secret entre le CNT et la France." Libération, site internet <<http://www.liberation.fr/monde/01012357324-petrole-l-accord-secret-entre-le-cnt-et-la-france>>, dernière mise à jour le 01/09/2011, visité le 28/06/2012.

Djaziri, Moncef. "Libye : Avancées Sociales, Régression Politique, Dissensions en Perspective." CETRI, site internet <<http://www.cetri.be/spip.php?article1470>>, n.a. visité le 16/02/2012.

Doyle, Michael W. "The Folly of Protection." Foreign Affairs, site internet <<http://www.foreignaffairs.com/articles/67666/michael-w-doyle/the-folly-of-protection>>, dernière mise à jour le 20/03/2012, visité le 21/06/2012.

Elangier, Stenven. "4 Guilty in Fatal 1986 Berlin Disco Bombing Linked to Libya." The New York Times, site internet <<http://www.nytimes.com/2001/11/14/world/4-guilty-in-fatal-1986-berlin-disco-bombing-linked-to-libya.html>>, dernier miser à jour le 14/11/2001, visité le 18/04/2012.

Enders, David. "African Women Say Rebels Raped Them in Libyan Camp." McClatchy Newspapers, site internet <<http://www.mcclatchydc.com/2011/09/07/123403/african-women-say-rebels-raped.html>>, dernière mise à jour le 7/08/2011, visité le 20/06/2012.

Engdahl, F. William. "NATO's War on Libya is Directed against China: AFRICOM and the Threat to China's National Energy Security." Global Research, site internet <<http://www.globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=26763>>, dernière mise à jour le 25/09/2011, visité le 24/06/2012.

Fahim, Kareem. "In the Cradle of Libya's Uprising, the Rebels Learn to Govern Themselves." The New York Times, site internet <<http://www.nytimes.com/2011/02/25/world/africa/25benghazi.html>>, dernière mise à jour le 24/02/2011, visité le 10/06/2012.

FEDERATION INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME. "Des ONG demandent à l'UE d'Agir de Toute Urgence pour Mettre Fin aux Violences en Libye." Site internet <<http://www.fidh.org/Des-ONGs-demandent-a-l-UE-d-agir>>, dernière mise à jour le 26/03/2011, visité le 10/06/2012.

Felter, Joseph, and Brian Fishman. "Al-Qaeda's Foreign Fighters in Iraq." Combating Terrorism Center at Westpoint, site internet <<http://tarpley.net/docs/CTCForeignFighter.19.Dec07.pdf>>, dernière mise à jour le 04/11/2011, visité le 20/04/2012

Fiodorov, Valeri cité dans Ria Novosti. "Libye : la majorité des Russes désapprouvent l'intervention militaire." RIANOVOSTI, site internet

<<http://fr.rian.ru/society/20110324/188971448.html>>, dernière mise à jour le 24/03/2011, visité le 17/04/2012.

Flock, Elizabeth. "Gaddafi Ordered Mass Rapes in Libya, ICC Prosecutor Says." The Washington Post, site internet <http://www.washingtonpost.com/blogs/blogpost/post/gaddafi-ordered-mass-rapes-in-libya-icc-prosecutor-says/2011/06/09/AG1D0TNH_blog.html>, dernière mise à jour le 09/06/2012, visité le 20/06/2012.

Freedman, Samuel G. "In Englewood Dispute Arises Over Libyans." The New York Times, site internet <<http://www.nytimes.com/1982/12/30/nyregion/in-englewood-dispute-arises-over-libyans.html?pagewanted=all>>, dernière mise à jour le 30/12/1982, visité le 18/04/2012.

Friedman, Thomas L. "Confrontation in the Gulf; Assad Assures Baker of Support in Gulf." The New York Times, site internet <<http://www.nytimes.com/1990/09/15/world/confrontation-in-the-gulf-assad-assures-baker-of-support-in-gulf.html?pagewanted=all&src=pm>>, dernière mise à jour le 15/09/1990, visité le 07/07/2012.

Geraghty, Jim. "Obama : No U.S. Forces on the Ground in Libya : Except for Those Guys." National review, site internet <<http://www.nationalreview.com/campaign>>

Gitlin, Todd. "America's Age of Empire : The Bush Doctrine." Mother Jones, site internet <<http://www.motherjones.com/politics/2003/01/americas-age-empire-bush-doctrine>>, dernière mise à jour en février 2003, visité le 08/06/2012.

Gouyette, François. "Audition de l'Ambassadeur de France en Libye par l'Assemblée Nationale." Voltairenet.org, site internet <<http://www.voltairenet.org/Audition-de-l-ambassadeur-de> >, dernière mise à jour le 08/03/2011, visité le 10/07/2012.

Habberman, Clyde. "Italian Jet Crash is Laid to Missile." The New York Times, site internet <<http://www.nytimes.com/1989/03/18/world/italian-jet-crash-is-laid-to-missile.html>>, dernière mise à jour le 18/03/1989, visité le 04/07/2012.

Hauslohner, Abigail. "Among Libya's Prisoners : Interviews with Mercenaries." Time Magazine, site internet <<http://www.time.com/time/world/article/0,8599,2053490,00.html>>, dernière mise à jour le 23/02/2011, visité le 10/06/2012.

Henningsen, Patrick. "Globalists Target 100% State Owned Central Bank of Libya." Market Oracle, site internet <<http://www.marketoracle.co.uk/Article27208.html>>, dernière mise à jour le 20/03/2011, visité le 24/06/2012/06/2012.

Herman, Edward. "The Lockerbie Case." Z Magazine, site internet <<http://www.zcommunications.org/the-new-world-order-rule-of-injustice-by-edward-herman>>, dernière mise à jour décembre 2001, visité le 07/06/2012.

Herman, Edward S. "The New York Times on the Libya-Pan Am 103 Case: A Study in Propaganda Service." Globalresearch, site internet <<http://www.globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=6845>>, dernière mise à jour le 22/07/2012, visité le 07/06/2012.

Hersh, Seymour. "Target Qaddafi." Times Magazine, 11 février 1987:22.

Hottinger, Arnold. "L'expansionnisme libyen : Machrek, Maghreb et Afrique noire," Politique étrangère, N°1 - 1981 - 46e année pp. 137-149.

Indyk, Martin S. "The Iraq War did not force Gadaffi's Hand." Brookings, site internet <http://www.brookings.edu/opinions/2004/0309middleeast_indyk.aspx>, dernière mise à jour le 09/03/2004, visité le 08/06/2012.

INTERNATIONAL MONETARY FUNDS. "IMF Executive Board Concludes 2010 Article IV Consultation with the Socialist People's Libyan Arab Jamahiriya." International Monetary Funds, site internet <<http://www.imf.org/external/np/sec/pn/2011/pn1123.htm>>, dernière mise à jour le 15/02/2011, visité le 03/07/2012.

Kaplan, Eben. "How Libya Got off the List ?" Cfr.org, site internet <<http://www.cfr.org/libya/libya-got-off-list/p10855>>, dernière mise à jour le 16/10/2007, visité le 08/06/2012.

Kaplan, Fred. "Too Big to Fail ?" Slate, site internet <http://www.slate.com/articles/news_and_politics/war_stories/2010/02/too_big_to_fail.html>, dernière mise à jour le 01/02/2010, visité le 14/09/2012.

Kemper, Bob. "Cuba Devising Bioweapons, U.S. says." Chicago Tribune, site internet <http://articles.chicagotribune.com/2002-05-07/news/0205070258_1_biological-warfare-biological-weapons-castro-government>, dernière mise à jour le 07/05/2002, visité le 08/06/2012.

Khan, Iftekhhar A. "Libya Occupied by the NATO Invaders." Global research, site internet <<http://www.globalresearch.ca/libya-occupied-by-the-nato-invaders/>>, dernière mise à jour le 11/09/2011, visité 09/11/2012.

Kirpatrick, David D., and Mona El-Naggat. "Qaddafi's Son Warns of Civil War as Libyan Protest Widen." The New York Times, site internet <<http://www.nytimes.com/2011/02/21/world/africa/21libya.html?pagewanted=all>>, dernière mise à jour le 20/02/2011, visité le 10/06/2012.

Lamb, Franklin. "Will the UN Insist on Fair Trials for Ex-Regime Loyalists in Libya ?" Counterpunch, site internet <<http://www.counterpunch.org/2011/11/22/will-the-un-insist-on-fair-trials-for-ex-regime-loyalists-in-libya>>, dernière mise à jour le 22/11/2011, visité le 22/06/2012.

Levinson, Charles. "Ex-Mujahedeen Help Libyan Rebels." The Wall Street Journal, site internet

<<http://online.wsj.com/article/SB10001424052748703712504576237042432212406.html>>
, dernière mise à jour le 02/04/2011, visité le 17/07/2012.

Lévy, Bernard Henri. "What Can We Do for the Young Libyan Revolution?" Huffingtonpost, site internet <http://www.huffingtonpost.com/bernardhenri-levy/what-can-we-do-for-the-yo_b_831872.html>, dernière mise à jour le 03/06/2012, visité le 10/06/2012.

Locklear, Samuel J. "Exclusive: Top U.S. admiral admits we are trying to kill Qaddafi." Foreign Policy, site internet <http://thecable.foreignpolicy.com/posts/2011/06/24/exclusive_top_us_admiral_admits_w_e_are_trying_to_kill_qaddafi>, dernière mise à jour le 24/06/2011, visité le 25/06/2012.

Macleod, Scott. "Behind Gaddafi's Diplomatic Turnaround." Time Magazine, site internet <<http://www.time.com/time/world/article/0,8599,1195852,00.html>>, dernière mise à jour le 18/05/2006, visité le 09/06/2012.

Mackey, Robert. "Libyan Woman Describes Rape by Qaddafi Forces." The New York Times, site internet <<http://thelede.blogs.nytimes.com/2011/05/16/libyan-woman-describes-rape-by-qaddafi-forces/>>, dernière mise à jour le 16/05/2011, visité le 20/06/2012.

Malone, Barry. "Gaddafi killed in hometown, Libya eyes future." Reuters, site internet <<http://www.reuters.com/article/2011/10/20/us-libya-idUSTRE79F1FK20111020>>, dernière mise à jour le 20/09/2011, visité le 21/06/2012.

Martin, Patrick. "A CIA Commander for the Libyan Rebels." Empirestrikesblack, site internet <<http://empirestrikesblack.com/2011/03/a-cia-commander-for-the-libyan-rebels>>, dernière mise à jour le 28/03/2011, visité le 22/04/2012.

Matar, Hisham "Fathi Terbil." Time Magazine, site internet <http://www.time.com/time/specials/packages/article/0,28804,2066367_2066369_2066467,00.html>, dernière mise à jour le 21/04/2011, visité le 10/06/2012.

Mazzetti, Mark, and Eric Schmitt. "C.I.A. Agents in Libya Aid Airstrikes and Meet Rebels." The New York Times, site internet <http://www.nytimes.com/2011/03/31/world/africa/31intel.html?_r=2&partner=rss&emc=rss>, dernière mise à jour le 30/03/2011, visité le 20/06/2012.

Meo, Nick. "Libya Protests : 140 'massacred' as Gaddafi Sends in Snipers to Crush Dissent." The Telegraph, site internet <<http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/africaandindianocean/libya/8335934/Libya-protests-140-massacred-as-Gaddafi-sends-in-snipers-to-crush-dissent.html>>, dernière mise à jour le 20/02/2011, visité le 10/06/2012.

Moreno-Ocampo, Luis cité dans Chris Pollar. "Gaddafi Gives Troops Viagra for Mass Rape." The Sun, site internet

<<http://www.thesun.co.uk/sol/homepage/news/3627393/Colonel-Gaddafi-gives-Libyan-troops-Viagra-for-mass-rapes.html>>, dernière mise à jour le 09/06/2011, visité le 20/06/2012.

Nazemroaya, Mahdi Darius. "BREAKING NEWS: NATO Massacres of Civilians Aimed at "Cleansing" the Libyan People's Resistance." Global Research, site internet <<http://globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=25966>>, dernière mise à jour le 10/08/2011, visité le 25/06/2012.

Nazemroaya, Mahdi Darius. "Lybia: Human rights impostors used to spawn NATO's fraudulent war." Global Research, site internet <<http://www.globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=26848>>, dernière mise à jour le 29/09/2011, visité le 10/06/2012.

Nazemroaya, Mahdi Darius. " The Media War on Libya: Justifying War through Lies and Fabrications." Global research, site internet <<http://www.globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=24566>>, dernière mise à jour le 02/05/2011, visité le 29/06/2012.

Neelan, Bruce W., William E. Smith and William Stewart. "Libya: Shootout over the Med," TIME MAGAZINE US, site internet <<http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,954936,00.html>>, dernière mise à jour le 31/08/1981, visité le 21/04/2012.

Newman, Alex. "Libyan Rebels' Create Central Bank, Oil Company." Global Research, site internet <<http://www.globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=24308>>, visité le 14/04/2011, visité le 20/6/2012.

Obama, Barack cité dans Dan Fastenberg. "The Libya Rational." Time Magazine, site internet <<http://thepage.time.com/2011/03/25/obama-to-make-libya-address>>, dernière mise à jour le 25/03/2011, visité le 20/06/2012.

Obama, Barack cité dans Stephen Kaufman. "Obama: Qadhafi's Death Was Inevitable End of Dictatorship." America.gov.com IPP DIGITAL, site internet <<http://iipdigital.usembassy.gov/st/english/article/2011/10/20111020165115nehpets0.1454279.html#axzz1iankMJmR>>, dernière mise à jour le 20/10/2011, visité le 01/06/2012.

Obama, Barack. "Obama: Not acting in Libya 'would have been a betrayal of who we are.'" CNN, site internet <http://articles.cnn.com/2011-03-28/politics/us.libya_1_libya-mission-libya-policy-libyan-leader-moammar-gadhafi?_s=PM:POLITICS>, dernière mise à jour le 28/3/2011, visité le 05/09/2012.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES. "Libye : Le Conseil de Sécurité Decide d'instaurer un Regime d'Exclusion Aerienne Afin de Proteger les Civils Contre les Attaques Systématiques et Généralisées." Un.org, site internet <<http://www.un.org/News/fr-press/docs/2011/CS10200.doc.htm>>, dernière mise à jour le 26/02/2011, visité le 28/06/2012.

Otayak, René. "La Libye face a la France au Tchad: Qui Perd Gagne?" Politique-africaine, 16, décembre 1984, pp.66-85.

Peev, Gerri. "Gaddafi 'Personally Gave Order for Lockerbie Bombing' and I Have PROOF, Claims Dictator's Former Justice Minister." The Daily Mail, site internet <<http://www.dailymail.co.uk/news/article-1359910/Libyas-Gaddafi-DID-personally-order-Lockerbie-bombing-claims-Justice-minister.html>>, dernière mise à jour le 24/02/2012, visité le 22/06/2012.

Perrin, Delphine. "Les Migrations en Libye, un Instrument de la Diplomatie Kadhafienne." Outre-Terre, 2009/3n°3 23, p289-303. DOI : 10.3917/oute.023.0289.

Piccinin, Pierre. "Les Démons et les Ombres du 'Printemps Arabe' ." Le Soir, site internet <http://www.lesoir.be/debats/cartes_blanches/2011-08-22/les-demons-et-les-ombres-du-printemps-arabe-857944.php>, dernière mise à jour le 22/08/2011, visité le 22/06/2012.

Piccinin, Pierre. "L'OTAN aurait-il Oublié l'Objet de sa Mission en Libye." Le Grand Soir, site internet <<http://www.legrandsoir.info/l-otan-aurait-il-oublie-l-objet-de-sa-mission-en-libye.html>>, le 30/08/2011, visité le 28/06/2012.

Piccinin, Pierre. "Libye-D'Une Ingérence décomplexée aux dérives néocolonialistes." Le Grand Soir, site internet <<http://www.legrandsoir.info/Libye-D-une-ingerence-decomplexee-aux-derives-neocolonialistes.html>>, dernière mise à jour le 30/08/2011, visité le 28/06/2012.

Piccinin, Pierre cité Lina Tayed Kennouche. "Monde arabo-musulman – Entretien avec Pierre Peccinin : à Propos du 'Printemps arabe,'" Pierre Piccinin, site internet <<http://www.pierrepiccinin.eu/article-monde-arabo-musulman-entretien-avec-pierre-piccinin-a-propos-du-printemps-arabe-78845836.html>>, dernière mise à jour le 09/07/2011, dernière mise à jour le 10/07/2012.

Ploch, Lauren. "Africa Command: U.S. Strategic Interests and the Role of the U.S. Military in Africa." Congressional Research Service, publié le 22 juillet 2011, p.33.

POLLING REPORT. "Libya." Polling Report, site internet <<http://www.pollingreport.com/libya.htm>>, dernière mise à jour le 17/07/2011, visité le 01/06/2012.

Pougala, Jean-Paul. "Les mensonges de la guerre de l'Occident contre la Libye." CameroonVoice, site internet <<http://www.cameroonvoice.com/news/news.rcv?id=3373>>, dernière mise à jour le 28/03/2011, visité le 14/07/2012.

Poutine, Vladimir cité dans Ewen MacAskill et Richard Norton-Taylor, "Libya: US rejects Putin's claim that coalition wants to assassinate Gaddafi," The New York Times, site internet <<http://www.guardian.co.uk/world/2011/apr/26/libya-us-british-putin-gaddafi>>, dernière mise à jour le 26/04/2011, visité le 24/06/2012.

Quigley, Bill. "The Class War at Home." Counterpunch, site internet <<http://www.counterpunch.org/2010/10/25/the-class-war-at-home>>, dernière mise à jour le 25/10/2010, visité le 09/09/12

Raghavan, Sudarsan, and Leila Fadel. "Military Helicopters Reportedly Fired on Protestors in Libya." Washington Post, site internet <<http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2011/02/20/AR2011022004185.html> >, dernière mise à jour le 21/02/2011, visité le 20/06/2012.

Reinhold, Robert. "Crew of Cruiser That Downed Iranian Airliner Gets a Warm Homecoming," The New York Times, site internet <http://www.nytimes.com/1988/10/25/us/crew-of-cruiser-that-downed-iranian-airliner-gets-a-warm-homecoming.html>, dernière mise à jour le 25/10/1988, visité le 07/06/2012.

RESEAU VOLTAIRE. "1er juillet 2011 : manifestation monstre à Tripoli." Voltairenet.org, site internet <<http://www.voltairenet.org/1er-juillet-2011-manifestation>>, dernière mise à jour le 02/07/2011, visité le 10/04/2012

Reuters. "Libya's Jobless Rate at 20.7 percent : Report." Reuters Africa, site internet <<http://af.reuters.com/article/investingNews/idAFJOE52106820090302?pageNumber=1&virtualBrandChannel=0> >, dernière mise à jour le 02/03/2009, visité le 20/06/2012.

Richter, Paul. "As Libya takes stock, Moammar Kadafi's hidden riches astound." Los Angeles Times, site internet <<http://articles.latimes.com/2011/oct/21/world/la-fg-kadafi-money-20111022>>, dernière mise à jour le 21/10/2011, visité le 28/06/2012.

Rosenthal, John. "Anti-Qaddafi Forces Flew al-Qaeda Flag During Siege of Sirte." National Review, site internet <<http://www.nationalreview.com/corner/281760/anti-qaddafi-forces-flew-al-qaeda-flag-during-siege-sirte-john-rosenthal>> , dernière mise à jour le 31/09/2011, visité le 17/07/2012.

Rosen, James. "Wikileaks Cables Show Graham as Senator-Diplomat." McClatchy, site internet <<http://www.mcclatchydc.com/2011/05/01/113414/wikileaks-cables-show-lindsey.html>>, dernière mise à jour le 01/05/2011, visité le 09/06/2012.

Rouadjia, Ahmed. "Entretien avec Ahmed ROUADJIA." L'Essentiel des Relations Internationales, site internet <<http://www.essentiel-int.com/template.asp?page=LISTE&idrubrique=3>>, dernière mise à jour le 14/07/2012, visité le 14/07/12.

Scott, Peter Dale. "Who are the Libyan Freedom Fighters and Their Patrons ?" Global research, site internet <<http://www.globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=23947>>, dernière mise à jour le 25/03/2011, visité 04/07/2012

Seymour, Richard. "Libya's Spectacular Revolution Has Been Disgraced by Racism." The Guardian, site internet <<http://www.guardian.co.uk/commentisfree/2011/aug/30/libya>>

spectacular-revolution-disgraced-racism>, dernière mise à jour le 30/09/2011, visité le 20/06/2012.

Shelton, Tracey. "Gaddafi sodomized: Video shows abuse frame by frame (GRAPHIC)." Global Post, site internet <<http://www.globalpost.com/dispatch/news/regions/middle-east/111024/gaddafi-sodomized-video-gaddafi-sodomy>>, dernière mise à jour le 24/08/2011, visité le 21/06/2012.

Sun, Feifei . "Reuters : Obama Authorized Covert Support for Libyan Rebels." Time Magazine, site internet <<http://thepage.time.com/2011/03/30/reuters-obama-authorized-covert-support-for-libyan-rebels>>, dernière mise à jour le 30/03/2011, visité le 20/06/2012.

Tapper, Jake ; Jon Karl et Russell Goldman. "President Obama Authorizes Covert Help for Libyan Rebels." ABC News, site internet <<http://abcnews.go.com/International/president-obama-authorizes-covert-libyan-rebels/story?id=13259028#.T-Ch3hedD-U>>, dernière mise à jour le 30/03/2011, visité le 20/06/2012.

Turse, Nick. "An empire of US military bases." RT, site internet <<http://rt.com/usa/news/usa-empire-military-bases>>, dernière mise à jour le 14/02/2011, visité le 14/09/2012.

TRANSPARANCY INTERNATIONAL. "Corruption perceptions 2011." Transparency International, site internet <<http://cpi.transparency.org/cpi2011/results/>>, dernière mise à jour le 01/12/2011, visité le 03/07/2012.

The New York Times. "Trail From Lockerbie." The New York Times, site internet <<http://www.nytimes.com/1991/11/16/opinion/the-trail-from-lockerbie.html?src=pm>>, dernière mise à jour le 16/11/1991, visité le 07/07/2012,

U.S. DEPARTMENT OF STATE. "Diplomacy in Action, Background Note : Libya." U.S. Department of State, site internet <<http://www.state.gov/r/pa/ei/bgn/5425.htm>>, n.a., visité le 10/09/2011.

Waghorn, Dominic. "Libyan Soldiers 'Burned Alive' by Comrades." Sky News, site internet <<http://news.sky.com/home/article/15941510>>, dernière mise à jour le 27/02/2011, visité le 20/06/2012.

Watt, Holly. "WikiLeaks : Guantanamo Detainee is Now Libyan Rebel Leader." The Telegraph, site internet <<http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/wikileaks/8472816/WikiLeaks-Guantanamo-detainee-is-now-Libyan-rebel-leader.html>>, dernière mise à jour le 26/04/2011, visité le 20/06/12.

Wines, Michael. " Palestinian Group and Iran Tied to Pan Am Bomb." The New York Times, site internet <<http://www.nytimes.com/1989/02/08/world/palestinian-group-and-iran-tied-to-pan-am-bomb.html>>, dernière mise à jour le 08/02/1989, visité le 07/07/2012

Young, Gayle. "Court seeks mystery plane crash answers." CNN, site internet <<http://edition.cnn.com/2000/WORLD/europe/italy/09/28/mystery.court/index.html?iref=allssearch>>, dernière mise à jour le 28/09/2000, visité le 18/04/2012.

C. Emission Vidéos/Audio :

Goodman, Amy. "U.S. Ambassador to Libya Killed as Anti-Islam Film Inflames "Repressed Social Forces" Post-Gaddafi." Democracy Now!, site internet <http://www.democracynow.org/2012/9/12/us_ambassador_to_libya_killed_as >, dernière mise à jour le 12/09/12, visité le 14/09/2012.

Chomsky, Noam cité dans Amy Goodman. "Noam Chomsky on the Legality of NATO's Bombing of Libya and the Scramble for Oil." Democracy Now !, site internet <http://www.democracynow.org/2011/9/19/noam_chomsky_on_the_legality_of>, dernière mise à jour le 19/09 /2011, visité le 24/06/2012.

Clark, Wesley cité dans Amy Goodman. "Gen. Wesley Clark Weighs Presidential Bid: 'I Think About It Everyday'." Democracy Now!, site internet <http://www.democracynow.org/2007/3/2/gen_wesley_clark_weighs_presidential_bid>, dernière mise à jour le 02/03/2007, visité le 24/06/2012.

Désautels, Michel. "Libye, Mission Accomplie." Radio Canada, site internet <<http://www.radio-canada.ca/emissions/desautels/2011-2012/chronique.asp?idChronique=182728>>, dernière mise à jour le 31/10 /2011, visité le 14/07/2012.

Gallushko, Irina. "Airstrikes in Libya Did not Take Place." RT.com, site internet <<http://www.rt.com/news/airstrikes-libya-russian-military/>>, dernière mise à jour le 01/03/2011, visité le 10/06/2012.

Mckinney, Cynthia. "NATO bombs civilians!": Report from Tripoli." RT.com, site internet <<http://tv.globalresearch.ca/2011/06/nato-bombs-civilians-report-tripoli>>, dernière mise à jour le 15/06/2011, visité le 25/06/2012.

Meysan, Thierry. "Thierry Meysan decrypte les mecanismes du « journalisme de guerre»." Mecanopolis, site internet < <http://www.egaliteetreconciliation.fr/Thierry-Meyssan-decrypte-les-mecanismes-du-journalisme-de-guerre-7681.html> >, dernière mise à jour le 09/09/2011, visité le 14/07/2012.

Russia Today. "Saving the world economy from Gaddafi." RT.com, site ineternet <<http://www.rt.com/news/economy-oil-gold-libya>>, dernière mise à jour le 05/05/2011, visité le 14/07/2012.

Teil, Julien. "La Guerre Humanitaire : Les Mercenaires de Kadhafi et la Division de l'Afrique." Global Research TV, site internet <<http://www.laguerrehumanitaire.fr>>, dernière mise à jour le 10/09/2011, visité le 23/07/2012.

Teil, Julien. "Video : Libya : The Humanitarian War There is no Evidence." Global Research, site internet <<http://globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=27101>>, dernière mise à jour le 15/09/2011, visité le 22/06/2012.

D. Films :

Achbar, Mark, and Peter Wintonic dir. Manufacturing Consent: Noam Chomsky and the media. Zeitgeist Films, 1992.

Tiel, Julien dir. The Humanitarian War. There is no Evidence. The Humanitarianwar.com, 2011.

Vitkine, Antoine dir. Kadhafi Mort ou Vif. Illégitime Défense et les Films du Cabestan, 2012.

Vitkine, Antoine dir. Gaddafi Our Best Enemy. Illégitime Défense et les Films du Cabestan, 2011.

II.Sources Secondaire :

A. Livres :

Allner, Michel, and Carry Portis. La Politique Etrangère des États-Unis Depuis 1945 : de la guerre mondiale à la mondialisation. Paris : Ellipses, 2000.

Auzias, Dominique. Le Petit Futé Sahara. Strasbourg : Horizonsnomades, 2011.

Behrman, Carol H. Thomas Jefferson. Minneapolis: Lerner Publications Company, 2004.

Bernstein, Richard B. Thomas Jefferson. New York: Oxford University Press, Inc., 2003.

Bohen, Albert Abu. Histoire Générale de l'Afrique. Paris : Organisation des Nations Unis pour l'Éducation, 2010.

Borella, Jean. La Crise de Symbolisme Religieux. Paris : L'Harmattan, 2008.

Desseins, Richard. Histoire Politique du Monde Depuis 1943 : Les Grands Enjeux du XXIe siècle. Paris : Editions Publibook, 2010.

Eagleton, Terry. Ideology an Introduction. New-York : Verso, 2007.

Gbagbo, Laurent. Côte-d'Ivoire : pour une alternative démocratique. Paris : L'Harmattan, 1983.

Gillespie, Gordon. The A to Z of the Northern Ireland Conflict. Plymouth: Scarecrow Press, Inc., 2008.

Griffith, Robert. The Politicof Fear : Joseph McCathy and the Senate. Lexington : University Press of Kentucky, 1970.

Holmes, Jerry. Thomas Jefferson: A Chronology of his Thoughts. Rowman and Littlefield Publishers, Inc., 2002.

Lavorel, Sabine. Les Constitution Arabes et l' Islam : Les Enjeux du Pluralisme Juridique. Québec : Presses de l'Université du Québec, 2005.

Lehmann , Jennifer M., and Harry F. Dahms. Globalisation Between Cold War and Neo-Imperialism. San Diego : JAI Press, 2006.

Marx, Karl, and Friedrich Engels. Manifeste du Parti Communiste. Paris : Le Livre de Poche, 2010.

Mensh, Elaine, and Henry Menth. The IQ Mythology : Class, Race, Gender and Inequality. Illinois : Southern Illinois University, 1991.

Moussavou, Ernest Nguong. Françafrique : Ces Monstres qui nous Gouvernent. Paris : l'Harmattan, 2012.

Norris, John. Collision Course: NATO, Russia, and Kosovo. New York: Praeger, 2005.

Parenti, Michael. Inventing Reality : The Politics of the News Media, Second Ed. New York : St. Martin's Press, 1993.

Piper, Michael Collins. Final Judgment : The Missing Link in the JFK Assassination Conspiracy (6th Edition) . Pennsylvania : America First Books, 2005.

Sené, Florent. Raids dans le Sahara central (Tchad, Libye 1941-1987). Paris:l'Harmattan, 2011.

Schaefer, Peter J. United Foreign Policy Toward Africa: Incrementalism, Crisis and Change. New York: Cambridge University Press, 1996.

Thackrah, John Richard. The Routledge Companion to Military Conflict Since 1945. New York: Routledge, 2009.

Turow, Joseph. Media Today : An Introduction to Mass Communication. New York : Routledge, 2011.

Vitiello, Audric. Institution et Liberté : L'école et la question du politique. Paris : L'Harmattan, 2010.

B.Articles :

Abrams, Elliot et al. "Project for the New American Century : Statement of Principles." Site internet <http://www.newamericancentury.org/statementofprinciples.htm>, dernière mise à jour le 03/06/1997, visité le 02/05/2012.

BANK FOR INTERNATIONAL SETTLEMENT. "Organisation and Gouvernance." BIS, site internet <<http://www.bis.org/about/orggov.htm>>, dernière mise à jour le 19/12/2011, visité le 24/06/2012.

Benzat, Youcef. "Élites de l'Algérie 2012, regain de soumission à la dictature." Médiapart, site internet <<http://blogs.mediapart.fr/blog/youcef-benzat/070712/elites-de-l-algerie-2012-regain-de-soumission-la-dictature>>, dernière mise à jour le 07/07/2012, visité le 12/07/2012.

Brauman, Rony. "Mission civilisatrice, ingérence humanitaire." Le Monde diplomatique, site internet <<http://www.monde-diplomatique.fr/2005/09/BRAUMAN/12578>>, dernière mise à jour septembre 2005, visité le 14/07/2012.

Chomsky, Noam, and Daniel Mermet. "Democracy's Invisible Line." Le Monde Diplomatique, site internet <<http://www.chomsky.info/interviews/20070802.htm>>, dernière mise à jour le 02/08/2007, visité le 05/06/2012.

Clinton, Bill cité dans Charles Krauthammer. "The Clinton Doctrine." CNN, site internet <<http://edition.cnn.com/ALLPOLITICS/time/1999/03/29/doctrine.html>>, dernière mise à jour le 29/03/1999, visité le 10/06/2012.

Collon, Michel. "Peut-on critiquer Israël ?" Investig'Action, site internet <<http://www.michelcollon.info/Peut-on-critiquer-Israel.html>>, dernière mise à jour le 10/02/2011, visité le 25/07/12.

Friedman, Uri. "Smart Sanctions : A Brief History." Foreign policy, site internet <http://www.foreignpolicy.com/articles/2012/04/23/smart_sanctions?page=full>, dernière mise à jour en may 2012, visité le 08/06/2012.

Géré, François. "Des origines de la désinformation." Atlantico, site internet <<http://www.atlantico.fr/decryptage/desinformation-information-saddam-husseine-92329.html>>, dernière mise à jour le 09/05/2011, visité le 10/07/2012.

Konaré, Adame Ba citée par Christophe Boisbouvier. "Adame Ba Konare : «Nous sommes dans une logique de recolonisation du continent», " Rfi, site internet <<http://www.rfi.fr/afrique/20110323-adame-ba-konare-nous-sommes-une-logique-recolonisation-continent>>, dernière mise à jour le 23/03/2011, visité le 25/03/2012.

Kostrz, Marie. "Kadhafi et la France : quarante ans de « coopération »." Rue 89, site internet <<http://www.rue89.com/2011/02/25/kadhafi-et-la-france-quarante-ans-de-cooperation-192190>>, dernière mise à jour le 25/02/2011, visité le 02/07/2012.

Mataconis, Doug. "Before Libyan Revolt, U.S. was Planning to Sell Gaddafi Military Equipment." Outside the Beltway, site internet <<http://www.outsidethebeltway.com/before-libyan-revolt-u-s-was-planning-to-sell-gaddafi-military-equipment>>, dernière mise à jour le 24/03/2011, visité le 21/06/2012.

Meysan, Thierry. "La NED, Vitrine Légale de la CIA." Voltairenet.org, site internet <<http://www.voltairenet.org/La-NED-vitrine-legale-de-la-CIA>>, dernière mise à jour le 06/09/2010, visité le 22/06/2012.

Liu, Henry C K. " The BIS vs national banks." Asia Times, site internet <<http://www.atimes.com/global-econ/de14dj01.html> >, dernière mise à jour le 14/05/2002, visité le 24/06/2012.

Praveen Swami. "Western Arms Helping Libyan Forces Massacre Anti-regime Rebels, EU Documents Reveal." The Telegraph, site internet <<http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/africaandindianocean/libya/8350862/Western-arms-helping-Libyan-forces-massacre-anti-regime-rebels-EU-documents-reveal.html>>, dernière mise à jour le 27/02/2011, visité le 21/06/2012.

Saghié, Marc. "Le Peuple a fait tomber Moubarack." Courrier International, site internet <<http://www.courrierinternational.com/revue-de-presse/2011/02/12/le-peuple-a-fait-tomber-moubarak>>, dernière mise à jour le 12/02/2011, visité le 09/06/2012.

Selfa, Lance. "From Cold War to Kosovo." International Socialist Review, site internet <http://www.isreview.org/issues/08/cold_war_to_kosovo.shtml>, dernière mise à jour été 1999, visité le 10/07/2012.

Traoré, Aminata. "Mali : « Nous sommes dans une démocratie de façade »." SlateAfrique, site internet <<http://www.slateafrique.com/89261/mali-nous-sommes-dans-une-democratie-de-facade-aminata-traore>>, dernière mise à jour le 16/06/2012, visité le 12/07/2012.

B. Emissions Videos/Audio :

D. Films:

Bogdanich, George dir. Yugoslavia : The Avoidable War (1999). Frontier Theater et Film Inc, 2002 DVD.

Curtis, Adam dir. The Century of the Self. BBC Four, 2004.

Abbott, Jennifer, and Mark Achbar dir. The Corporation. Big Picture Media Production, 2003.

Junkerman, John dir. Distorted Morality : America's War on terror ? Silent Films, 2002 DVD.

MOTS CLES

Libye, Etats-Unis, OTAN, médias de masse, médias alternatif, Operation Odysee Dawn, Kadhafi, propagande, Lockerbie, Belle Disco, Georges W. Bush, Barack Obama, Ronald Reagan, la Guerre de Libye, Al Qaida, CNT, ONU, la guerre égypto-libyenne, la Guerre du Soudan, embargo sur la Libye, politique étrangère américaine.

RESUME

Le septembre 1969, Kadhafi prit le pouvoir en Libye suite à un coup d'Etat dont il fut à l'origine contre le roi Idriss I^{er}. Ce changement de régime en Libye entraîna par conséquent la mise en place d'une nouvelle politique étrangère par Kadhafi qui, à l'opposition de celle du roi Idriss I^{er} prônait le panarabisme, et le panafricanisme. Avec la mise en place d'une vue politique antioccidentale, Kadhafi devint l'ennemi public numéro un des pays occidentaux tout le long des années 1970 jusque, dans les années 2000. Entre 2003 et 2006, Kadhafi et les pays occidentaux étaient venus à une entente politique d'une manière générale. Mais sous le mandat de Barack Obama en 2011, les relations s'envenimèrent à nouveau avec la gestion par Kadhafi d'une insurrection armée au sein de son pays. Ceci déboucha alors sur la Guerre de Libye initiée par Washington et Paris sous les couleurs de l'OTAN. Kadhafi finit par perdre la vie en Octobre 2011 mettant ainsi fin à un régime qui aura duré plus de quatre décennies.



Déclaration anti-plagiat

Document à scanner après signature
et à joindre au mémoire électronique

DECLARATION

1. Ce travail est le fruit d'un travail personnel et constitue un document original.
2. Je sais que prétendre être l'auteur d'un travail écrit par une autre personne est une pratique sévèrement sanctionnée par la loi.
3. Personne d'autre que moi n'a le droit de faire valoir ce travail, en totalité ou en partie, comme le sien.
4. Les propos repris mot à mot à d'autres auteurs figurent entre guillemets (citations).
5. Les écrits sur lesquels je m'appuie dans ce mémoire sont systématiquement référencés selon un système de renvoi bibliographique clair et précis.

NOM : NIAMBELE..... PRENOM : *Aboubakar*.....

DATE : *28.10.12* SIGNATURE : 